

**Pékin améliore  
ses relations  
avec Moscou  
comme avec Washington**

LIRE PAGE 4 L'ARTICLE  
DE MANUEL LUCBERT

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,70 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 360 P. ; Libye, 0,350 Dt. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 65 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 696572 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## Damas rejette l'injonction de Washington de «cesser ses opérations militaires» au Liban

### Régression

De tous les «scénarios libanais» qui fleurissent après l'intervention israélienne et sa gigantesque redistribution des cartes, le meilleur — sans doute chimérique — voyait un État fort, fondé sur le succès des chrétiens et le ralliement des musulmans, éviter tout sectarisme et rassembler peu à peu, à partir du Grand-Beyrouth pacifié, le pré carré que quitteraient les divers occupants. Le pire est celui auquel on assiste. C'est le retour en force de la guerre civile encouragée, voire fomentée, par l'étranger. Il ne sert à rien désormais d'épiloguer sur les occasions manquées ou les comportements désastreux : le retrait précipité d'Israël accélérant le chaos, le cynisme syrien ou la criminalité légèreté de grands féodaux, notamment druzes, qui n'ont pas même marqué un temps d'hésitation devant les vieux démons.

La «solution arabe» qui se dessinait, il y a un an, au sommet de l'Es est dans l'impasse. En renouant mercredi à la tentative de médiation qu'elle avait engagée, l'Arabie Saoudite, élément capital de tout arrangement, a démontré qu'aucun règlement n'était praticable dans l'immédiat. Elle prévoyait pourtant, seulement, après un cessez-le-feu, un redéploiement «équilibré» de l'armée libanaise dans toutes les régions «non occupées», prétextant à un large débat national auquel eussent été invités en tant qu'observateurs certains pays arabes et les États-Unis.

Ce programme modeste étant hors de portée, c'est à la situation précédant l'invasion israélienne que l'on est en train de revenir, à la différence considérable près que l'O.L.P. a quitté Beyrouth et que la Syrie, ne s'étant jamais accommodée de la «liberté de décision» palestinienne, ne laisse se manifester au Liban que des Palestiniens à sa merci ou des «dissidents» qu'elle encourage. Damas veut surtout, en «destabilisant» le Grand-Beyrouth et en jouant d'une alliance des chiites et des druzes contre le président Gemayel, réaliser son grand dessein en faisant abolir l'accord israélo-libanais et en affaiblissant le chef d'État qui a osé contester son hégémonie.

Certes, la situation n'est plus celle des affrontements intercommunautaires de 1975-1976 dans la mesure où M. Gemayel dispose de minces atouts refusés à son prédécesseur : l'armée, doublée en effectifs, existe et se bat. À ce jour, elle n'a pas éclaté. La force multinationale est présente et riposte aux coups qui lui sont portés. Elle exprime un soutien occidental sans précédent au pouvoir libanais.

Dans la situation présente — alors que la perspective la plus favorable se limite à un cessez-le-feu sans ébauche de règlement — les États qui ont envoyé des contingents à Beyrouth ont le sentiment d'être pris au piège. M. Cheysson a dû revenir sur le bel optimisme qui lui faisait croire, la semaine dernière, que les soldats français n'étaient pas visés par les tirs syriens, et Paris a été contraint de fournir, avec les Super-Étendard du «Foch», une démonstration de sa détermination. Mais si la guerre civile s'installe, il faudra au Liban, comme au Tchad, payer le prix d'un engagement de plus en plus net. Comme vient de l'observer M. Georges Corse dans une question écrite, «une armée n'est pas là pour regarder se passer les choses». En prenant la décision courageuse d'aider au rétablissement de la paix au Liban, il faut espérer que les responsables français étaient parfaitement conscients de cette évidence.

*La Syrie assure que les positions de la force multinationale ne seront plus «atteintes par erreur»*

De notre correspondant

Beyrouth. — La crise libanaise a pris une nouvelle dimension sur le double plan militaire et diplomatique, le France, suivie des États-Unis, ayant adressé un coup de semonce à Damas, après que deux militaires français, dont un officier supérieur, eurent trouvé la mort mercredi 7 septembre (nos dernières éditions du 8 septembre) à la suite de tirs effectués apparemment par des batteries syriennes. Outre une démonstration des avions français et américains et une «énergie» d'intervention de Paris auprès des autorités syriennes, l'émissaire du président Reagan, M. McFarlane, a fermement demandé au président Assad «un arrêt immédiat des opérations militaires et un cessez-le-feu dans les vingt-quatre heures».

L'aviation américaine a, en effet, pris le relais de l'aviation française, mercredi après-midi, pour «un vol d'avertissement» dans le ciel libanais, au-dessus de Beyrouth et du champ de bataille de la montagne toute proche.

Après les deux Super-Étendard qui avaient décollé vers midi du Foch (1), deux F-14, partis de l'Eisenhower, ont mené un vol de reconnaissance, filant les sites de

batteries qui pilonnent le Grand-Beyrouth, où est basée la force multinationale. L'avertissement à Damas ne pouvait être plus clair.

Tard dans la soirée, les radios des Phalanges et des Forces libanaises (chrétiennes) annonçaient que, à la suite d'un nouveau bombardement dont les «marines» auraient été la cible, près de Khaldé, une salve de fusées du porte-avions Eisenhower avait «détruit électroniquement» dix batteries syriennes et progressistes. Peu après, Washington démentait que l'Eisenhower ait bombardé quelque objectif que ce soit au Liban.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

(1) C'est trente minutes après que la décision en est été prise au conseil des ministres que les avions d'attaque Super-Étendard français ont décollé du porte-avions Foch devant Beyrouth. Les avions ont fait deux passages distincts, et leurs pilotes ont réussi à identifier la batterie syrienne, à 1 kilomètre au nord-ouest d'Aley, en-dehors de la capitale libanaise. On a compté un obus toutes les deux minutes sur le secteur français de Beyrouth à partir de cette batterie. — (M.D.L.R.)

### Point de vue

#### LA RÉFORME DU SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL

### Les pompiers et les architectes

Difficile d'écarter un débat public sur les problèmes monétaires et financiers mondiaux. Comme s'il ne s'agissait que d'une affaire de spécialistes, à traiter dans le secret de groupes restreints, alors que les taux d'intérêt élevés et les fluctuations erratiques des monnaies enfoncent davantage les pays en voie de développement, perturbent les calculs économiques et renforcent les facteurs d'instabilité politique. Ou bien comme s'il n'était question que

par JACQUES DELORS (\*)

de trouver des excuses à ses propres faiblesses, argument que l'opposition utilise outrageusement en France, en oubliant que durant les années 60, c'est notre pays qui, déjà, dénonçait les facilités excessives que le système d'alors offrait aux États-Unis.

(\*) Ministre de l'économie, des finances et du budget.

Éliminons donc ces prétextes, et serais-ce que pour redonner aux Français, entre eux, le goût de la cohabitation et du dialogue sans passion.

Il est vrai que notre pays souffre d'une maladie grave sous la forme d'une inflation trop élevée, depuis toujours, par rapport à ses voisins. Il est non moins exact que, faute d'avoir épousé, depuis dix ans, la nouvelle donne économique mondiale, il est handicapé par un commerce extérieur structurellement déséquilibré, ne serait-ce que parce que nos producteurs ont par trop délaissé leur propre marché et celui des autres nations industrialisées, c'est-à-dire là où se situe la compétition essentielle en termes d'innovation et de rapports qualité-prix. L'économie française s'attache à résorber progressivement ce double handicap. Ce que les Français doivent accomplir personnellement ne le fera à leur place. Cela étant admis, aucune personne de bonne foi ne peut nier que la hausse excessive du dollar et des taux d'intérêt rend économiquement plus difficile et socialement plus coûteux l'indispensable effort de redressement. Quoi qu'il en soit, cet effort sera mené à son terme : il est d'ailleurs bien engagé.

(Lire la suite page 22.)

#### AU JOUR LE JOUR

### Rencontre

Après la grave crise qui a marqué, depuis plusieurs semaines, leurs relations, les deux Grands se sont rencontrés. Enfin ! Tous sourient (diplomatiquement ?), ils ont même trinqué, devant les photographes accourus à la détente et à l'oubli des « bavures ».

On ne sait pas si leurs points de vue se sont réellement rapprochés. On ignore si leur rivalité pour le partage des ondes va réellement cesser. Toujours est-il que Patrick Poivre d'Arvor et Christine Ockrent se sont rencontrés et que la France respire.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 13.)

## Thomson et la C.G.E. négocient un nouveau partage de leurs activités

*Si les pouvoirs publics donnent leur accord la C.G.E. renforcera ses positions dans la communication et Thomson axera son développement sur le secteur militaire les produits grand public et les composants*

L'industrie électronique française pourrait connaître, dans les prochains jours, un profond bouleversement. Les deux groupes nationalisés Thomson et C.G.E. s'approprieraient à conclure un accord de répartition des tâches. Il se traduirait par un désengagement de facto de Thomson de ses activités communications (téléphonie, transmissions, bureautique, services informatiques). Le groupe de M. Gomez récupérerait de son côté les activités militaires de la C.G.E. ainsi que les filiales spécialisées dans l'électronique grand public et les composants électroniques.

Qu'elle apparaisse comme «un nouveau Yalta» de l'électronique entre les deux géants français ou comme le rêve enfin réalisé de la Compagnie générale d'électricité de devenir le patron des industries électronique et électronique françaises, l'opération envisagée sera, si elle se réalise, lourde de conséquences.

Comment expliquer que ces deux frères ennemis, dont les querelles ont animé la vie industrielle de ces quinze dernières années, aient décidé aujourd'hui de s'entendre ? Certes tous deux ont désormais le

même actionnaire : l'État. Mais ce facteur n'a joué dans la genèse du projet d'accord qu'un rôle marginal. Les motivations de MM. Alain Gomez et Georges Peberreau sont cette fois à chercher ailleurs que dans les injonctions des pouvoirs publics.

Lorsque M. Alain Gomez prend, le 18 février 1982, possession du fauteuil présidentiel de Thomson-Brandt, il se doute que la tâche qui l'attend ne sera pas facile. Thomson est engagé dans de multiples activités. La plupart perdent de l'argent (informatique, composants, radiologie, téléphone). L'électronique professionnelle, en fait les activités militaires, n'est plus ce qu'elle était. Les marchés à l'export sont plus difficiles. Les «avances» sur contrats versées par les pays arabes sont revenues de 30% à 10%, réduisant du même coup les profits financiers qui entraient pour une large part dans les bénéfices de Thomson-C.S.F. Quant au secteur grand public, pilier de Thomson-Brandt, il n'a pas encore atteint sa taille criti-

J.-M. QUATREPOINT.

(Lire la suite page 24.)

#### LA RENTRÉE SCOLAIRE

### Un test politique

LIRE PAGE 10

#### LA MOSTRA DE VENISE

«Prénom Carmen», de J.-L. Godard

LIRE PAGE 17

#### «MÉMOIRES» DE RAYMOND ARON

### Quand le meilleur de la classe relit sa copie

par BERTRAND POIROT-DELPECH

À la rentrée des classes correspond cette année, pour les adultes, un exercice captivant, sur le sujet devant lequel nous peinons tous (l'histoire du dernier demi-siècle est-elle intelligible ?) : relire, pardessus son épaule, la copie du meilleur élève vivant de la classe intellectuelle, le mieux informé des événements et des savoirs de son temps, la plus agile à les confronter, et le moins enclin à «déconner» (comme ils disaient avec le camarade Sartre, qui ne s'en priva pas !), parce qu'un des rares analystes politiques — le dernier ? — à s'imposer les vieilles règles de la raison.

Les médias, et l'éditeur lui-même, laissent entendre que le mémorialiste Aron rapprocherait le penseur du grand nombre par des conférences intimes. C'est prendre le public français pour plus infantile qu'il n'est, friand de secrets et rebelle aux idées.

Le sous-titre — «Cinquante ans de réflexion politique» — doit être pris au pied de la lettre. Contrairement aux épanchements en vogue, et pour notre bonheur, l'auteur n'évoque sa vie privée que dans la mesure où celle-ci éclaire ses actes et sa pensée.

Ainsi de ses origines : bourgeoisie sans «réserves», héritage d'«être» plus qu'à «avoir», selon le mot d'Aleix, ascendance juive intégrée et non croyante. La hantise de venger le malheur paternel explique le sérieux mis à cultiver ses dons, le classement au tennis confirme le goût de l'excellence en tout, la perte d'un jeune enfant renforce l'ardeur au travail, que menacera, quelques heures, l'embolie. A quoi bon épiloguer sur une psychologie qu'on ne saurait connaître du dedans ? Aron avoue simplement ce que faits et textes suggèrent : sa susceptibilité, son allergie à l'anxiété. Comme Sartre, il ne respecte vraiment que l'autorité issue des idées. Tout, par ailleurs, les sèpe ; et d'abord l'absence frappante, chez le jeune Aron, des névroses dont Sartre tirera ce droit à l'invincible qu'on appelle le génie.

Les portraits et rencontres augustes, qui fournissent habituellement les Mémoires en morceaux de bravoure, Aron ne s'y attarde pas plus qu'aux introspections. Pour ce qui est de voir des grands de ce monde, il en a vu : Nehru, Caramanlis, de Gaulle, Giscard, Chirac... Mais, contrairement à Malraux, il n'a pas de goût pour ces échanges, et il ne croit pas qu'on y apprenne grand-chose. Il a trouvé l'homme Giscard «insaisissable», et Chirac «sympa». Coryn ne l'a pas écouté ; d'autres ne l'ont pas suivi. De Gaulle a répondu poiment à ses envois de livres, sans rien livrer. A Colombey, en 1953, il lui a donné la primeur du portrait de Pétain que tout le monde allait lire. Même Kissinger n'a rien révélé à celui qui veut bien appeler son relire, que n'importe qui ait pu apprendre par la presse. De Malraux, à qui la liant une amitié forte, et dont il conteste la réputation de habileur, au moins en ce qui touche Nietzsche et Spangler, Aron retient ce qu'actes et textes ont légué à l'histoire : ses rapports avec le communisme et le général. S'il abordait des destins dans leur totalité, en existantisme qu'il n'est pas, son dédain de la gloire le portait probablement vers des ascondes rôles tels Corniglion-Molinier ou Pascal Pia, volontairement et indument demeurés dans l'ombre de Malraux et de Camus.

Donc, ni petit tas de secrets ni antimémoires : rien que l'histoire d'un esprit qui passe en revue, la plume à la main, cinquante ans de faits et d'écrits, qui s'interpelle comme dans une soutenance de thèse récapitulant toute son œuvre, qui rature ici, persiste là, qui s'interroge encore et toujours sur ce qu'il est licite d'affirmer «en raison»... Et le spectacle de cette pensée incessante, de cette probité ardente, vaut toutes les impudences de stars, car c'est un peu le salut de l'humanité et l'honneur de l'intelligence, notre salut et notre honneur à chacun, qui sont en jeu.

(Lire la suite page 13.)

### Viviane Forrester Van Gogh ou l'enterrement dans les blés Prix Femina Vacaresco



Un livre bouleversant d'où l'on se retire foudroyé.  
Raphaël Sorin/Le Monde

On n'a jamais poussé aussi loin l'exploration de ce que fut Van Gogh. Georges Duby/Libération

Seuil 79 F

سكز من الاجل



**Sa majesté François Mitterrand I<sup>er</sup>**  
**roi de France et d'Afrique**

par Louis SALA-MOLINS (\*)

Mais l'opinion publique française est contente. Le Tchad n'est pas l'Algérie. Cependant, quelle largeur avait atteint en Algérie le torrent de sang lorsque les étudiants de l'UNEF (Union nationale des étudiants français) furent la cible de la répression de la police dans une manifestation transigeante apposition sur brigandage français des années 50 ? Jusqu'à quelle profondeur le gouvernement français humiliera-t-il l'Afrique tout en flattant le sentiment des braves français ?

Après quatre chocs de l'extrême droite dans leur opposition nette et claire sur brigandage que nous venons de commencer ?

On regrette ici et là le prétendu silence des intellectuels français. Il faudrait mieux se lamenter sur le retard de la gauche que de se lamenter de la droite et de la gauche sur la peu vulnérabilité de l'Afrique.

## Les limites de l'absurde sont crevées

3) Nous sommes loin, les Français, d'avoir renoncé à nos « grandeurs », à nos « chauvinismes », à nos « messianismes ».

4) Le symbolisme stupide et grossier du brillant des gilets et des grappes de médailles sur toute la largeur de la poitrine d'un général de foire ou de campagne est ce qui efface en l'opinion publique de chez nous les critères de distinction entre progrès et réaction, néocolonialisme et droit, jûrisme et coup de force.

**CLAUDE COUFFON.**  
\* *Moi, Rigoberta Menchu, une  
vie et une voix, la révolution au  
Guatemala*, d'Elisabeth Burgos.  
Traduit de l'espagnol par Michèle  
Goldstein. Gallimard, collection  
« Témoins », 334 pages, 95 F.

**Damas rejette l'infirmité  
de n'cesser ses efforts**

1. *Chlorophyll* is the green pigment found in plants and algae, responsible for photosynthesis. It is located in the chloroplasts, specifically in the thylakoid membranes.

2. *Chloroplasts* are organelles found in plant cells and some algae, where photosynthesis takes place. They contain chlorophyll and other pigments.

3. *Photosynthesis* is the process by which plants and algae convert light energy into chemical energy, producing glucose and oxygen from carbon dioxide and water.

4. *Glucose* is a simple sugar, a type of carbohydrate, which is the primary source of energy for most organisms. It is produced during photosynthesis.

5. *Oxygen* is a chemical element, a diatomic gas, which is a byproduct of photosynthesis and essential for aerobic respiration.

6. *Carbon dioxide* is a chemical compound, a gas, which is taken up by plants during photosynthesis and released during respiration.

7. *Thylakoids* are membrane-bound compartments inside chloroplasts, where the light-dependent reactions of photosynthesis occur.

8. *Stroma* is the fluid-filled space surrounding the thylakoids within a chloroplast, where the Calvin cycle (light-independent reactions) takes place.

9. *Light energy* is the energy from the sun, which is captured by chlorophyll and used to drive the process of photosynthesis.

10. *Water* is a chemical compound, essential for life, which is used as a reactant in the process of photosynthesis.

1. The first step is to identify the problem. This involves understanding the symptoms and the context in which they are occurring.

2. Next, you should gather information. This can be done through interviews, observations, and research.

3. Once you have gathered information, you should analyze it. This involves looking for patterns and identifying the root cause of the problem.

4. After analysis, you should develop a plan. This plan should outline the steps you will take to solve the problem.

5. Finally, you should implement the plan. This involves putting the plan into action and monitoring the results.

6. Once the problem is solved, you should evaluate the solution. This involves assessing the effectiveness of the solution and making any necessary adjustments.

7. The final step is to document the solution. This involves writing a report that describes the problem, the solution, and the results.

8. Finally, you should share the solution with others. This can be done through presentations, workshops, and other means.

9. The last step is to reflect on the process. This involves thinking about what you learned from the experience and how you can apply it in the future.

10. Finally, you should celebrate the success. This involves acknowledging the effort and achievement of the team.

INTELLIGENCE REPORT COLONEL [REDACTED]

## Le dur métier de soldat de la nuit

1. The first step is to identify the problem. This involves understanding the symptoms and the context in which they are occurring.

[illegible]

1. The first step is to identify the problem. This involves understanding the symptoms and the context in which they are occurring.

**A-ONE**

...the ...  
...the ...  
...the ...  
...the ...  
...the ...

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the situation.



## PROCHE-ORIENT

## Liban

## Damas rejette l'injonction de Washington de « cesser ses opérations militaires »

(Suite de la première page.)

En revanche, il semble que les « marines » à terre soient montés d'un cran dans leur riposte, passant du murtier aux Howitzer de 155 mm. En survolant les positions du P.S.P. (Parti socialiste progressiste) de M. Walid Joumblatt, les avions français puis américains désignaient apparemment comme la source des tirs contre les différents postes de la force multinationale à Beyrouth, notamment le Q.G. français, où a été tué le lieutenant-colonel Sahler. Pourtant, le P.S.P. a manifesté « son appréciation de nombreuses attitudes positives de la force française » et affirmé que « les tirs dirigés contre Beyrouth-Ouest, et en particulier le Q.G. du contingent français, proviennent des positions de l'armée libanaise et du parti phalangiste ». L'agence syrienne d'information SANA a annoncé, peu après, que le P.S.P. et ses alliés ont décidé « de ne diriger aucun tir contre les milices phalangistes et l'armée postée dans les régions de déploiement de la force multinationale (...), pour éviter que des éléments de la force multinationale ne soient atteints par erreur ».

Effectivement, depuis mercredi après-midi, les tirs d'artillerie sur les deux secteurs de Beyrouth ont pratiquement cessé.

## Une fin de non-recevoir

Ce coup d'arrêt sur le terrain est néanmoins tout relatif puisqu'il est limité à Beyrouth, alors que la bataille fait rage dans la montagne qui surplombe la capitale. Jeudi matin, on entendait le roulement du canon ; la trêve, qui peut être remise en cause à tout instant, paraît avoir coïncidé avec une impasse dans les démarches diplomatiques dont Damas est l'objet. L'ambassadeur américain, M. McFarlane, a, en effet, cessé une fin de non-recevoir sèche et catégorique de la part des autorités syriennes. Reçu par le président Assad - qui ne lui a pas cédé la porte au nez comme à son prédécesseur, M. Philip Habib - le représentant du président Reagan était chargé d'une mission particulièrement difficile, étant porteur d'une ferme injonction de son gouvernement à la Syrie qui comportait les points suivants :

- Arrêt immédiat des opérations militaires et cessez-le-feu dans les vingt-quatre heures ;

- Arrêt des renforts en hommes et en matériel fournis aux combattants libanais progressistes ;

- Retrait des Palestiniens réintroduits par Damas dans la montagne libanaise.

Ce refus était quasi inévitable. Devant l'impasse, les Saoudiens, qui tentaient une médiation, ont déclaré forfait dans l'attente de jours meilleurs. S'employant à souligner que l'échec de leurs bons offices était imputable à la Syrie et non au gouvernement libanais, les médias officiels des phalangistes proches du pouvoir rapportaient avec insistance la teneur d'un message du roi Fahd au président Gennayel l'assurant de son appui. Une déclaration de l'émir sultan Ibn Abdolaziz, ministre soudanais des thèses libanaises puisqu'il a appelé au retrait de toutes les forces étrangères du Liban, « abstraction faite de leur nationalité », donc Syriens et Palestiniens inclus.

Jouant à fond la carte de l'ingratitude, les autorités libanaises ont annoncé, mercredi, que « plus de deux mille combattants palestiniens » participent aux combats de Beyrouth.

Les phalangistes, quant à eux, mettent l'accent sur l'intervention directe sur le terrain d'unités blindées syriennes face à leurs miliciens en montagne. Les uns et les autres exploient une déclaration de M. Walid Joumblatt annonçant qu'il retournerait à Beyrouth « avec la résistance palestinienne », ce qui a provoqué de vives réticences non seulement en secteur chrétien mais aussi en secteur musulman.

Les affirmations d'Abon Jihad, bras droit de M. Arafat, selon lesquelles, toute dissension obliée, la résistance palestinienne appuie les forces combattant le gouvernement libanais et les milices phalangistes, donnent des arguments de poids à ceux qui agitent le risque d'un retour en force des Palestiniens.

## M. Camille Chamoun accuse Israël

Mettant en cause Israël, un officier libanais a assuré que « des druzes israéliens auraient également combattu dans la montagne, sans qu'on en ait une preuve formelle ». L'animosité du gouvernement libanais et des milieux chré-

tiens contre Israël croît de jour en jour. Le qualificatif de « forces non ennemies », donné de source autorisée à Jérusalem aux milices druzes, et la passivité satisfaisante avec laquelle on y considère la guerre en cours au Liban alimentent cette rancœur.

Ancien président de la République, M. Camille Chamoun, initiateur des relations entre les partis chrétiens et Israéliens, avait envoyé son fils effectuer une visite spectaculaire de l'Etat hébreu il y a moins d'un mois, et reçu le ministre israélien de la défense, M. Arens, lors de sa « visite-provocation » à Beyrouth. Or il vient d'écrire dans un quotidien : « Malgré les différends qui les séparent dans tous les domaines, Syriens et Israéliens sont d'accord sur leurs fins ultimes au Liban. Le Syrien prend prétexte de la présence israélienne pour y maintenir ses troupes. L'Israélien prend prétexte de l'occupation syrienne au Liban pour y maintenir les siennes. » Et d'ajouter : « Dans le Chouf, les milices socialistes ont reçu ostensiblement une aide militaire syrienne sous l'œil bienveillant des forces israéliennes (...). Malgré l'évidence (...) le ministre de la défense israélien affirmait (...) qu'aucune intervention syrienne n'a eu lieu dans la bataille de Bhamdoun (...). Jamais collusion n'aurait été plus flagrante. Matière à écrit et peut encore écrire : ils s'entendent tous deux comme larrons en foire ».

L'Etat libanais fait progresser, très lentement, son armée sur le champ de bataille, tout en se tenant à l'écart des affrontements entre ses citoyens druzes et chrétiens. L'armée est maintenant solidement retranchée sur une ligne, à environ 15 kilomètres à l'est de Beyrouth et à 800 mètres d'altitude, qui court du nord au sud, des portes d'Alecy aux collines d'Aramoun, en s'infléchissant vers la mer. Selon le radio phalangiste, son artillerie aurait détruit, mercredi, une colonne de trente blindés palestiniens qui descendait de Bhamdoun vers Alecy.

Quant aux combats entre P.S.P. (druzes) et les forces libanaises (chrétiennes), ils se poursuivent pour le sixième jour consécutif, mais sans grand changement sur le terrain. Le village chrétien de Deir El-Kamar a reçu, selon le témoignage de la Croix-Rouge internationale, quarante mille réfugiés.

LUCIEN GEORGE.

## « NOUS NE POUVONS ACCEPTER QUE L'ON CANARDE NOS SOLDATS, QUI DÉFENDENT LA PAIX », a déclaré M. Claude Cheysson

M. Mitterrand et le gouvernement ont « rendu hommage au courage et au sens du devoir des troupes françaises à Beyrouth » aussitôt après qu'a été connue, mercredi matin 7 septembre, la mort de deux militaires français tués le 6 septembre, pendant que le conseil des ministres était réuni. M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a eu une communication directe avec les autorités syriennes.

Le porte-parole du Quai d'Orsay a précisé à ce propos que le gouvernement a fait « une énergique intervention auprès des autorités syriennes tant à Damas qu'à Paris ainsi qu'auprès de tous ceux qui peuvent concourir à la cessation de ces tirs » (voir nos dernières éditions du 8 septembre).

Peu après, M. Cheysson a déclaré à TF1 que si les « tirs révoltants » reprénaient contre les soldats français à Beyrouth « ces derniers riposteront ». « Ce matin, a-t-il expliqué, les bombardements massifs à l'arme lourde étaient destinés à la résidence des Pins (quartier général des forces françaises et ancienne résidence de l'ambassadeur). C'est bien nous que l'on visait. C'est la raison pour laquelle nous sommes intervenus immédiatement, par la parole, et pour la première fois, par la menace directe d'une intervention militaire, par le feu. » Et d'ajouter : « Nous ne sommes pas allés à Beyrouth pour faire la guerre, mais nous ne pouvons accepter que l'on canarde nos soldats, qui défendent la paix ».

De son côté, M. Charles Hernu a qualifié ces tirs de « bombardements pervers ». « Cela n'est pas admissible », a-t-il ajouté. Les Super-Éclairés français ont quitté le pont du porte-avions Foch et sont en train de réparer les batteries qui tirent sur le camp français et si le feu ne cesse pas immédiatement, nous démolirons les batteries. »

JACQUES ISNARD.

## Les participants à la conférence sur la Palestine veulent associer Washington et Moscou à une nouvelle réunion pour la paix

Genève. - La conférence internationale sur la question de Palestine (Le Monde du 31 août), qui a coûté à l'ONU la somme exceptionnelle de 7 millions de dollars, a terminé ses travaux mercredi 7 septembre. Une vingtaine de délégués occidentaux sur les cent trente-trois participants n'ayant accepté qu'un rôle d'observateurs muets, tandis que les Etats-Unis et Israël boycottaient cette rencontre. L'U.R.S.S. s'est vu offrir, sur proposition de M. Arafat, de participer, avec les Etats-Unis, à une nouvelle conférence internationale de la paix au Proche-Orient. Elle a quelque peu fait oublier aux participants musulmans ce qu'enduraient leurs coreligionnaires en Afghanistan.

Les Etats arabes du Front de refus ont, semble-t-il, refusé, pour leur part, à se faire pardonner d'avoir abandonné leurs « frères palestiniens » lorsque ces derniers se trouvaient sous le feu de l'armée israélienne à Beyrouth. Les uns et les autres s'en sont pris non seulement à Israël, mais peut-être plus encore aux Etats-Unis, en des termes plus proches de la démonologie que de la politique. Les lacunes et les faiblesses historiques ne se comptaient plus. Le glissement de l'antisionisme à l'antisémitisme a été tantôt ébauché tantôt flagrant. Quant aux discussions au sein de l'O.L.P., elles ne paraissent pas avoir présenté le moindre intérêt pour l'ensemble des participants, non plus que les combats qui déchirait à nouveau le Liban ou le conflit sanglant qui oppose l'Irak à l'Iran.

La monotonie des débats a été rompue à deux reprises. D'abord lorsque, au cours de sa conférence de presse, M. Arafat a déclaré : « Jésus-Christ est le premier des fédayin palestiniens, l'épée de la main », et ensuite par l'intervention de l'écrivain israélien Uri Avnery, qui a préconisé la coexistence d'un Etat palestinien et d'un Etat juif, que le gouvernement de ce dernier soit « bon, mauvais ou très mauvais », tout en précisant sans équivoque qu'il s'exprimait en tant qu'« Israélien patriote ayant combattu pour la création d'Israël ». Tandis

## De notre correspondente

que M. Avnery parlait, la plupart des sièges des délégués arabes sont demeurés vides.

L'O.L.P. a gagné à cette conférence une consécration indéniable, et M. Arafat a joué un rôle de vedette, en dépit des efforts syriens, et surtout la promotion du rang d'observateur à celui d'une délégation d'Etat de plein droit. Cependant, M. Moustapha Nassef (Sénégal), président de la conférence, a déclaré qu'on ne saurait considérer cette promotion comme un précédent.

situées sur leur territoire, et demande à l'ONU « de proclamer à sa trente-huitième session [c'est-à-dire cet automne] une année de la Palestine, qui devra être célébrée le plus tôt possible en prenant en considération les facteurs nécessaires pour assurer la préparation, de manière efficace, dans le but de galvaniser l'opinion publique mondiale et d'obtenir son appui afin d'aller de l'avant », et, dans cet esprit, d'organiser des colloques régionaux d'intention des journalistes ».

ISABELLE VICHNIAC.

## Un « programme d'action »

La conférence s'est achevée avec l'adoption par consensus de deux textes. Ceux des pays occidentaux qui ont accepté de participer à la réunion n'ont pas voulu compromettre le consensus, mais ont décidé de faire connaître par écrit leurs réserves dans les deux semaines qui viennent.

Il s'agit, d'une part, d'une « déclaration » nettement inspirée de plan de Fds, dont le principal paragraphe est considéré comme ambigu par les observateurs occidentaux. Il stipule, en effet, « le droit à l'existence de tous les Etats de la région dans le cadre de frontières sûres et internationalement reconnues et le droit de tous les peuples à la justice et à la sécurité, ce qui a pour préalable indispensable la reconnaissance des droits légitimes inaliénables du peuple palestinien et la possibilité pour celui-ci de les exercer ». On remarquera que l'Etat d'Israël n'est pas mentionné. L'autre texte, appelé « programme d'action » et comportant une cinquantaine de points, est beaucoup plus dur puisqu'il prévoit des sanctions, « économiques, culturelles, techniques et autres » contre Israël, mais n'a aucun caractère contraignant.

Le texte souhaite que tous les Etats « se déclarent préoccupés du fait qu'Israël interdit aux Palestiniens toute activité économique et tout accès aux ressources nationales ».

## Egypte

## LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT NE SE RENDRONT PLUS EN VISITE EN ISRAEL

Le Caire (Reuter). - Le ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, M. Boutros-Ghali, a annoncé, mercredi 7 septembre, qu'il n'y aura plus de visites de ministres égyptiens en Israël pour le moment.

Il a indiqué, dans une conférence de presse, que des membres du cabinet égyptien ne rendront probablement pas les visites effectuées les mois derniers au Caire par le ministre israélien de l'énergie, M. Yehoshua Modai, ou par l'ancien ministre de la défense, M. Ezer Weizman. Il ne croit pas non plus à une rencontre prochaine entre le président Mubarak et M. Shamir, qui devrait succéder à M. Begin au poste de président du conseil.

« Ce qui est important, c'est de trouver de nouveaux canaux et une ouverture pour relancer le processus de paix au Proche-Orient, afin de surmonter l'état de paix froide qui existe entre l'Egypte et Israël », a dit M. Boutros-Ghali. Il a précisé que le retrait partiel de l'armée israélienne du Liban, est l'absence d'un calendrier précis pour un retrait total de tout le territoire, ne peut être considéré comme une contribution positive à la paix au Proche-Orient. En revanche, il s'est déclaré favorable à la conférence internationale de la paix au Proche-Orient recommandée par la conférence de Genève sur la Palestine. (Lire ci-contre.)

## ONU

## M. MITTERRAND PARLERA LE 28 SEPTEMBRE DEVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

M. Mitterrand prendra la parole le 28 septembre devant l'Assemblée générale des Nations unies et annoncera mercredi les porte-parole de l'Elysée et du secrétariat général de l'ONU.

Le président de la République parlera aussitôt après M. Gandhi, premier ministre de l'Inde, qui ouvrira la séance de la matinée en tant que président du Mouvement des non-alignés.

M. Mitterrand sera le premier président français qui s'adressera à l'Assemblée générale des Nations unies. M. Giscard d'Estaing avait cependant présidé des propositions pour le désarmement devant une assemblée spéciale, le 25 mai 1978. Vingt-quatre chefs d'Etat et de gouvernement ont déjà annoncé leur participation à la session qui s'ouvrira le 20 septembre.

D'autre part M. Mitterrand recevra le 15 septembre M. Bettino Craxi, président du conseil italien, qui, accompagné du ministre des affaires étrangères, M. Andreotti, viendra à Paris pour une visite de travail.

## ASIE

## Afghanistan

LES MAQUISARDS ENCLÈMENT LES VILLES DE KHOST ET URGUN, dans la province de Pakia, où sont isolés quelque huit cents soldats afghans et plusieurs dizaines de conseillers soviétiques, a-t-on indiqué, jeudi 8 septembre, de source proche de la guérilla. Celle-ci n'est plus qu'à quelques kilomètres de Khost, après avoir capturé un désarmé ces dernières semaines les miliciens qui en assuraient les défenses avancées, et contrôle les voies de communication de la région. - (Reuter.)

## LA MORT DU LIEUTENANT-COLONEL SAHLER

## Le dur métier de soldat de la paix

Décontracté mais obstiné, souriant mais rigoureux dans son commandement, le lieutenant-colonel Louis, Pierre Sahler, quarante et un ans, a trouvé la mort, sous les bombardements, dans cette ville de Beyrouth qu'il avait contribué à déminer à la tête de cent soixante-dix sapeurs du 17<sup>e</sup> régiment de génie parachutiste (R.G.P.), dont il était le commandant en second depuis juillet 1982, sous l'autorité du colonel Christian Quesnot.

Cet ancien de Saint-Cyr, quatrième de la promotion Centenaire de Camerune, breveté d'état-major et breveté parachutiste, était de la race de ces jeunes officiers supérieurs qui, aujourd'hui, sont fiers de leur uniforme, sans complexes vis-à-vis des civils.

Entre 1978 et 1982, Louis Sahler, alors jeune commandant à l'état-major, réussit à exécuter, point par point, le difficile programme d'information de l'ensemble de l'armée de terre, qui est, à ce jour, le plus important des détenteurs français d'ordinateurs. Commandant en second du 17<sup>e</sup> R.G.P., il se partage entre Beyrouth, qu'il démine, et Montauban, le quartier du régiment, dont il fait - en se chargeant du recrutement - le modèle de ces anciens régiments à l'anglaise, où l'on pratique l'autosélection tant il y a de candidats.

Le lieutenant-colonel Sahler est le troisième militaire français, depuis août 1982, à trouver la mort à Beyrouth, au sein de la force multinationale, qui compte, de surcroît, trente-quatre blessés. A cela, il faut ajouter les

douze morts et les quatre-vingt-quatre blessés du contingent français au Liban depuis l'installation en 1978 des « casques bleus » de la FINUL.

C'est un dur métier que celui de « soldat de la paix », et les professionnels, que la France envoie au Liban comme au Tchad en apprenant peu à peu les exigences, l'humilité et les risques. Transformer des combattants entraînés, aguerris et offensifs en des gendarmes instruits et incités à attendre - sans riposter - qu'on leur tire dessus n'est ni aisé ni évident, encore moins plaisant. Accepter de jouer la libre quand on a été formé à jouer le chasseur relève de ce que, jadis, Alfred de Vigny, qui s'y connaissait, a appelé les « grand-deurs » mais aussi les « servitudes » du métier militaire.

Avec cette force d'argumentation et cette verve dans l'expression, qui le caractérisaient, Louis Sahler exerçait souvent son esprit critique sur la communauté militaire. « Comme si », faisait comme si : tel était le vocabulaire qui revenait fréquemment chez lui, parce qu'il redoutait qu'on se contenta de simuler la réalité, qu'on lui préférait le verbe qui masque.

Faire comme si on était « un soldat de la paix », qui s'interpose entre des violences aveugles. Faire comme si cette mission avait un sens, dans une région déchirée qui se complait dans le sang. Faire comme si, parce que c'est son métier de servir les autres au mépris de sa propre existence.

JACQUES ISNARD.

**Un petit chemin qui sent la noisette!**

JEAN-LOUIS EZINE

La chantepleure

ROMAN



Un jeune homme recherche le père qu'il n'a pas connu. La chronique au quotidien des humeurs d'un village normand, au cœur d'un pays moussu, ombreux et secret.

65 F

**Roman Seuil**

هكذا من الاجل





# Des mots qui touchent. Des idées qui font mouche.

**Les Nouvelles**, l'hebdo qui a un bon gauche!

**Les Nouvelles**, des mots qui touchent, des idées qui font mouche et qui bousculent le conformisme avec passion.

Au sommaire cette semaine:

**Boeing: 269 espions malgré eux?** La thèse des erreurs n'explique rien. Il faudrait que soit rendue publique la totalité des communications échangées entre le boeing et ses centres de contrôle au sol.

**Des profs qui désertent.** Les profs refusent le Nord. 8.000 d'entre eux font l'école buissonnière. Pierre Mauroy et Alain Savary poussent une colère et s'engagent à faire

fonctionner les fonctionnaires. C'est le dossier-choc de la rentrée.

**Dollar, comment s'en passer?** L'accoutumance à la drogue verte inhibe nos hommes d'affaires. Si seulement leur imagination était en hausse! Créons l'Agence pour l'Economie du Dollar.

**Raymond Aron, connais pas.** Celui qui a raté la plupart des grands rendez-vous de son temps, nous assène 800 pages sur sa vie. Ironiser ou Aroniser, telle est la question!

Et encore:

les 30 ans au pouvoir en l'an 2000, leurs propositions — Afrique: comment éviter un nouveau Tchad? — Catherine Lalumière: la

preuve par 7. — Terrorisme: le dialogue avec le gouvernement porte ses fruits. — Les deux pacifismes: Moscou finance l'un et pas l'autre. — L'invité de la semaine: François Châtelet. — Entretien: Roland Castro interpelle Bernard Kouchner. — Cinéma: "Frances". — Théâtre: Bob Wilson. — Le livre de la semaine: "Cherokee". — Peinture: trois Français à New York. — Les chroniques: Jean-Denis Bredin, Cavanna, Bernard Frank, François Weyergans. Etc... etc...

**Les Nouvelles**, du style et du punch avec les lettres, la science, les arts, la technologie, les spectacles, l'économie et la société.

**Les Nouvelles**, chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

# LES NOUVELLES

*littéraires, des arts, des sciences et de la société.*

## L'hebdo qui a un bon gauche.

هكذا من الاميل



Argi  
M. Italo Luch  
comme candidat pèr

1. The first part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

2. The second part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

3. The third part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

4. The fourth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

5. The fifth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

6. The sixth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

7. The seventh part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

8. The eighth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

9. The ninth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

10. The tenth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

1. **THE**  
 2. **THE**  
 3. **THE**  
 4. **THE**  
 5. **THE**  
 6. **THE**  
 7. **THE**  
 8. **THE**  
 9. **THE**  
 10. **THE**  
 11. **THE**  
 12. **THE**  
 13. **THE**  
 14. **THE**  
 15. **THE**  
 16. **THE**  
 17. **THE**  
 18. **THE**  
 19. **THE**  
 20. **THE**  
 21. **THE**  
 22. **THE**  
 23. **THE**  
 24. **THE**  
 25. **THE**  
 26. **THE**  
 27. **THE**  
 28. **THE**  
 29. **THE**  
 30. **THE**  
 31. **THE**  
 32. **THE**  
 33. **THE**  
 34. **THE**  
 35. **THE**  
 36. **THE**  
 37. **THE**  
 38. **THE**  
 39. **THE**  
 40. **THE**  
 41. **THE**  
 42. **THE**  
 43. **THE**  
 44. **THE**  
 45. **THE**  
 46. **THE**  
 47. **THE**  
 48. **THE**  
 49. **THE**  
 50. **THE**  
 51. **THE**  
 52. **THE**  
 53. **THE**  
 54. **THE**  
 55. **THE**  
 56. **THE**  
 57. **THE**  
 58. **THE**  
 59. **THE**  
 60. **THE**  
 61. **THE**  
 62. **THE**  
 63. **THE**  
 64. **THE**  
 65. **THE**  
 66. **THE**  
 67. **THE**  
 68. **THE**  
 69. **THE**  
 70. **THE**  
 71. **THE**  
 72. **THE**  
 73. **THE**  
 74. **THE**  
 75. **THE**  
 76. **THE**  
 77. **THE**  
 78. **THE**  
 79. **THE**  
 80. **THE**  
 81. **THE**  
 82. **THE**  
 83. **THE**  
 84. **THE**  
 85. **THE**  
 86. **THE**  
 87. **THE**  
 88. **THE**  
 89. **THE**  
 90. **THE**  
 91. **THE**  
 92. **THE**  
 93. **THE**  
 94. **THE**  
 95. **THE**  
 96. **THE**  
 97. **THE**  
 98. **THE**  
 99. **THE**  
 100. **THE**

1. Name  
 2. Address  
 3. City  
 4. State  
 5. Zip  
 6. Phone  
 7. Age  
 8. Sex  
 9. Occupation  
 10. Education  
 11. Religion  
 12. Marital Status  
 13. Number of Children  
 14. Number of Siblings  
 15. Number of Pets  
 16. Number of Vehicles  
 17. Number of Telephones  
 18. Number of Radios  
 19. Number of Televisions  
 20. Number of Computers  
 21. Number of Books  
 22. Number of Records  
 23. Number of Magazines  
 24. Number of Newspapers  
 25. Number of Newspapers  
 26. Number of Newspapers  
 27. Number of Newspapers  
 28. Number of Newspapers  
 29. Number of Newspapers  
 30. Number of Newspapers  
 31. Number of Newspapers  
 32. Number of Newspapers  
 33. Number of Newspapers  
 34. Number of Newspapers  
 35. Number of Newspapers  
 36. Number of Newspapers  
 37. Number of Newspapers  
 38. Number of Newspapers  
 39. Number of Newspapers  
 40. Number of Newspapers  
 41. Number of Newspapers  
 42. Number of Newspapers  
 43. Number of Newspapers  
 44. Number of Newspapers  
 45. Number of Newspapers  
 46. Number of Newspapers  
 47. Number of Newspapers  
 48. Number of Newspapers  
 49. Number of Newspapers  
 50. Number of Newspapers  
 51. Number of Newspapers  
 52. Number of Newspapers  
 53. Number of Newspapers  
 54. Number of Newspapers  
 55. Number of Newspapers  
 56. Number of Newspapers  
 57. Number of Newspapers  
 58. Number of Newspapers  
 59. Number of Newspapers  
 60. Number of Newspapers  
 61. Number of Newspapers  
 62. Number of Newspapers  
 63. Number of Newspapers  
 64. Number of Newspapers  
 65. Number of Newspapers  
 66. Number of Newspapers  
 67. Number of Newspapers  
 68. Number of Newspapers  
 69. Number of Newspapers  
 70. Number of Newspapers  
 71. Number of Newspapers  
 72. Number of Newspapers  
 73. Number of Newspapers  
 74. Number of Newspapers  
 75. Number of Newspapers  
 76. Number of Newspapers  
 77. Number of Newspapers  
 78. Number of Newspapers  
 79. Number of Newspapers  
 80. Number of Newspapers  
 81. Number of Newspapers  
 82. Number of Newspapers  
 83. Number of Newspapers  
 84. Number of Newspapers  
 85. Number of Newspapers  
 86. Number of Newspapers  
 87. Number of Newspapers  
 88. Number of Newspapers  
 89. Number of Newspapers  
 90. Number of Newspapers  
 91. Number of Newspapers  
 92. Number of Newspapers  
 93. Number of Newspapers  
 94. Number of Newspapers  
 95. Number of Newspapers  
 96. Number of Newspapers  
 97. Number of Newspapers  
 98. Number of Newspapers  
 99. Number of Newspapers  
 100. Number of Newspapers

[illegible][illegible]

**En vente chez votre marchand de journaux**



# AMÉRIQUES

## Argentine

### M. Italo Luder est désigné comme candidat péroniste à la présidence

M<sup>re</sup> Peron, ancienne présidente de la République argentine renversée par les militaires en 1976, a fait savoir le 7 septembre à Madrid, où elle vit en exil, qu'elle ne rentrait pas dans l'immédiat à Buenos Aires. Elle était, tout d'abord, attendue dans son pays à la fin de la semaine dernière pour participer au congrès du mouvement « justicialiste » qu'elle préside, et qui vient de désigner M. Italo Luder comme candidat péroniste pour les élections du 30 octobre prochain.

Revenira-t-elle ? La veuve de Juan Domingo Peron, qui fut aussi son associé sur le « ticket » présidentiel de 1974, a au moins retenu du Luder défunt un certain sens de la mise en scène : « Isabella », il est vrai, était montée sur les planches avant d'être saisie par la politique ! L'épisode du retour jusqu'à la différé de la « Señora » à Buenos Aires aura, en tout cas, davantage défrayé la chronique que la désignation par un congrès justicialiste, le 5 septembre, du discret Italo Luder comme candidat péroniste à la présidence pour les élections générales du 30 octobre.

Avocat, âgé de soixante-trois ans, M. Luder avait plusieurs titres à faire valoir pour briser les suffrages justicialistes. Tout d'abord, il avait, en 1975, comme président du Sénat, assuré cinq semaines durant l'intérim à la tête de l'Etat de M<sup>re</sup> Peron, épuisée par sa tâche. Mais, expérience ! On note toutefois que, durant ce bref épisode, ce juriste, pourtant réputé pointilleux sur les libertés, avait accepté le renforcement de l'appareil de contrôle militaire sur les activités des opposants ; les forces armées n'auraient quasiment pas à intervenir dans ce domaine lorsqu'elles renverseront M<sup>re</sup> Peron le 24 mars 1976.

M. Luder avait, en second lieu, défendu Isabella lorsque celle-ci avait été accusée de corruption après son éviction par le général Videla, et, de ce fait, privée de liberté cinq années durant, avant d'être autorisée à partir pour Madrid. M. Italo Luder devenait ainsi l'avocat attitré de la famille pinochet, après le coup d'Etat militaire de 1955, il avait, déjà, défendu le Luder renversé face aux accusations de « trahison » formulées contre lui par la justice.

Enfin, M. Luder présentait un énorme avantage pour une formation aussi hétéroclite que le mouvement justicialiste : il était « neutre ». Autrement dit, il avait été assez prudent pour ne se laisser piéger par aucune des factions en lice : syndicalistes « des » C.G.T. rivales, nationalistes de droite, néo-montéristes de gauche, « verticalistes » aux ordres de la « présidence » M<sup>re</sup> Peron, ou leurs rivaux « anti-verticalistes ».

Dans ce mouvement où chaque dirigeant a plus d'un « squelette dans le placard », M. Luder apparaissait, avantage annexé non négligeable, comme l'exemple rare de l'homme non corrompu. Inconvenant : cet homme à l'élégance suédoise, un rien réservé, fort peu disert, ne fait pas très « peuple », pour le candidat d'une formation populiste. Il n'empêche : d'ascendance suisse, allemande et italienne (d'où son prénom), passionné de football, il est un « vrai Argentin », comme on aime à dire sur les rives du rio de la Plata.

#### Le vrai « patron » ?

A présent que le justicialisme a refait son unité, au moins en façade, quelles sont les chances de son principal adversaire, le radical M. Raul Alfonsín, le 30 octobre ? Tant qu'un candidat n'est pas encore désigné de la nébuleuse on pouvait spéculer sur l'éventualité d'un vote utile de certains péronistes en faveur d'un homme qui n'est certes pas de la famille, mais dont l'opposition au régime militaire ne s'est jamais démentie. « Voilà, entendait-on dire ici et là de M. Alfonsín, un président qui saurait être assez habile pour éviter à l'Argentine d'entrer à nouveau dans le cercle infernal : élections - victoire péroniste - dégradation de la situation - coup d'Etat militaire - dégradation de la situation - ouverture politique - élections... »

Mais nul aujourd'hui ne donnerait cher des chances de M. Alfonsín face à M. Luder. L'image d'Argentin moyen qui colle au candidat justicialiste devrait, en effet, l'aider à chasser sur les terres de l'Union civique radicale : la « petite bourgeoisie ». En outre, plusieurs petits partis de centre-gauche ou de gauche (les « Intransigeants », la démocratie chrétienne, le Mouvement pour le développement (MID) les socialistes), ainsi que les communistes, ont déjà fait savoir qu'ils apportent

raient leurs suffrages à M. Luder. Ainsi, l'affaire paraît réglée.

Mais voilà : M. Luder sera-t-il, s'il est élu, le vrai « patron » ? On lui a certes subordonné, comme candidat à la vice-présidence, M. Desolando Bittel, qui, jusque-là, était une sorte de secrétaire général exécutif du mouvement justicialiste. Mais le congrès, qui vient de désigner M. Luder comme candidat, a aussi nommé premier vice-président du parti, dont M<sup>re</sup> Peron demeure symboliquement la présidente, M. Lorenzo Miguel, leader des « soixante-deux organisations », le bras politique de la Confédération générale du travail péroniste, elle-même colonne vertébrale du justicialisme. M. Lorenzo Miguel, fondé plus que quiconque à réclamer l'héritage d'un homme, Juan Peron, qui avait voulu incarner le « peuple des travailleurs », était aussi devenu, dans les derniers mois de la présidence d'Isabella, après la fuite de son « gouverneur » M. Lopez Rega, l'émancipation grise de la « Señora ». C'est donc un retour en force qu'opère cet appareil-chef syndical que les militaires avaient mis pour quatre ans à l'ombre après le coup d'Etat du 24 mars 1976. C'est aussi un retour en force d'un passé que, vainement, les forces armées avaient cru anéanti définitivement par la déconfiture du gouvernement de M<sup>re</sup> Peron.

Mais, en Argentine, le passé a la vie dure. Les militaires avaient chassé les péronistes, incapables de maîtriser l'inflation ? L'inflation est revenue en force, à trois chiffres ; c'est à présent une des plus élevées du monde. La corruption ? Jamais d'aussi rapides fortunes ne se sont édifiées à Buenos Aires que ces dernières années par des moyens aussi basardés. La violence dans les rues ? Là, c'est un succès : les arrières de la capitale, naguère livrés aux affrontements sanglants entre groupes de choc péronistes rivaux, ont été pacifiés. Mais à quel prix : les ombres de quelque quinze mille disparus flottent à jamais dans la conscience publique. Les forces armées avaient trouvé la méthode de la séquestration suivie de l'assassinat en continu, plus expéditive que les pelotons sommaires du général Pinochet, ou les procès des démocrates. Aujourd'hui, M. Luder promet, s'il est élu, que, armistice ou pas, les militaires, militaires et policiers, de violations grossières des droits de l'homme seront poursuivis.

JEAN-PIERRE CLERC.

## Chili

### LE GOUVERNEMENT FERME LES ÉCOLES JUSQU'AU 12 SEPTEMBRE PAR CRAINTE D'INCIDENTS

Alors que le Chili s'appretait à vivre, ce jour 9 septembre, sa cinquième journée de protestation nationale depuis mai dernier, de vifs incidents ont témoigné, mercredi, du climat de tension qui règne dans le pays.

Cinq personnes ont été tuées à Santiago au cours de deux fusillades avec les forces de l'ordre. De source officielle, « trois membres du commandement extrême qui avait assassiné le général Carol Urzua », gouverneur de la capitale, ont été abattus par les policiers lors de l'assaut de la maison dans laquelle ils se trouvaient. Parmi les victimes figure une femme. Deux heures plus tard, toujours de même source, deux autres personnes ont été tuées, également par les forces de l'ordre, dans un autre secteur de Santiago. Il s'agit, là encore, de membres du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), à qui l'assassinat, le 30 août, du général Urzua a été attribué.

On signalait, d'autre part, de nouvelles manifestations d'hostilité au régime du général Pinochet dans les différentes villes du pays, et notamment à Valparaíso et à Concepcion. A Santiago, des manifestations de même nature ont eu lieu à l'université et dans différents arrêts. De source officielle, on indique qu'une centaine de personnes auraient été arrêtées le 7 septembre.

Les autorités ont décidé de suspendre les cours dans les collèges et les lycées jusqu'au 12 septembre, par crainte d'incidents soit lors de la journée nationale du 8, soit lors des manifestations auxquelles donnera lieu, le 11, la célébration par les partisans du régime du dixième anniversaire de renversement de l'Unité populaire.

Les troupes ont été consignées dans les casernes, a annoncé le gouvernement, mais les soldats interviendraient en cas d'incidents graves.

Le ministre de l'Intérieur, M. Onofre Jarpa, a demandé le 7 septembre aux Chiliens de « se défendre avec les mêmes armes que les manifestants », s'ils étaient agressés.

Le président du parti démocratique, M. Gabriel Valdes, a accusé le gouvernement de créer « les conditions de la violence ». (A.F.P.)

## El Salvador

### L'ouverture de négociations entre le gouvernement et la guérilla ne signifie pas que la paix est proche

De notre correspondant

Les représentants de la guérilla salvadorienne ont, ces derniers dix jours, rencontré M. Stone, émissaire du président Reagan, que la « commission de la paix », émanation du gouvernement de San-Salvador. Mais l'heure de la paix civile dans la petite république centre-américaine est loin d'avoir sonné pour autant.

Mexico. — Lors de son passage, le 5 septembre, à Mexico, M. Richard Stone, envoyé spécial du président Reagan, a déclaré qu'il n'était « ni optimiste ni pessimiste ». Il a reconnu que la « loi de la jungle » continuait à régner dans la plus petite des républiques d'Amérique centrale. Il a insisté sur le fait que sa rencontre avec les représentants du Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.) et ceux du Front Farabundo-Martí de libération nationale (F.M.L.N.), le premier politico-militaire, le second exclusivement militaire, ne signifiait pas que Washington les reconnaissait. Il a surtout exposé une conception des discussions aux antipodes de celle de ses interlocuteurs. Selon lui, l'essentiel est constitué par les entretiens entre la commission de paix, émanation des partis qui forment le gouvernement salvadorien, et les rebelles. Quant à l'ordre du jour, il était limité à la participation aux élections.

L'important, c'est le fait même de la rencontre, a déclaré, pour sa part, M. Mario Aguinada, membre du Front Farabundo-Martí de libération nationale. Elle est une reconnaissance du caractère belligérant de nos forces, de notre capacité à contribuer à la solution du problème et à prendre des engagements. Il s'agit également d'une reconnaissance d'une thèse que nous soutenons depuis plusieurs années : celle de la nécessité d'une solution politique aux problèmes de notre pays. M. Aguinada, qui a participé à la réunion avec M. Stone, rapporte que les deux délégations ont décidé de continuer à parler. Mais il est clair que l'on n'a encore avancé sur rien. Le représentant du Front a répliqué que pour les siens un dialogue avec M. Stone est un dialogue

entre « deux des parties impliquées dans le conflit ». La commission de paix n'est pour eux qu'un « intermédiaire ».

M. Hector Okelly, membre du Front démocratique révolutionnaire, estime que la nouvelle phase ouverte par les rencontres de la semaine dernière sera faite d'attente et de complexité. Les prochaines discussions ne devraient pas avoir lieu avant plusieurs semaines. Au plus tôt, le F.R.A.-F.M.L.N. reverra la commission de paix à la fin du mois, plus vraisemblablement au mois d'octobre. Et c'est seulement après que pourra avoir lieu un nouvel entretien avec M. Richard Stone. Selon M. Aguinada, « aucune des forces politiques salvadoriennes, qui participent au gouvernement n'a exprimé une position favorable au dialogue ». Cependant, les insurgés ont constaté que leur rencontre avec la commission de paix avait suscité un énorme intérêt jusque dans la presse de San-Salvador. Mais, de son côté, le F.M.L.N., en lançant une nouvelle offensive militaire parallèle à son offensive politique, ne facilite pas nécessairement la tenue d'un dialogue en douceur !

Le commandant « Joaquin Villalobos » — un leader révolutionnaire — a ainsi précisé les objectifs des siens, le 7 septembre, par la voix de Radio-Venceremos : Etablissement au Salvador d'un « nouvel ordre économique et social », impliquant une « nouvelle distribution de la richesse » ; formation d'un « gouvernement à participation large » ; établissement de la liberté d'expression et tenue d'élections « véritablement libres » ; « reconstitution du pouvoir militaire » sur la base du fait qu'il existe « deux armées » ; et, enfin, définition d'une politique extérieure indépendante et non alignée.

Les insurgés ajoutent que cette politique extérieure implique l'existence de bonnes relations avec les Etats-Unis. Ces revendications expriment bien la profondeur du fossé qui sépare les rebelles de leurs adversaires gouvernementaux.

#### Les intentions de M. Reagan

Les insurgés estiment que le groupe de Contadora ne peut pas retarder l'examen concret du cas salvadorien tel qu'il se pose, c'est-à-dire comme une situation de « belligérance interne ». La réunion du groupe (1), cette semaine, ne devrait pas aborder la question ; mais la pression des événements et la bonne disposition des Colombiens et des Mexicains pourraient conduire à changer l'ordre du jour.

L'incertitude provient essentiellement de l'ignorance où tous se trouvent, des intentions du président Reagan pour la région. « Il veut gagner du temps », estiment les dirigeants révolutionnaires salvadoriens, pour continuer à former des troupes d'élite en plus grand nombre et pour lancer une vaste offensive dans quelques mois. Certains vont même jusqu'à reconnaître que les rencontres de la semaine dernière sont, à court terme, plus favorables à l'administration américaine qu'à eux-mêmes : l'ouverture d'un « dialogue » prèdisposerait le Congrès à voter les crédits demandés par le gouvernement Reagan.

L'attaque du 4 septembre contre San Miguel a été présentée par les révolutionnaires comme le prélude à une nouvelle campagne militaire. Elle a pour objectif de montrer à leur propres combattants que la guerre continue et que négocier n'est pas signe de faiblesse. La vie politique américaine aura aussi un impact sur la situation. Les experts sont unanimes pour estimer que tant qu'il n'est pas candidat déclaré, M. Reagan peut agir librement, et donc éventuellement procéder à une escalade en Amérique centrale. Mais, du jour où il se serait plus seulement le président mais un candidat, ses adversaires peuvent lui reprocher d'agir moins dans le sens des intérêts des Etats-Unis que pour les siens propres. Les insurgés seront amenés à mettre à profit les longs mois de la campagne électorale américaine, c'est pourquoi il est peu probable que l'heure de la négociation sérieuse ait déjà sonné.

FRANCIS PISANI.

(1) La réunion, d'abord prévue pour le 7 septembre, des ministres des affaires étrangères du groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama) a été retardée en raison du retard ministériel qui vient d'avoir lieu à Panama, et qui a notamment affecté le secteur des affaires étrangères.

## EUROPE

### Turquie

#### Ankara achète 160 avions américains F-16

De notre correspondant

Ankara. — Après de longs mois de réflexion, les Turcs ont finalement opté pour l'avion de combat F-16 C-D construit par la firme américaine General Dynamics, aux dépens du F-16 de McDonnell-Douglas-Northrop, en vue de moderniser leur aviation avec 160 appareils de ce type (déjà choisis par certains pays européens) pour les dix années à venir. La lettre d'acceptation du gouvernement turc a été transmise officiellement, le mercredi 7 septembre, par M. Bayülken, ministre turc de la défense, à l'ambassadeur des Etats-Unis à Ankara, M. Strauss-Haupt.

Dans une phase qui se situait entre la mi-1985 et le début de 1987, les premiers F-16 C-D (représentant un coût de production d'environ 12,5 à 15 millions de dollars l'unité, plus quelque 5 millions de dollars environ pour l'armement et les bombes) seront partiellement assemblés dans une usine, la Tuzas, entreprise d'Etat dont la construction commencera probablement début 1984.

Enfin, dans la phase suivante, on commencera à produire sur place une partie des pièces des F-16 C-D, dont le taux passera progressivement, dit-on, de 15 à 70 %.

ARTUN UNSAL.

## A TRAVERS LE MONDE

### U.R.S.S.

LES SAKHAROV INSULTÉS PUBLIQUEMENT. — M<sup>re</sup> Elena Bonner, épouse de l'académicien Andreï Sakharov, assigné à résidence à Gorki, a déclaré le mardi 6 septembre, que sa situation et celle de son mari devenaient « intolérables » en raison des persécutions diverses qui font suite à la campagne menée contre eux par la presse soviétique en juillet et en août. Selon M<sup>re</sup> Bonner, les habitants de

Gorki les insultent publiquement, les traitent de « fauteurs de guerre », et la voiture du prix Nobel de la paix est « couverte chaque jour d'inscriptions insultantes ». Son mari et elle ont reçu plus de 2 000 lettres d'insultes, a ajouté M<sup>re</sup> Bonner, revenue de Gorki à Moscou. Comme d'habitude, l'accès de son appartement était interdit aux correspondants étrangers par deux miliciens. Et cette fois, même le banc où elle s'asseyait d'ordinaire pour informer les journalistes, devant son immeuble, avait disparu. — (A.F.P.)

### Danemark

#### Les sociaux-démocrates sont de plus en plus divisés

De notre correspondante

Copenhague. — Le parti social-démocrate vient de tenir un congrès extraordinaire de trois jours pour désigner ses candidats aux élections européennes de 1984 et définir les grandes lignes de leur campagne. Mais les débats ont mis en relief les dissensions profondes qui existent au sein de cette formation, aujourd'hui dans l'opposition.

Le principal sujet de discordance entre les « modérés » et les « extrémistes », c'est le problème de la défense et de la sécurité, depuis que, au printemps, l'ancien premier ministre et président du parti, M. Anker Jørgensen, avait réussi à faire adopter par le Parlement un ordre du jour exigeant l'ajournement du déploiement des missiles nucléaires en Europe, aussi longtemps que dureraient les négociations de Genève. Ce changement de cap, qui rompait avec un consensus de trente-quatre ans, avait alors vivement inquiété certains membres du parti. Le jour de l'ouverture du congrès, cent quatre-vingt-huit d'entre eux, avec en tête M. B. Andersen, ancien ministre de la défense, ont publié une annonce dans le quotidien Aktuelt

pour protester contre une ligne qui était au P.S. toute créditibilité sur le plan international.

Le congrès a également montré qu'une majorité des cadres du parti demeuraient sceptiques en ce qui concerne la coopération européenne et ne souhaitaient surtout pas la voir se développer : c'est dans leurs rangs, à deux exceptions près, qu'ont été choisis les vingt candidats et les cinq suppléants au scrutin de 1984.

Le congrès a porté à la vice-présidence du parti M. Svend Auken, l'ancien ministre du travail, qui appartient à l'aile gauche extrémiste. Il remplace M. Knud Heine-Sørensen, l'ancien ministre des finances. L'élection de M. Auken s'est faite contre la volonté du président du parti, M. Jørgensen, qui avait préféré que ce poste fût confié à M. Ivar Nørsgaard, l'ancien ministre de l'économie. A l'autre vice-présidence, M<sup>re</sup> Fischer-Møller, démissionnaire, est remplacée par M<sup>re</sup> Tove Smith, maire de l'une des grandes communes de la banlieue de la capitale.

CAMILLE OLSEN.

### Cameroun

CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DE L'U.N.C. — Pour désigner le successeur de M. Ahidjo à la présidence du parti unique, le comité central de l'Union nationale camerounaise a convoqué, le 14 septembre, un congrès extraordinaire du parti et investi, en tant que candidat, M. Paul Biya, chef de l'Etat et vice-président de l'U.N.C. L'ancien président Ahidjo a démissionné de la présidence de l'U.N.C. le 27 août après avoir lancé une violente attaque contre

M. Biya, qui lui a succédé à la tête de l'Etat le 6 novembre 1982. — (A.F.P.)

### Tchécoslovaquie

UNE FUITE EN MONTGOLFIERE. — Quatre Tchécoslovaques ont fui leur pays à bord d'un ballon à air chaud dans la nuit du mercredi 7 au jeudi 8 septembre. Leur ballon s'est posé en Autriche, à Falkenstein, à 10 kilomètres de la frontière. Ils ont demandé aussitôt à bénéficier du droit d'asile. — (A.F.P.)

### Italie

#### « L'OPÉRATION ORLANDI EST FINIE », AFFIRMENT LES DERNIERS MESSAGES DES RAVISSEURS DE LA JEUNE FILLE

(De notre correspondant.)

Rome. — L'affaire de l'enlèvement de la jeune Emanuela Orlandi, fille d'un employé du Vatican, disparue depuis le 22 juin, semble s'orienter vers une fin tragique. Dans un message, les ravisseurs ont affirmé, dimanche 4 septembre, que « l'opération Orlandi est un chapitre clos » et que leur ultimatum (ils exigent la libération d'Agca, l'auteur de l'attentat contre le pape) s'est achevé le 20 juillet. Mardi, le père d'Emanuela, s'adressant aux ravisseurs à la télévision, ne leur a demandé qu'une seule chose : « Fournir la preuve qu'Emanuela est encore en vie ou se trouve son corps ».

Le message de dimanche des ravisseurs — un enregistrement et une lettre — était le premier depuis quarante-quatre jours.

A quatre reprises, le pape a évoqué le sort d'Emanuela mais il n'a pas prononcé la phrase qu'exigeaient de lui les ravisseurs : « Agca est un être humain comme Emanuela et il doit être traité comme tel ». Pour le Vatican, cette évidence allait de soit et n'avait aucun besoin d'être confirmée publiquement, le pape, quelques jours après l'attentat, ayant déclaré qu'il pardonnait à son agresseur.

Deux autres messages des ravisseurs sont parvenus depuis dimanche à l'agence ANSA. Ils rejettent sur le Saint-Siège la responsabilité du sort réservé à Emanuela et affirment à nouveau que « l'opération Agca est finie ».

Ph. P.

Libez

Le Monde  
classés et documents

سكز من الامم



L'ANALYSE D'UN SONDAGE PAR LE PREMIER MINISTRE

# M. Mauroy évalue l'« effort pédagogique indispensable »

Il est rare qu'un premier ministre en exercice commente publiquement une enquête d'opinion, surtout quand celle-ci ne se révèle pas particulièrement favorable pour lui. Dans le *Parisien libéré* du jeudi 8 septembre, M. Pierre Mauroy explique qu'il se livre à un tel exercice « afin d'apprécier les points sur lesquels un effort pédagogique est indispensable » de la part du gouvernement. Si l'on en juge par les résultats du sondage de la Sofres qu'analyse ainsi le premier ministre (1), cet effort devra être important. Ce sondage illustre en effet certains des décalages qui existent entre le discours officiel et l'appréciation des réalités par les citoyens. Il permet d'évaluer les bandes du pouvoir et de la majorité dans leur tentative de reconquête de l'opinion publique.

Au moment où la controverse sur la place des immigrés dans la société française crée à Dreux des difficultés électorales à la gauche, il est révélateur, par exemple, que 51 % des personnes interrogées affirment que la solution la plus efficace pour lutter contre le chômage consisterait à « renvoyer les travailleurs immigrés chez eux ». Sur ce point, il semble donc qu'une majorité de Français s'accorde parfaitement avec l'extrême droite. De quoi combler le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen ! M. Mauroy a beau répéter qu'il est faux de croire que nous pouvons nous priver de la main-d'œuvre immigrée, laquelle « remplit des fonctions qui, en son absence, ne trouveraient souvent pas à être exercées », la position du gouvernement n'est pas prête d'être partagée par la plupart des électeurs.

De même que, au moment où le président de la République s'apprête à son tour, le 15 septembre, à TF1, à défendre le projet de budget

pour 1984 - comme le chef du gouvernement l'a fait le 6 septembre sur Antenne 2 - il est significatif de constater que la plupart des Français tiennent le gouvernement de M. Mauroy en piètre estime pour ce qui concerne la conduite des affaires économiques. Pour 59 % des personnes interrogées, ce gouvernement « agit au jour le jour sans bien savoir où il va ». Cette appréciation contredit l'affirmation formulée mercredi 7 septembre, à Montpellier, par le premier secrétaire du P.S., M. Lionel Jospin, selon lequel « la crédibilité du gouvernement, notamment en matière économique, s'est accrue ».

En ce domaine particulier, l'image personnelle du premier ministre n'apparaît guère brillante, malgré le redressement de sa « cote globale de confiance » constatée par le dernier « baromètre » mensuel de la Sofres publié par le *Figaro-Magazine* du 3 septembre (le *Monde* date 4-5 septembre). 11 % seulement des personnes interrogées déclarent faire confiance à M. Mauroy « pour faire face aux difficultés économiques ». La palme reste attribuée à M. Rocard (34 %), qui précède MM. Barre (32 %), Delors (25 %), Chirac (20 %) et Giscard d'Estaing (17 %). Refusant de commenter le sondage sur ce dernier point, M. Mauroy estime que le « manque de cohérence prêt à l'action gouvernementale » découle « moins d'une analyse de (sa) politique par les Français que d'un sentiment d'impotence devant la lenteur avec laquelle sont acquis des résultats ». Ainsi le premier ministre souligne-t-il lui-même, implicitement, le caractère aléatoire de sa conviction exprimée mardi à Antenne 2 que le bien-fondé de sa politique « deviendra perceptible de mieux en mieux ».

## L'augmentation des impôts

Comment, dans ce contexte négatif, faire accepter aux Français la nécessité d'un effort fiscal supplémentaire en 1984 ?

Certains membres du gouvernement regrettaient, mercredi, que M. Mauroy n'ait pas été en mesure, mardi, de leur exposer au sujet des orientations budgétaires, de mieux souligner les aspects novateurs et fondamentaux que présente, selon eux, le prochain budget, à savoir son articulation avec la mise en œuvre du Plan et la réforme des financements sociaux, deux sujets qui seront annexés à la communication budgétaire que le ministre de l'économie, des finances et du budget doit faire le 14 septembre devant le conseil des ministres. M. Mitterrand insistera sans doute davantage, lors de son intervention du 15 septembre, pour faire ressortir notamment que la limitation des dépenses publiques (7 % en moyenne) s'accompagnera d'investissements importants pour l'avenir, puisque, dans au moins quatre domaines prioritaires - la recherche, la modernisation industrielle, la formation professionnelle, et la défense nationale, les augmentations budgétaires seront de l'ordre de 15 % à 20 %, et même plus quelquefois.

Un autre argument consistera à dire que, par rapport à 1983, la progression de l'impôt sur le revenu sera, en 1984, la plus faible qu'on ait connue depuis dix ans. De source officielle, on indiquait mercredi

après-midi que cette progression serait de l'ordre de 7,8 % en valeur et de 1,6 % en volume (contre, respectivement, 16,1 % et 6,4 % en 1982, 16,8 % et 4,7 % en 1981, 16,6 % et 3,1 % en 1980). Il n'est pas certain que cet argument-là soit jugé très convaincant par les contribuables concernés. Dans son édition du jeudi 8 septembre, *l'Humanité* revient surtout que les augmentations annoncées par le premier ministre vont « réduire les ressources de certaines forces d'œuvres qualifiées, de techniciens, de cadres moyens dans la quasi-totalité des secteurs ». Le quotidien du P.C. se montre très réservé en soulignant que ces orientations comportent des « risques importants pour l'avenir de la société ».

L'enquête de la Sofres publiée par le *Parisien libéré* indique, au demeurant, que 37 % des ouvriers estiment que le gouvernement demande trop d'efforts aux dévoués, alors que ce même sondage semble attester, paradoxalement, que le souci de justice sociale est relativement bien perçu puisque, globalement, pour 44 % des personnes interrogées, « ces efforts sont équitablement répartis entre les différentes catégories de Français ». Cet apparent paradoxe s'explique toutefois par le fait que l'effort d'équité sociale est davantage ressenti par... les cadres supérieurs, les membres des professions libérales, les industriels et les commerçants, c'est-à-dire la plupart des non-salarisés.

La discussion sur le prochain budget sera donc, avant tout, l'occasion d'une vaste explication entre la majorité et sa base sociologique. M. Mitterrand paraissant décidé à y prendre personnellement une part importante tandis que M. Mauroy continuera de s'exprimer, comme il a commencé de le faire le 2 septembre dans les colonnes du *Monde*. Tous deux s'y emploieront en faisant miroiter l'espoir de pouvoir décaler une marge de manœuvre qui permettra, selon l'habituel Maitland de descover l'usurateur en 1985, c'est-à-dire avant les prochaines élections législatives.

ALAIN ROLLAT.

(1) Sondage réalisé pour le *Parisien libéré*, du 18 au 24 août, sur un échantillon national de mille personnes représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus.

● M. François Mitterrand sera l'invité de l'émission de TF1 « l'Enjeu », de François de Closets, Emmanuel de la Taille et Alain Weiller, jeudi 15 septembre à 20 h 35. Cette émission avait précédemment été annoncée pour le 14.

● M. André Labarrière, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, dans une interview publiée par le *Quotidien de Paris* du 8 septembre, explique : « On ne bâtit pas une société socialiste en deux jours (...). Il faut faire avancer les choses peu à peu sans casser la baraque ». Il souhaite qu'il y ait, lors du congrès socialiste de Bourg-en-Bresse, « une unité de fond et non pas de forme ». A propos de l'école privée, il affirme : « Grâce à une compréhension réciproque, on doit pouvoir rapprocher les positions de l'immense majorité de chaque camp. Quant aux extrêmes, ils ne seront jamais convaincus ».

● M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, a déclaré, mercredi 7 septembre, à Montpellier, à l'occasion des journées d'études des membres socialistes du Parlement européen, que la « crédibilité » du gouvernement « notamment en matière économique » s'est accrue. Estimant qu'il y a eu « en cette rentrée une modification du climat », il a remarqué que l'opposition était « obligée » de faire une rentrée « plus prudente ».

● L'élection municipale de Sarcelles (Val-d'Oise) aura lieu les 2 et 9 octobre prochains. Cette élection fait suite à l'annulation, par le Conseil d'Etat (le *Monde* date 4-5 sept.), des résultats du scrutin du 6 mars dernier, qui avait vu la liste de la majorité de M. Canac, maire sortant communiste, l'emporter sur celle de la majorité conduite par M. Lamontagne.

# M. Michel Rocard participera à un « rassemblement pour la démocratie »

M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, se rendra vendredi 9 septembre à Dreux. Il prendra part au « rassemblement pour la démocratie » organisé en fin d'après-midi par la liste de gauche en difficulté, pour l'élection municipale partielle du 11 septembre, face à une liste d'opposition qui rassemble des représentants de l'U.D.F., du R.P.R. et du Front national. La venue

de M. Rocard était réclamée avec insistance par nombre de militants socialistes de Dreux.

Un manifeste sera lu par le comité Daniel Gélis au cours du rassemblement de vendredi ; les organisateurs ont aussi prévu un lâcher symbolique de mille neuf cent quatre-vingt-trois colombes.

Dans un appel diffusé mercredi 7 septembre, plusieurs dizaines de personnalités (1) affirment que « la France entière est concernée par la renaissance à Dreux des idées raciales, qui conduisent aux guerres civiles et aux guerres tout court », et demandent aux habitants de Dreux de « dire dimanche leur refus d'une liste où figurent des extrémistes qui bafouent la liberté et la dignité humaine ».

Réactions et commentaires sont encore venus s'ajouter mercredi 7 septembre à ceux déjà nombreux, qu'avaient provoqués les résultats du premier tour, le 4 septembre, de l'élection partielle, puis l'alliance des représentants des grands partis de l'opposition avec ceux du Front national.

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., présente, dans une déclaration, cette analyse : « Les résultats obtenus aux élections municipales de Dreux par ceux qui ont utilisé des arguments racistes montrent que le crime, en fragilisant la situation de tous, crée des réflexes qui peuvent s'avérer dangereux pour la société tout entière ». Pour lui, les candidats de droite qui, par calcul électoral, ont fait alliance avec les xénophobes portent une lourde responsabilité. Alors que les travailleurs immigrés, dont la plupart sont installés chez nous depuis plus de dix ans, sont, comme les autres travailleurs, inquiets pour leur emploi et leur avenir, ils se trouvent affrontés, non seulement à des militants d'extrême droite, mais à des forces politiques importantes prêtes à dériver gravement pour conquérir des postes de pouvoir.

M. Jean-Michel Baylet, président du Mouvement des radicaux de gauche, condamne l'accord scandalement passé entre le R.P.R., l'U.D.F. et l'extrême droite à Dreux. « Par son alliance avec le Front national, la liste d'opposition s'est rangée dans le camp de la violence et de la haine. Aucun radical, aucun républicain ne peut lui porter son suffrage », ajoute le communiqué du M.R.G.

Le P.S.U. « appelle tous les hommes de gauche, les démocrates et les républicains à se mobiliser pour que Dreux ne devienne pas la première ville importante administrée par des nostalgiques de l'idéologie raciste ». Le secrétaire national du P.S.U., M. Serge Depaquit, estime que « le poste d'adjoint à la protection civile promis au Front national par une droite peu regar-

dante sur les principes démocratiques est un triste exemple de la situation ainsi créée ». M. Michel Poniatowski, président d'honneur du parti républicain, qui prenait la parole mercredi 7 septembre à Bandoi (Var) devant l'université d'été du P.R., a affirmé : « Le danger fasciste en France ne vient pas de la droite. Il vient de la gauche dont c'est la vocation de système et de méthode. Il faut donc voter contre les fascistes de gauche ».

M. Jean-Marie Le Pen, président



## M. PONS (R.P.R.) : faire confiance à Jean Hieaux

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., répondant jeudi matin 8 septembre aux questions des journalistes lors de son « point de presse » hebdomadaire, a déclaré :

« L'accord électoral du deuxième tour, qui est prêté à un déclinisme et à une telle passion partisane qu'il est désormais nécessaire de replacer le problème dans sa véritable perspective. Si les problèmes de l'immigration tiennent désormais une telle place dans les débats publics, cela est dû à la fois à la crise économique, dans laquelle nous nous embourbons et à la fois à la dérive des pouvoirs publics. Ils sont les premiers responsables de la situation... »

« Les sentiments d'insécurité, d'exagération qui ont conduit aux résultats du premier tour ne doivent pas être travestis : il n'y a pas à Dreux 17 % de départs de l'extrême droite, mais de nombreux habitants de toutes origines politiques et sociales qui ont tenu à faire connaître leur réaction, fût-ce en donnant leur préférence à des candidats de l'extrême droite. Il faut sans cesse se préoccuper de ces Français-là aussi. »

« Le gouvernement, soutenu par l'extrême gauche et allié au parti communiste, qui, en toutes circonstances, défend un régime et une idéologie contraires au respect le

plus élémentaire des droits de l'homme, utilise de façon indécente l'affaire de Dreux à des fins de polémique partisane. Notre république pour toutes, les formes de racisme est bien connue ; nous n'avons, en la matière, à recevoir de leçon ou de mise en demeure de personne. Notre mouvement compte les rares hommes politiques à avoir eu à peu près constamment, contre eux aux élections législatives un candidat d'extrême droite, et même dans les circonstances les plus difficiles. A Paris, lors des dernières élections municipales, nous avons refusé, ce qui est au premier ou au deuxième tour, tout accord avec les représentants de cette tendance politique. »

« Le problème de l'immigration et du racisme est désormais posé de façon évidente devant l'opinion publique, et nous devons le traiter dans un esprit à la fois d'ouverture, de générosité, de fidélité à nos idéaux et de réalisme. Ni laxisme ni racisme, tels doivent être nos principes. Rien ne doit être fait pour cacher l'essentiel aux électeurs et aux électeurs de Dreux, c'est-à-dire confier à une équipe nouvelle le soin de diriger la municipalité afin de tenir le plus grand compte du vote de la majorité des habitants. L'essentiel est donc de faire confiance à Jean Hieaux. »

# UN LIVRE TOUT A FAIT FONDAMENTAL PRÉCIPITEZ-VOUS!

Libération  
Un grand neurobiologiste fait le point des connaissances actuelles sur le système nerveux et avance des hypothèses sur le mécanisme de la pensée.  
Le Matin



## VOUS AVEZ LE BAC Bou A

Vous pouvez prétendre intégrer des Grandes Écoles ou Universités étrangères en vue d'obtenir un diplôme de Haut Enseignement Commercial International (IMBA)\*

PRÉPAREZ SÉRIEUSEMENT CETTE OPPORTUNITÉ :

Prép. H.E.C.I.

Préparation au Haut Enseignement Commercial International.

6 rue Picot, Paris 75116.  
Tél. : (1) 727.18.25

Prépare aux admissions aux Universités et Grandes Écoles européennes et américaines.

\* IMBA : International Master in Business Administration.

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI  
documentation sans engagement  
COURS LE FEAL  
387 25 00  
30, rue des Dames Paris 17<sup>ème</sup>

Édité par la S.A.R.L. le Monde  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Ancien directeur : Hubert Boncompagni (1984-1988) Jacques Fauvet (1989-1992)  
Imprimé : de la S.A.R.L. le Monde PARIS-IX  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : 57 437.  
ISSN : 0393 - 2037.

MAINE-ET-LOIRE

LES ÉLECTIONS

le 19 Septembre

RAPPORT Q

GOUVERNEM

PAS DEMAN

504 20 17



LA PREPARATION DES ELECTIONS SENATORIALES

# MAINE-ET-LOIRE : trois « grands absents » de la compétition

De notre correspondant

Angers. — Ils sont onze candidats, jusqu'à présent, à briguer les trois sièges de sénateurs du Maine-et-Loire, puisque la loi, en retard sur la démographie, n'a pas accordé à ce département le siège supplémentaire qu'aurait pu lui valoir ses cent soixante-quinze mille habitants. On peut penser que deux des trois places convoitées ne se trouvent que « théoriquement » à prendre puisque leurs titulaires MM. Lucien Gautier (R.P.R.) et Auguste Chupin (C.D.S.) sollicitent le renouvellement de leur mandat, et qu'on imagine mal ces deux sortants solidement en difficulté.

On se battra donc essentiellement pour la succession de M. Jean Sauvage (C.D.S.), soixante-quatre ans, qui a décidé de ne pas se représenter pour se consacrer désormais exclusivement à la présidence du conseil général, qu'il assume depuis 1982. Et ceux qu'on attendait, dans la compétition, ne seront finalement pas là. Au retrait de M. Sauvage, « l'homme fort du département », il faut ajouter deux absences : celle de M. Jean Foyer, député, ancien ministre et hôte paternel du R.P.R., et celle de M. Jean Monnier, l'ancien maire d'Angers, ex-ec du P.S.

L'Association des maires du Maine-et-Loire fait de lui le troisième favori de la consultation. On attendait depuis longtemps la candidature de M. Jean Foyer et on parlait de celle de M. Jean Monnier depuis le mois d'avril. A quelques jours d'intervalle, le maire d'Angers et l'ancien ministre du R.P.R. ont annoncé qu'ils ne seraient pas sur les rangs. La candidature de M. Foyer avait été envisagée, il y a deux ans déjà, lorsque le retrait, pour raisons de santé, de M. Lucien Gautier, semblait probable. Dès lors que celui-ci se représentait, elle ne pouvait qu'être mal accueillie par l'U.D.F., résolue à conserver les deux sièges sénatoriaux qu'elle détient. Il semble bien que M. Foyer n'ait pas trouvé pour son projet le soutien qu'il attendait de ses amis de la fédération départementale du R.P.R., peu soucieuse notamment de devoir disputer à l'U.D.F. la circonscription que son départ au sénat en cas de victoire aurait laissée vacante.

M. Jean Monnier avait parlé de l'éventualité de sa candidature quelque temps après sa spectaculaire réélection « sans les communistes » à la mairie d'Angers... et au lendemain même de son exclusion du parti socialiste pour inapplication des accords électoraux P.C.-P.S. et autres « manquements » à la discipline du parti (le Monde du 27 mai). Il s'est expliqué à la fin du mois d'août à la fois sur les raisons qui l'avaient poussé à envisager d'être candidat et sur celles qui l'ont conduit à y renoncer : « Dans la mesure où mes positions politiques ont suscité un certain écho en France, et où il m'a été en substance, j'ai pensé qu'un mandat sénatorial pouvait me donner les moyens d'aider à faire évoluer une situation actuellement caractérisée par le néfaste cliquage du pays en deux blocs systématiques et outranciers. Mais un tel projet exigeait une présence et une somme de travail incompatibles avec ma volonté d'être le maître d'Angers à part entière... »

Des explications qui cadrent bien avec ce qu'on connaît de « person-oage » Jean Monnier... Il n'en demeure pas moins qu'en dépit de l'incontestable séduction exercée par le maire d'Angers tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de son ancien parti, le pari sénatorial de M. Jean Monnier paraissait arithmétiquement bien hasardeux.

CLAUDE-HENRI GAY.

(1) Le suppléant de M. Chupin est M. Jean-Robert Jolivet, C.D.S., vice-président du conseil général, M. Gaudier fait équipe avec M. Joseph Arizaux, président de la chambre d'agriculture de Maine-et-Loire et président du Comité économique et social de la région des Pays de Loire.

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 7 septembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue des délibérations, le communiqué suivant a été publié :

### ÉPARGNE ET MARCHÉ FINANCIER

Le ministre de l'économie, des finances et du budget a présenté une communication sur le développement de l'épargne et du marché financier.

I. — Devant l'abondance des souscriptions recueillies, il a été décidé de porter de 15 à 20 milliards de francs le montant de l'emprunt d'État, actuellement en cours de placement. L'État finance ainsi, par de l'épargne stable, une part de plus en plus importante de ses investissements. Cette opération, réalisée aux conditions du marché et sans aucun avantage fiscal particulier, est la plus importante réalisée depuis longtemps sur le marché obligataire français. Son succès témoigne du caractère approprié des deux formules offertes aux investisseurs (13,70 % à dix ans ou 13,20 % à douze ans, échangeables contre des titres à taux variable), de la confiance des épargnants, et, de façon plus générale, d'une plus grande capacité de notre système financier à mettre une épargne abondante au service de l'investissement.

II. — Le ministre de l'économie, des finances et du budget a dressé un premier bilan des résultats de la politique de l'épargne depuis le début de l'année 1983. Sur le marché obligataire, les taux ont baissé de près de 2 points depuis le début de l'année et les émissions ont atteint, pour l'instant, 135 milliards de francs, soit 32 % de plus que l'an dernier. Les entreprises publiques et privées ont bénéficié, directement ou indirectement, d'une proportion importante de ces ressources. Cette proportion s'était élevée en 1982 à 64 %, dont 43 % pour les seules entreprises du secteur concurrentiel, la part de l'État étant de 25 %.

Le ministre a insisté sur l'importance de l'apport dont les entreprises ont bénéficié depuis le début de l'année pour renforcer leurs fonds propres en faisant appel au marché. Les augmentations de capital, émissions de titres participatifs et d'obligations convertibles ont atteint 11,2 milliards de francs contre 2,7 milliards de francs l'an dernier, soit une multiplication par 4,1. L'utilisation qui est faite par les entreprises des dispositions de la loi du 3 janvier 1983 sur la protection de l'épargne et le développement des investissements témoigne de l'effort effectué par l'appareil productif pour consolider ses structures financières et se doter des ressources nécessaires pour réaliser l'indispensable sursaut industriel. Il constitue, à ce titre, un signe encourageant pour l'avenir.

### CONGÉ POUR LA CRÉATION D'ENTREPRISE

Le ministre délégué, chargé de l'emploi, a présenté au conseil des ministres le projet de loi instituant au profit des salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique.

Le congé pour la création d'entreprise est ouvert aux salariés ayant au moins trente-six mois d'ancienneté dans l'entreprise qui veulent créer leur propre entreprise ou reprendre une entreprise ; sa durée est d'un ou deux ans.

Le congé sabbatique est réservé aux salariés ayant au moins trente-six mois d'ancienneté dans l'entreprise et six ans d'expérience professionnelle, qui veulent se consacrer à toute activité de leur choix ; sa durée est de six à onze mois. Les deux congés entraînent la suspension du contrat de travail du salarié, qui n'est plus rémunéré par son employeur.

Ce texte, dont la mise au point a fait l'objet d'une longue concertation entre le gouvernement et les partenaires sociaux, répond notamment aux aspirations de nombreux cadres et s'inscrit dans la perspective du développement du temps choisi. Les conditions qu'il pose à l'ouverture de ce nouveau droit tiennent compte de la nécessité de ne pas perturber l'activité des entreprises.

Ces dispositions favoriseront la création d'entreprise, le développement d'activités nouvelles et donc l'emploi, ainsi que l'épanouissement de l'esprit d'initiative individuelle.

### ARTISANAT

Le ministre du commerce et de l'artisanat a présenté au conseil des ministres une communication sur les perspectives de développement de l'artisanat et sur la politique mise en œuvre en ce domaine.

Avec près de huit cent mille entreprises et deux millions et demi d'actifs, l'artisanat constitue un secteur majeur de notre économie. Son importance justifie que ses représentants soient associés à part entière à la concertation que mène le gouvernement sur la politique économique et sociale. A cette fin, le principe de rencontres régulières entre les organismes consulaires, les représentants syndicaux et les pouvoirs publics est retenu.

### I. — La formation des hommes et les conditions de travail.

— Renforcement de la qualité de la formation par l'apprentissage et augmentation régulière du nombre des apprentis :

— Effort, à hauteur de 16 millions de francs, en faveur de l'innovation technologique dans les professions ;

— Guide juridique sur les conditions d'emploi dans l'artisanat.

### II. — Le soutien à l'artisanat du bâtiment.

Effort financier particulier dans le cadre de la seconde tranche du Fonds des grands travaux (augmentation des primes à l'amélioration de l'habitat). Des mesures seront prises pour faciliter la participation de ces entreprises à la construction et à l'entretien des logements sociaux et veiller à la bonne application des dispositions du code des marchés publics favorables aux artisans ;

— La lutte contre le travail au noir fera l'objet d'une concertation avec les représentants de l'artisanat et des professions concernées. Ainsi, le règlement intégral des prêts aidés par l'État, pour réaliser des travaux, ne pourra plus être effectué que sur présentation de factures.

### III. — Le développement économique de l'artisanat.

— Préparation d'un projet de loi distinguant le patrimoine personnel de l'artisan de son patrimoine professionnel ;

— Meilleure mobilisation de l'épargne en faveur de l'artisanat (étude d'une transformation du livret d'épargne du travailleur manuel) ;

— Reconstitution de la prime de création d'emploi dans l'artisanat en 1984 (10 000 francs par emploi pour un montant total de 200 millions de francs) ;

— Simplification des conditions d'intervention de la Fondation à l'initiative créatrice artisanale.

### STATUT DES ÉLUS LDCAUX

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation a présenté au conseil des ministres les grandes lignes de l'avant-projet de loi relatif au statut des élus locaux. Ce statut est devenu nécessaire pour que les élus municipaux, départementaux et régionaux disposent de l'ensemble des moyens leur permettant de faire face aux responsabilités que leur confèrent les lois de décentralisation et qui seront de plus en plus importantes au fur et à mesure de la mise en œuvre des transferts de compétences. Ce statut comportera, notamment, des dispositions assurant le droit à la formation des élus, fixant le régime des autorisations d'absence et arrêtant les garanties qui leur seront reconnues en matière d'emploi. La mise au point de ce texte se poursuit afin que le projet qui en résultera puisse le moment venu être soumis à la large concertation à laquelle le gouvernement s'est engagé, avec les associations d'élus et les formations politiques.

### STATUT DE LA CORSE

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation a dressé un bilan de la mise en œuvre du statut particulier de la région de Corse. Les principales instances prévues par la loi ont été mises en place : les deux comités consultatifs, le conseil économique et social et le conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie, ont tenu leur première réunion ; les offices d'équipement hydraulique et de développement agricole et rural ont été créés ; le décret instituant l'office des transports est en cours de publication. Parallèlement à la poursuite de la décentralisation, diverses mesures ont été prises ou sont en cours d'étude, en vue de renforcer les moyens d'action des représentants de l'État en Corse. Ainsi, l'ensemble des engagements pris lors de la visite du président de la République des 15 et 16 juin dernier auront-ils été tenus.

### MUTUALITÉ AGRICOLE

Le ministre de l'agriculture a présenté au conseil des ministres un projet de loi réformant l'organisation des caisses de mutualité sociale agricole. Ce projet accorde aux salariés relevant des législations sociales agricoles une plus grande responsabilité dans la direction des organismes de protection sociale les concernant. Il maintient l'unité et la

spécificité d'une institution dont la qualité des services est reconnue.

Les trois collèges électoraux (exploitants individuels, salariés, employeurs), dont la fonction est de désigner les gestionnaires de la mutualité sociale agricole, sont conservés. Pour les salariés, le scrutin sera un scrutin de liste, selon la représentation proportionnelle. Les listes seront présentées par les organisations syndicales représentatives au plan national.

Deux comités de gestion sont créés pour la protection sociale des salariés et celle des non-salariés. En outre, un comité paritaire organisera l'action sanitaire et sociale dans le cadre de la politique fixée par le conseil d'administration.

A cette occasion, le ministre de l'agriculture a rendu compte des mesures prises pour indemniser les agriculteurs victimes de calamités dans l'Est et le Sud-Est. Il a indiqué que, en accord avec le ministre de l'économie, des finances et du budget, un dispositif exceptionnel de report des annuités dues en 1983 par les agriculteurs sinistrés avait été décidé, ainsi qu'une aide pour le transport des pailles et des fourrages.

### FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Le ministre des relations extérieures a rendu compte de l'ouverture de la trente-troisième session du Conseil supérieur des Français de l'étranger. Celui-ci siège pour la deuxième fois depuis qu'il a été adopté les nouvelles règles, qui assurent l'élection directe de ses membres. Les travaux permettront aux représentants de nos compatriotes à l'étranger d'examiner tous les sujets qui les concernent, notamment dans le domaine de l'enseignement et de la protection sociale. Au terme de ces travaux, le Conseil procédera à un vote, permettant, sous réserve de ratification du Sénat, de désigner quatre sénateurs représentant les Français de l'étranger.

### SITUATION INTERNATIONALE

Le président de l'Organisation de l'unité africaine a envoyé à Paris une mission, qui s'est rendue ensuite dans les capitales d'autres pays concernés, pour examiner la situation au Tchad.

Le président de la République, qui a reçu le ministre des affaires étrangères d'Éthiopie et le secrétaire général a.i. de l'O.U.A., le 31 août, leur a rappelé l'espoir déjà manifesté par la France quant à l'action de leur organisation dans la recherche d'un règlement pacifique.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA FRANCOPHONIE

Envoyer 30 francs (timbres à 1 F du cahier) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

le 19 Septembre

LE RAPPORT QUE LE GOUVERNEMENT N'A PAS DEMANDÉ

BONNEL 504.20.17

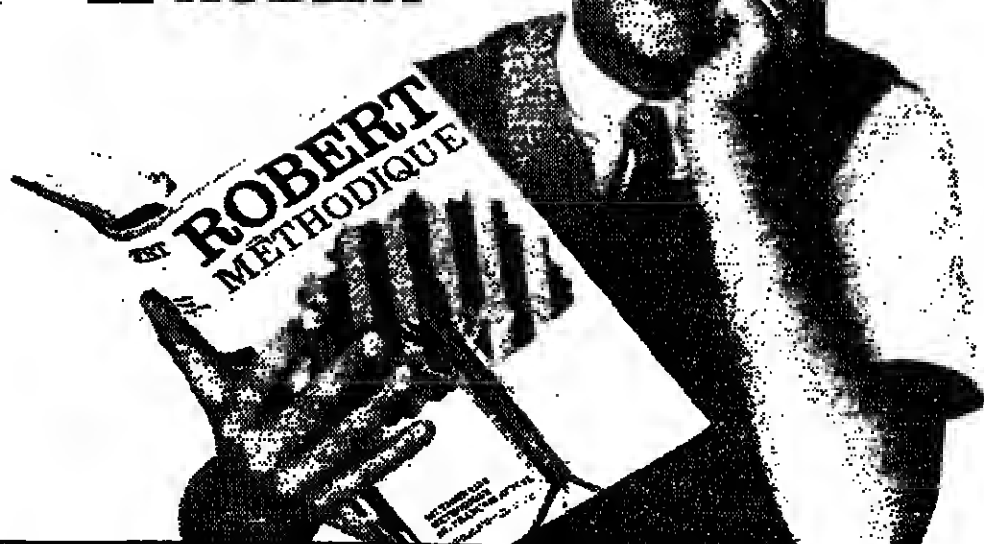
## LE GRAND JEU DE CONSTRUCTION DU FRANÇAIS.

Plus spécialement conçu pour les élèves, allié précieux des professeurs et des parents, le Robert Méthodique est le premier dictionnaire qui aille aussi loin dans la description du français.

Le Robert Méthodique permet d'établir instantanément des rapports entre les mots à partir des éléments qui leur sont communs.

Cette analyse morphologique du français, radicalement nouvelle, stimule l'esprit de découverte et facilite la mémorisation du lexique.

DICTIONNAIRES LE ROBERT



504.20.17



Le Monde

# société

## Douze millions d'élèves sont rentrés en classe

Ils sont près de douze millions d'élèves à avoir pris, ce jeudi 8 septembre, le chemin de l'école, du collège ou du lycée. Lundi 19 septembre ce sera le tour des jeunes Corsais et des départements et territoires d'outre-mer.

La première journée, souvent réservée à l'accueil des nouveaux dans les collèges et les écoles pré-élémentaires, risque d'être perturbée par la grève annoncée par la Fédération nationale des transports routiers. Un million et demi d'élèves doivent renouer avec les transports organisés et donc

compter sur leur famille pour rejoindre leurs établissements.

Malgré cette perturbation, particulièrement sensible dans la région lyonnaise, et quelques appels à la grève, émanant de syndicats d'enseignants minoritaires, la rentrée scolaire semble se passer dans le calme. Une rentrée normale, pourrait-on dire, s'il existait une norme en la matière. Les difficultés qui apparaissent ici ou là concernent l'accueil des enfants dans l'enseignement pré-élémentaire et

l'augmentation des effectifs dans l'enseignement du second degré. Parents d'élèves et enseignants se déclarent inquiets de cette hausse du nombre d'élèves par classe qui peut parfois entraîner dans des sections de terminale, la présence de quarante élèves. M. Jean-Marie Schiëret, président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEEP) a estimé, mercredi 7 septembre, lors d'une conférence de presse à Metz, insuffisant l'accroissement des postes d'enseignants dans le second degré.

M. Schiëret a déclaré : « Il s'avère que les élèves ont gravement pâti de cette rentrée, une commission d'enquête parlementaire sera réclamée pour dénoncer les préjudices subis et les responsables ». Mais le président de la FPEEP a aussi demandé aux parents de comprendre le désarroi des enseignants. Une intervention que ne décevra pas le ministre de l'éducation nationale, M. Alain Savary. Évoquant récemment les « charges plus lourdes » qui pèsent sur les enseignants, il déclarait : « Chacun, dans cette maison, sera mis au défi de faire un peu mieux ».

### Un test politique

Rarement rentrée scolaire eue à ce point mobilisée la classe politique. Face à une opposition prête à saisir la moindre occasion, la gauche ne pouvait se permettre, en prime, de décevoir ses militants enseignants comme elle l'a fait l'an passé. C'est pourquoi le chef de l'Etat et le premier ministre ont mis la rentrée scolaire sous haute surveillance dès le mois de juin, n'hésitant pas à monter eux-mêmes au créneau, tels de super-ministres de l'éducation nationale. L'évocation par M. Mitterrand, au dernier conseil des ministres, de cet « événement important » pour la « majorité de notre peuple », la solennité du ton pour le moins inhabituelle de la part d'un président de la République, eurent raison. Auparavant, il avait demandé à M. Roger-Gérard Schwartzberg, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, de rencontrer tous les recteurs durant l'été.

uels, tenus, qu'ils soient enseignants ou non, titulaires ou auxiliaires, d'être à leur poste - même loin de leur région d'origine - à la date fixée.

#### « Ce n'est pas un drame »

Seule une minorité des personnels est en fait « victime » de ces mesures. Les principaux risques de difficultés et de mécontentements sont ailleurs. Logique avec sa politique de lutte contre l'échec scolaire, le gouvernement a incité les jeunes à rester plus longtemps dans le système scolaire. Il attend de ce fait, si les prévisions de cette année sont exactes, quelque quatre-vingts mille élèves supplémentaires dans les lycées, les collèges, les lycées d'enseignement professionnel. Dans tous ces établissements, il faudra se serrer un peu plus dans les classes. Mais la tendance sera nettement moins perceptible dans les collèges que dans les lycées où les effectifs des classes seront souvent proches de quarante.

Pour faire face à la demande, des astuces de gestion ont été trouvées, telles que la suppression d'options facultatives, l'assouplissement d'horaires ou le regroupement de sections en langues. L'opinion doit comprendre que « ce n'est pas un

drame », insiste-t-on dans l'entourage du premier ministre. Encore faudrait-il le lui expliquer. Après avoir réuni deux conférences de presse en une semaine, alors qu'il s'est guère amusé de ce genre d'exercice, M. Savary s'est déclaré « prêt à en reparler dans un mois », lorsqu'il sera possible de dire s'il a ou non réussi son examen de passage. L'échec lui serait sans doute difficilement pardonné, alors que d'autres épreuves l'attendent très vite. Avant la fin de ce mois, le ministre de l'éducation nationale doit faire connaître ses nouvelles propositions sur les relations entre enseignement privé et public.

Il lui faudra ensuite défendre au Sénat son projet de loi sur l'enseignement supérieur. Deux dossiers qui ne manquent pas d'attiser les passions politiques et risquent de mettre entre parenthèses le long et fructueux travail de réflexion sur la rénovation, organe, du système éducatif. Certaines propositions, et plus particulièrement le rapport sur les collèges, ont certes été contestées par les enseignants : sans doute faudra-t-il parvenir bientôt à « parler vrai » avec eux.

CATHERINE ARDITTI

### « La formation est devenue une véritable priorité nationale » déclare le président de la République

Après conseil des ministres, le président de la République a fait la déclaration suivante :

« Dans quelques heures, les classes commenceront dans les écoles de nos villes et de nos villages, dans nos collèges, nos lycées, nos établissements spécialisés. »

« La rentrée scolaire est un événement important de notre vie nationale : ils sont des millions - sans doute la majorité de notre peuple - qui, demain, vont se mobiliser, en tant que parents, éducateurs, personnels administratifs, pour préparer l'avenir de notre jeunesse, c'est-à-dire celui de leur pays. »

**M. FRANÇOIS LETOURNEUX**  
directeur de la protection de la nature

M. François Letourneux, ingénieur du génie rural, des eaux et des forêts, est nommé directeur de la protection de la nature au secrétariat d'Etat chargé de l'environnement et de la qualité de la vie. Il remplace M. Jean Servat.

[Né le 2 novembre 1942 à Clermont-Ferrand, M. François Letourneux est ingénieur agronome, ingénieur du génie rural, des eaux et des forêts. Après avoir assumé plusieurs fonctions dans le Nord-Pas-de-Calais, il a été appelé, en 1981, comme conseiller technique au cabinet de M. Michel Crépeau, alors ministre de l'environnement.]

« Depuis deux ans, la formation est devenue une véritable priorité nationale qui entre progressivement dans les faits : notre système scolaire est en profonde rénovation, il a reçu de nouveaux moyens et tous les personnels se sont dévoués sans compter pour accueillir toujours plus d'élèves et d'élèves. »

« Demain, comme hier, le pays compte sur eux pour cette grande tâche. »

« Je demande à tous les écoliers, collégiens et lycéens de se mettre au travail avec courage et détermination : leur sort personnel, mais aussi celui de la France, dépend de leurs efforts. »

« Décès du cardinal Schöroffer. - Le cardinal Joseph Schöroffer est mort, le mercredi 7 septembre, à Nuremberg (République fédérale d'Allemagne), à l'âge de quatre-vingts ans. »

Nommé évêque de Eichstätt, en Bavière, en 1948, le cardinal Schöroffer présida la section allemande du mouvement Pax Christi. Paul VI le fit, en 1967, secrétaire de la congrégation pour l'éducation catholique avant de lui remettre, en 1976, la barrette cardinale. Le décès du cardinal Schöroffer réduit les effectifs du Sacré Collège au nombre de cent trente-trois cardinaux, dont vingt-trois ont dépassé l'âge de quatre-vingts ans.

### DE LA MATERNELLE AU BACCALAURÉAT

#### Le nouveau parcours de l'écopier

Peu d'innovations marquent la rentrée 1983-1984. Cela n'empêche pas les parents de s'y perdre un peu dans l'enchevêtrement des réformes. Voici les jalons du nouveau parcours de l'élève, de la maternelle au baccalauréat.

● **L'école maternelle.** - Elle accueille les enfants âgés de moins de six ans. Mais dans les régions où la population jeune, beaucoup de bambins ne connaîtront pas encore cette année l'enseignement pré-élémentaire. Celui-ci, tout en maintenant et en développant sa spécificité pédagogique, a pour mission de mieux intégrer les différents moments de la vie de l'enfant à l'école, que ce soit pendant les repas ou les interclasses.

● **L'école primaire.** - L'âge de six ans correspond à celui de la scolarité obligatoire. Les enfants entrent alors en cycle préparatoire (une année), puis en cycle élémentaire (deux années) et en cycle moyen (deux années). Peu de nouveautés dans les écoles, sauf pour celles où seront implantés des micro-ordinateurs. Cette année, le ministre veut privilégier la lutte contre les échecs. Développement des activités d'éveil, politique d'intégration des handicapés, mais aussi ouverture de l'école sur son environnement doivent éviter que les jeunes ne maîtrisent pas encore à dix ans le français écrit et parlé. Les consultations organisées dans les écoles l'an dernier ont fait apparaître le manque d'information des parents. Le ministre a demandé aux maîtres d'instituer des rencontres avec les parents et de présenter l'école aux nouveaux en organisant des visites.

● **Les collèges.** - La scolarité obligatoire continue jusqu'à seize ans dans les collèges où se trouvent les classes de la sixième à la troisième. Objectif du ministre : rénover une étape de la scolarité très critiquée depuis que le collège est unique et ouvert à tous. Des journées de réflexion dans les établissements et un rapport établi par M. Louis Legrand ont permis au ministre de définir des propositions : déclassement des disciplines, développement de la

passerelles, qui permettent à des jeunes issus de C.A.P. ou de B.E.P. de continuer leurs études, pour augmenter cette année.

● **Le lycée.** - Il accueille, après orientation, les élèves issus des collèges et prépare en trois ans au baccalauréat. Dans ces établissements, 1983 a aussi été une année de réflexion et de discussion. Résultat : un volumineux rapport remis par un professeur de l'université de Paris-I, M. Antoine Prost, au ministre. Sans attendre des décisions à venir, le ministre invite les enseignants à pratiquer l'ouverture sur l'extérieur, l'assouplissement des horaires et la concertation entre disciplines. Dans les classes de seconde, qui sont depuis quelques années indifférenciées, une plus grande autonomie dans la répartition des heures de cours est conseillée. Les équipes pédagogiques peuvent décider de l'utilisation d'une partie de l'envolée horaire, étant entendu que pour chaque enseignement, l'horaire de l'élève doit être au moins égal à un minimum fixé par les textes. Après les nouvelles secondes, puis, l'an dernier, la création des premières S (scientifique), la réorganisation des classes, du second cycle continue. La philosophie fait, son apparition dans des sections préparant au baccalauréat de technique. Une nouvelle classe, la première G est créée ; elle doit accueillir les élèves se destinant aux baccalauréats techniques administratifs, gestion et commerciaux. Quant aux séries A (littéraires), elles sont modifiées.

Enfin, le baccalauréat 1984 sera le premier à ne plus comporter de mentions pour les épreuves d'enseignement général. Volonté d'éviter la sélection (mais les notes demeurent) et harmonisation avec les bacs de technicien, qui ne comportaient pas de mentions, telles sont les raisons invoquées par le ministre. Des raisons qui ne satisfont que partiellement parents et anciens élèves attachés au premier grade universitaire et au prestige des mentions.

SERGE BOLLOCH

#### Assouplissement des horaires

● **Le lycée d'enseignement professionnel (L.E.P.).** - Les élèves des classes de cinquième ou de quatrième des collèges orientés vers ces établissements préparent un certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.) en trois ans. Les élèves issus des classes de troisième ont deux années de formation avant de passer un brevet d'études professionnelles (B.E.P.). Objectif pour 1984 : lutter contre les abandons, en cours de cycle, d'élèves qui se trouvent ainsi démunis de qualification et de diplôme. Grâce à des nominations d'enseignants et une augmentation des moyens matériels, notamment en machines-outils, le gouvernement espère « accueillir plus et surtout mieux » dans des établissements qui sont au centre de la politique de formation professionnelle. Le nombre des « classes-

**EPEC**

École privée - 74-76, rue de Temple - 75003 Paris  
272-06-78

COMPTABILITÉ  
INFORMATIQUE  
SECRÉTARIAT

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant

**LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**

Cours avec explication en français  
Documentation gratuite :  
ÉDITIONS DISQUES BBC  
8, rue de Belfort - 75008 Paris

## CATASTROPHES !

Menaces cosmiques, tremblements de terre, inondations, éruptions volcaniques, raz de marée, typhons, catastrophes climatiques...  
Ce numéro hors série exceptionnel de Science & Vie fait le point des connaissances actuelles sur les catastrophes naturelles.  
Comment les prévoir ?  
Comment les prévenir ?



15 F

Chez tous les marchands de journaux

SCIENCE  
**VIE**

UN HORS-SÉRIE



groupe escp  
ET  
UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE

3<sup>ème</sup> CYCLE

DEA - DOCTORAT

CADRES

► souhaitant se spécialiser dans le domaine de l'action internationale

ETUDIANTS

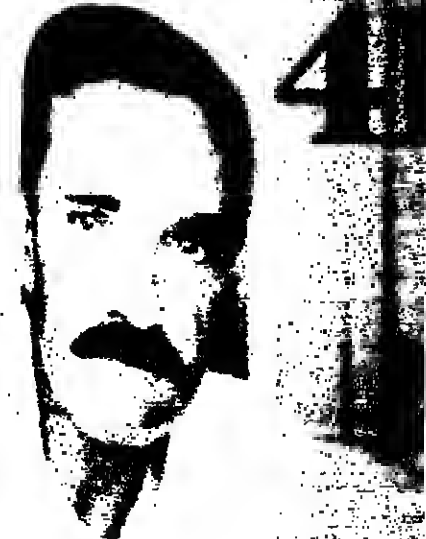
► désirant s'orienter vers la recherche et l'enseignement à un niveau international

Documentation :

Groupe ESCP - Programme Doctoral - Tél. : 355.39.08  
79, avenue de la République - 75011 PARIS

cents postes

Navar  
missan



Flammarion



## JUSTICE

### Quatre cents postes supplémentaires pour les prisons en 1984

M. Robert Badinter a obtenu la création de quatre cents postes budgétaires pour les prisons en 1984. Il y aura, l'année prochaine, trois cent soixante-dix surveillants supplémentaires et trente éducateurs de plus.

Cette décision a été accueillie avec quelques grincements de dents par les syndicats qui ont été à l'origine de la « grève des écrous » du printemps. Mais, sur le fond, leur ton est plus modéré : s'ils espèrent davantage, ils n'en sont pas moins sensibles à l'effort consenti en faveur de l'administration pénitentiaire dans un budget plus que jamais d'urgence. Cette mesure semble élargir, pour l'immédiat, la menace d'une nouvelle grève dans des prisons prévues pour accueillir trente mille à peine.

Sur ce point, la tendance observée ces derniers mois est inquiétante. Si l'on en croit, en juillet, un tassement du nombre de détenus en raison du ralentissement de l'activité des tribunaux, la progression à laquelle on a assisté l'année dernière risque de reprendre si bien qu'on n'exclut pas, au ministère, d'atteindre le chiffre de quarante mille détenus à la fin de l'année. Ce chiffre aurait au moins un avantage : il ramènerait à de justes proportions l'accusation de « laxisme » dont la justice est souvent l'objet mais il aurait le grave inconvénient d'engorger un peu plus la tension dans les prisons déjà surpeuplées.

Ce risque, les surveillants le côtoient quotidiennement. C'est la raison pour laquelle leurs syndicats ne cessent de réclamer un alignement de leur traitement sur celui des policiers, sous forme d'intégration dans leur salaire de la prime de risque (dite prime de sujétion) qu'ils perçoivent. Cette revendication avait été une nouvelle fois avancée lors de la « grève des écrous » du printemps dernier. Mais le budget ne s'est pas laissé fléchir. Peut-être en reparlerait-on en 1985 ?

Le refus a été franchement accueilli par les syndicats qui sont

de majorité, de sorte que les effectifs restent insuffisants. Ils risquent de le rester longtemps encore puis que ceux qui seront créés serviront pour l'essentiel à ouvrir deux nouvelles prisons, la maison d'arrêt de Draguignan (Var) et celle de Moulins (Allier). Cette dernière abritera aussi une maison centrale.

Faute d'effectifs, l'ouverture de ces deux établissements était en panne. Cependant, l'inquiétude persiste à la chancellerie car, en même temps que l'on va inaugurer ces deux établissements, on va en fermer de vétustes. Ainsi, en 1984, le solde positif ne sera-t-il que de trois cent cinquante places environ. C'est peu lorsqu'on sait que trente-sept détenus sont actuellement entassés dans des prisons prévues pour en accueillir trente mille à peine.

Seul M. Pierre Lefèvre, secrétaire général du petit Syndicat national autonome des personnels

à l'origine de la grève de juin et que la création de quatre cents postes budgétaires ne servent qu'à égaliser le niveau. Cependant, ils n'envisagent pas de la même manière la suite à donner à leurs revendications. Si M. Jacques Viallet, secrétaire général du puissant Syndicat national des personnels de surveillance (F.O.), est prêt à « mettre bientôt la gomme sur les revendications », il exclut, pour l'instant, toute nouvelle grève. Même circonspection de la part de M. Henri Brunovic, secrétaire général de la Fédération nationale des personnels pénitentiaires (C.G.T.), qui, tout en jugeant « insuffisant » le geste consenti par les pouvoirs publics, évite lui aussi de parler de grève.

Seul M. Pierre Lefèvre, secrétaire général du petit Syndicat national autonome des personnels

pénitentiaires, envisage ouvertement un nouveau mouvement. « Je ne suis pas sûr que ça se fasse », dit-il, mais il n'est pas gagné.

BERTRAND LE GENDRE.

● La fille d'un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire, M<sup>lle</sup> Christelle Thorignac, a été mortellement blessée, mercredi 7 septembre, à Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), par l'explosion d'un colis piégé. Ce colis avait été, semble-t-il, adressé à M. Thorignac, qui fut longtemps surveillant à la maison d'arrêt de Rouen, mais qui venait d'être muté à Amiens. Les enquêteurs cherchent à établir si l'attentat pourrait avoir un lien avec les fonctions de M. Thorignac.

## SPORTS

### FOOTBALL

#### La victoire du Danemark sur la France (3 à 1)

##### Le retour des exilés

De notre envoyé spécial

Copenhague. — Michael Laudrup, un grand diable blond de dix-neuf ans, auteur de deux des trois buts de la victoire du Danemark sur la France (3 à 1), le 7 septembre à Copenhague, et Michel Platini, appartenant au même club et, pourtant, ils ne se connaissent pas avant le match. La Juventus de Turin, qui dispose de trois footballeurs étrangers sous contrat avec le Polonais Boniek, mais qui ne peut en aligner que deux en championnat d'Italie, a préféré, en effet, « prêter » son Danois au Lazio de Rome pour ne pas le laisser inactif.

Les deux hommes n'étaient d'ailleurs pas les seuls exilés rappelés dans leur équipe nationale pour le match de Copenhague. Dans les rangs danois, les élites danoises majoritaires, il est vrai, que depuis les années 20, près de trois cents des meilleurs footballeurs danois sont partis, comme eux, monnayer leurs talents dans les grands clubs professionnels étrangers. A un degré moindre que Sepp Piontek, l'entraîneur ouest-allemand de sélection danoise, Michel Hidalgo, directeur des équipes de France, a déjà pu mesurer, depuis le départ de Platini à Turin, les problèmes posés par ces exilés.

« La saison dernière, nous avons été accommodants avec la Juventus », dit Hidalgo. Pour lui, il s'agissait d'une « année de brassage afin de parvenir à un mariage heureux entre l'expérience et la jeunesse ». Trente-cinq joueurs avaient été appelés pour les sept matches de l'équipe de France. Parmi les débutants, le gardien de but Jean-Pierre Tempet, le défenseur Yvon Le Roux, les milieux de terrain Luis

Fernandez, Jean-Marc Ferreri, José Touré, l'attaquant Daniel Bravo, ont saisi leur chance et sont aujourd'hui intégrés au club France.

Malgré ces révélations, Hidalgo juge la présence de Platini plus que jamais « utile pour le rendement et l'influence qu'il exerce sur le jeu ».

« Les jeunes, dit-il, ont besoin d'un grand frère qui les couvre et leur donne de l'assurance ».

Les dix-sept mille cinq cents spectateurs de Copenhague ont eu un aperçu des possibilités du capitaine de l'équipe de France quand il répliqua, à la 26<sup>e</sup> minute, au premier but de Laudrup (19<sup>e</sup> minute).

Faute d'avoir saisi leur chance, les Français ont ensuite subi la loi d'une équipe danoise bien organisée et, surtout très motivée à l'approche de son match, le 21 septembre, à Wembley, où elle jouera contre l'Angleterre sa qualification pour la phase finale du championnat d'Europe. Avec les deux buts en contre de Brylle (57<sup>e</sup> minute) et de Laudrup (74<sup>e</sup> minute), les Français ont pris un leçon de réalisme. Mais avant de se laisser surprendre, ils manquent d'efficacité, peut-être conviendrait-il de s'interroger en particulier sur l'absence de prise de risques offensifs des milieux de terrain.

Pour remédier à ce défaut, sept rencontres figurent encore au programme de préparation de l'équipe de France avant le championnat d'Europe (du 13 au 27 juin en France). Hidalgo souhaiterait la présence de Platini pour au moins quatre ou cinq de ces matches.

GÉRARD ALBOUY.

### AUX INTERNATIONAUX DE TENNIS DES ÉTATS-UNIS

#### Le « punch » de Connors

Par une température tropicale, la froide logique des ordinateurs des associations de joueurs et joueuses professionnels de tennis (A.T.P. et W.T.A.) a prévalu, mercredi 7 septembre, aux Internationaux des États-Unis. Chez les hommes, Jimmy Connors s'est qualifié pour les demi-finales ; il rencontrera Bill Scanlon. Chez les femmes, Chris Evert-Lloyd affrontera Joe Durie au même stade de la compétition qu'a atteint une excellente Pascale Paradis dans le tournoi juniors.

De notre envoyé spécial

New-York. — Les New-Yorkais sont allés à Flushing Meadow pour voir Connors mettre au supplice Tetscher. Quinzième joueur mondial, le frère Elliott a déjà battu des joueurs comme McEnroe et Noah, mais il avait été mis K.O. dix fois par le punch de Connors. Sur les vingt-cinq sets qu'ils avaient disputés l'un contre l'autre, Tetscher n'en avait gagné que trois. Sa moyenne a encore baissé mercredi bien qu'il ait mis tout son cœur pour tirer de sa vieille raquette en bois les coups qui auraient pu interrompre cette série noire. Le vent qui empoisonna la première manche faillit d'ailleurs l'y aider. Après avoir gagné, leur premier service, les deux hommes perdirent, chacun, les quatre suivants. Mais le tourbillon s'arrêta pour permettre à Connors de remporter le tie-break 7-0. Par la suite, avec un comportement féroce qui remplit d'aise le public, Jimbo détruisit méthodiquement le jeu de Tetscher.

A trente et un ans, Connors sait que la raquette métallique, qu'il manie comme une hache d'abordage depuis seize ans, ne brillera plus encore très longtemps au soleil d'un petit ball. A chaque tournoi, il cherche donc à réaliser des coups d'éclat. Course pathétique contre le temps qui passe et la relève qui monte. Depuis le début de l'année, Connors, qui est classé troisième mondial, a gagné seulement trois tournois de moindre importance. Pourtant, il est arrivé dans le

Queens avec une rage de vaincre que n'ont pas encore rassemblée les cinq millions de dollars qu'il a amassés sur les courts durant sa carrière.

Mercredi soir, il a fallu quatre heures quinze minutes à Bill Scanlon, le tonnerre de McEnroe, pour venir à bout de son compatriote Mark Dickson. Celui-ci est descendu à la quatre-vingt-seizième place mondiale, essentiellement pour avoir délaissé le circuit officiel au profit du circuit W.T.C. Serveur puissant, il utilise à merveille son envergure pour tenir le filet, cela lui permet d'accrocher Scanlon qui devait en outre surmonter son plus familier adversaire : le découragement. Mais Scanlon s'est enduré et il a inscrit à son crédit les points du tie-break du cinquième set.

ALAIN GIRAUDO.

### LES RÉSULTATS

Simple messieurs (quarts de finale)  
Bill Scanlon (E.-U.) b. Mark Dickson (E.-U.), 3-6, 6-4, 4-6, 6-3, 7-6 (7 points à 4) ; Jimmy Connors (E.-U.) b. Elliot Tetscher (E.-U.), 7-6 (7 points à 0), 6-2, 6-2.

Simple dames (quarts de finale)  
Joe Durie (G.-B.) b. Ivanna Madruga-Oses (Arg.), 6-2, 6-2 ; Chris Evert-Lloyd (E.-U.) b. Hana Mandlikova (Tch.), 6-4, 6-3.

## ENVIRONNEMENT

### L'ÉTAT DE LA FRANCE EN 1983

#### La pollution industrielle diminue... mais dix espèces animales sont menacées d'extinction

Passer en revue dans un même document l'aire de nichage du pic noir, les surfaces de terres arables, l'évolution de la qualité acoustique des logements ou celle du trafic maritime des produits pétroliers peut sembler une entreprise téméraire, vouée à la dispersion ou à l'absence de sens. C'est en tout cas ce que tente l'édition 1983 du rapport sur « l'état de l'environnement » — cinquième du nom — présenté à la presse le 6 septembre par Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (1).

Dans sa première partie, thématique, le rapport fait le point sur trois dossiers : la faune et la flore sauvages ; l'eau ; l'environnement industriel. On y apprend, par exemple, que la France, en 1983, compte 4 762 espèces de plantes, non compris les lichens, mousses, algues et champignons qui restent à dénombrer. Sur ce total, environ 900 appartiennent au domaine méditerranéen, plus riche que les autres en matière de variété végétale. Parmi les plantes naguère répertoriées, 40 auraient complètement disparu en France au cours de ce siècle et 363 seraient menacées (notamment le narcisse des Glénans, la dioscorée des Pyrénées, la violette de Rouen et la germandrée de la Crau). Les zones les plus sensibles en matière de régression végétale restent le littoral méditerranéen et la Corse. Parmi les espèces en expansion se distingue l'épicaire, arbre d'importation en France.

Pour la faune, l'Hexagone abrite une centaine d'espèces de mammifères. Onze ont déjà disparu — parfois depuis des siècles — tels le cheval sauvage, le bison, l'ours, le bouquetin des Pyrénées, le cerf de Corse, le loup, le bérillon d'Afrique du Nord, plusieurs espèces de phoques et de chauves-souris. Dix sont menacées d'extinction comme le lynx, l'ours, le vison, la loutre, le mouton de Corse, le chat sauvage, le phoque gris et trois espèces de chauves-souris. Dix-neuf sont devenues rares (notamment le bouquetin des Alpes et le castor) et trente sont en nette régression (notamment le blaireau et la fouine).

On dénombre, d'autre part, 264 espèces d'oiseaux, 200 migrateurs. Depuis 1936, 14 espèces nouvelles sont apparues en France et 18 ont disparu (comme la grande ourse). Onze autres sont en diminution, comme le grand-du, mais aussi la cigogne et même la perdrix

grise et le rossignol. En revanche, 25 espèces prospèrent en nombre, notamment le goéland argenté, la mouette rieuse, la choucas des tours, le corbeau freux et l'étourneau. Un coup d'arrêt a été donné à la disparition des rapaces depuis dix ans et l'on observe une progression parmi les mites et les canards.

Parmi les poissons menacés, le rapport note une pause dans la baisse du peuplement des saumons : de 36 000 prises en 1955, on était passé à moins de 2 000 en 1979. Les derniers chiffres (3 300 en 1980, 5 200 en 1981 et 3 900 en 1982) semblent indiquer l'effet positif des mesures prises en faveur de la survie de l'espèce.

Pour l'eau, le document précise que la France est plutôt mieux pourvue que ses voisins puisqu'elle dispose de 3 600 à 4 000 mètres cubes par an et par habitant, alors que ce volume est de 3 300 mètres cubes en Italie, 2 600 mètres cubes en R.F.A. et 2 100 mètres cubes au Royaume-Uni.

#### Produits chimiques et poussières

Au chapitre de l'environnement industriel, plus de la moitié du flux de pollution organique est produit, apprend-on, par les secteurs suivants : chimie, laiterie, activités mécaniques, fabrication de pâte à papier, fabrication de papiers et cartons, abattoirs. Les usines chimiques et les ateliers de traitement des surfaces produisent 90 % des rejets toxiques dans l'eau. Enfin, les centrales thermiques et les raffineries rejettent plus de la moitié du dioxyde de soufre et des poussières qui encombrent l'atmosphère.

A noter que plus de la moitié des rejets toxiques dans l'eau sont concentrés dans dix départements (Seine-Maritime, Nord, Rhône, Pas-de-Calais, Isère, Haut-Rhin, Bouches-du-Rhône, Moselle, Bas-Rhin et Seine-Saint-Denis). Le secrétaire d'État constate cependant, avec satisfaction, que cette pollution industrielle est en nette diminution. C'est ainsi que les rejets des cimenteries ont été divisés par dix en dix ans, les rejets toxiques de traitements de surface divisés par cinq cents en quinze ans, les rejets des centrales thermiques diminués de moitié en dix ans, etc. On estime même que le bruit des engins de chantier a été divisé par dix.

ROGER CANS.

(1) L'état de l'environnement 1983, 190 p., 80 F., à la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : 261-50-10.

### LE VINGTIÈME ANNIVERSAIRE DU PARC NATIONAL

#### Bouquetins et chamois ont élu la Vanoise

De notre correspondant

Pralognan (Savoie). — Le plus ancien parc national français, la Vanoise, a fêté cet été son vingtième anniversaire. Le secrétaire d'État à l'environnement, M<sup>me</sup> Huguette Bouchardeau, a tenu à faire à pied, les 2 et 3 septembre, la traversée de ce « sanctuaire » de la nature en empruntant un itinéraire qui, de Tignes à Pralognan, unit deux vallées aux destinées fort différentes, la Maurienne et la Tarentaise.

Sur le terrain, M<sup>me</sup> Bouchardeau tenait à réaffirmer devant les élus et la population savoyards que son ministère veillera à préserver l'intégrité des parcs qui ne représentent que 0,70 % du territoire national. « Sur cette toute petite partie de notre pays, la protection de la nature doit être aussi totale que possible », a déclaré le secrétaire d'État.

Observant ce qui a été fait depuis 1963 dans le parc de la Vanoise, M<sup>me</sup> Bouchardeau a pu constater que l'ensemble des missions qui lui furent confiées, notamment la protection d'une nature fragile et d'espèces animales en voie de disparition comme les bouquetins et les chamois, avaient été parfaitement remplies. En vingt ans, les bouquetins sont passés d'une quarantaine d'individus à plus de six cents dans le parc et les chamois de quatre cents à cinq mille.

Réussita du parc également auprès de la population française : un demi-million de visiteurs viennent chaque été dans cette zone de haute montagne d'une superficie de 53 000 hectares, ce qui engendre une activité touristique estivale intense.

Si les relations entre les responsables du parc et les élus communaux apparaissent plus paisibles en Maurienne, une certaine agressivité continue de se manifester encore, épisodiquement, en Tarentaise, qui compte une vingtaine de stations de sports d'hiver et qui dispose d'une capacité d'hébergement de plus de deux cent mille lits. Le conseiller général de Bozai, M. Camille Chedel Angley (sans étiquette), président de l'association des maires de Haute Tarentaise, n'hésite pas à affirmer que « le parc est un frein considérable à l'extension des stations de ski ». Il réclame « une mobilité des limites du parc » et préconise les échanges de territoires qui préserveraient, à la fois, l'avancée économique des stations et la superficie globale du parc. « Vingt ans, c'est l'âge de la maturité et donc de l'adaptation », a déclaré le conseiller général, qui voudrait qu'« un peu moins d'interdits passent aujourd'hui sur le parc ». « Vingt ans, c'est trop jeune pour mourir », lui a répondu le secrétaire d'État à l'environnement.

Mme Bouchardeau a estimé que le parc devait être perçu comme un instrument différent de développement pour la montagne et donc pour les communes incluses dans les limites du pré-parc. « Il y a place pour beaucoup de formes de tourisme. Sans doute est-ce là encore une chance et une responsabilité du parc que d'aider à développer dans les communes celles des activités touristiques qui sont le plus directement tournées vers la nature », a déclaré Mme Bouchardeau.

CLAUDE FRANÇILLON.

# Navarre puissance 41.



Premières pages, c'est 41 fois le premier chapitre d'autant de romans écrits par le même auteur. Mais aucun chapitre 2 n'existera jamais, car au second chapitre commence la « fabrique ».

Une œuvre foisonnante qui a pour cadre le monde d'aujourd'hui et pour protagoniste une foule de personnages d'horizons multiples et de demande unique.

70 F.

Flammarion

yves navarre

premières pages

50.000.000.000



# CARNET

## Décès

M. Dominique Aubenas, son épouse, M. Marie-Dominique Aubenas, sa fille, M. Albert Demulling, sa mère, M. et M<sup>me</sup> Jean Chaux et leurs filles, M. et M<sup>me</sup> J. K. Wright, M. et M<sup>me</sup> Benoît Aubenas et leurs enfants, M<sup>me</sup> Brigitte Aubenas, ses sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, nièces et neveux, Les familles Henry, Polfer-Moyen, Himly, Bastier-Picardat, Benielli, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Dominique AUBENAS,**  
née Colette Demulling,

ravie à leur tendre affection, le 6 septembre 1983, à Paris, à l'âge de cinquante ans.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le caveau familial, aura lieu le vendredi 9 septembre 1983, à 16 heures, en l'église d'Orly-la-Ville (Oise).

85, avenue Victor-Hugo,  
92100 Boulogne.

— Pierre et Madeleine Brauman, ses frère et belle-sœur, Hugues et Anne-Catherine Ardouin, et leurs enfants, Ignace Meyerzon, son cousin, Jean Pichonot et Marguerite Peters-Pichonot,

ont la douleur de faire part du décès de

**Antoinette BRAUMAN,**

survenue le 10 août 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année, à Evry (Essonne).

L'inhumation a eu lieu le 12 août 1983 dans la plus stricte intimité à Châteauneuf (Loiret).

89630 Quarré-les-Tombes,  
4, rue Pierre-Le Grand,  
75008 Paris.

— M. François Emmanuelli, Claude et Michèle Emmanuelli, M. et M<sup>me</sup> Gabriel Lanore et leurs enfants Jean-Marc, Françoise et Claude,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. François EMMANUELLI,**  
ancien élève de l'École polytechnique,

fondateur et ancien président de la S.N. Marçay, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance,

leur épouse, oncle, beau-frère, parent, allié et ami,

survenue le 6 septembre 1983, à Paris, dans sa soixante-quatrième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi 9 septembre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame de Boulogne, rue Jean-Baptiste-Clement, et sera suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

135, boulevard Koenig,  
92200 Neuilly-sur-Seine.

— M. François Ferrière, Françoise Ferrière, Michèle Ferrière,

ont le grand plaisir de faire part du décès, le 2 août, de

**M<sup>me</sup> Françoise FERRIER,**  
née Henriette Régier.

L'inhumation aura lieu le dimanche 13 septembre 1983, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois, 92, rue Saint-Denis, Paris-7, sa paroisse, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**M. François GALOPIN,**  
ancien élève de l'École polytechnique,

ancien ingénieur en chef des fabrications d'armement, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918,

présentement décédé le 7 septembre 1983 dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 septembre 1983, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois, 92, rue Saint-Denis, Paris-7, sa paroisse, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

181, rue de l'Université,  
75007 Paris.

Tous les Libanais et leurs amis sont invités à y participer par la fidélité au souvenir et à la prière pour le cher Liban.

— M<sup>me</sup> Henri Grandjacques, M<sup>me</sup> François Grandjacques, née Marie-Edith Zobel, M. et M<sup>me</sup> Philippe Thomas et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Michel Grandjacques et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Benoît Grandjacques et leurs enfants, M<sup>me</sup> Catherine Grandjacques, MM. Etienne, Philippe, Jean-Marie, Henri Grandjacques, Les familles Grandjacques et Zobel, ont la douleur de faire part du décès de

**M. François GRANDJACQUES,**  
ingénieur E.C.P.,

ancien directeur des recherches de la SOFREM,

survenue à Seynod le 6 septembre 1983, à l'âge de soixante ans.

La messe de sépulture aura lieu le samedi 10 septembre, à 10 h 30, en l'église de Meuthan-Saint-Bernard (Haute-Savoie), où le corps sera déposé.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Clos Don Jean, Meuthan-Saint-Bernard, 74290 Veyrier-du-Lac.

— M<sup>me</sup> veuve Loubères, M. Jean-Pierre Joulin,

ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Jean-Pierre JOULIN,**

leur fille et épouse,

survenue le 2 septembre 1983, à Washington.

— François LOUÏS, trente-trois ans, a quitté les siens le 1<sup>er</sup> juillet 1983. De la part de sa fille Karen, dix ans, M<sup>me</sup> F. LouÏs, 4, rue Georges-de Porto-Riche, 75014 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> François Papy et leurs enfants Benoît et Cécile, M. et M<sup>me</sup> Louis Bonnemant, M<sup>me</sup> Mathilde Guillemot,

ont la douleur d'annoncer la mort brutale, dans sa dix-neuvième année, le 2 septembre 1983, de leur fille, sœur, petite-fille et arrière-petite-fille,

**Madeline.**

Que sa joie de vivre nous tienne en communion de prière et de pensée.

La messe d'enterrement aura lieu en l'église Saint-Rémy, place de la République, 92170 Vanves, le mercredi 7 septembre à 16 heures.

92, avenue Victor-Hugo,  
92170 Vanves.

— On nous prie d'annoncer le décès accidentel de

**M. Jean-Georges POITRINE,**

survenue le 5 septembre 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 10 septembre, à 11 heures, en l'église de Daumesnil (Seine).

De la part de M<sup>me</sup> J.-G. Poitrine, Toute sa famille et alliés.

Cet avis tient lieu de faire-part.

106, rue Bernard-Gauts,  
93250 Villeneuve.

**Remerciements**

— Concarneau, M<sup>me</sup> Jacques Toudic, ses enfants et petits-enfants, très touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

**M. Jacques TOUDIC,**

remercient les personnes qui se sont associées à leur peine d'accepter leurs remerciements et leur reconnaissance émue.

**Anniversaires**

— Que ceux qui ont connu et aimé **Henriette BLOCH** aient une pensée fidèle en ce dixième anniversaire de son décès.

— Il y a dix-neuf ans disparaissait **Pauline-Tyta GABRIEL** (« Danielle » dans la Résistance).

Une pensée est adressée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

**M. Edmond GIMON,**

une pensée est adressée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

**Messes anniversaires**

— Pour le premier anniversaire du martyre de

**président Bachir GEMAYEL,**

une messe de requiem sera célébrée à sa mémoire en l'église Notre-Dame-de-Liban, 17, rue d'Ulm, 75005 Paris, le dimanche 11 septembre 1983, à 11 heures.

Tous les Libanais et leurs amis sont invités à y participer par la fidélité au souvenir et à la prière pour le cher Liban.

# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8-IX-83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 8 septembre à 0 heure et le vendredi 9 septembre à minuit.

Un temps perturbé de secteur sud-ouest s'établira sur la France.

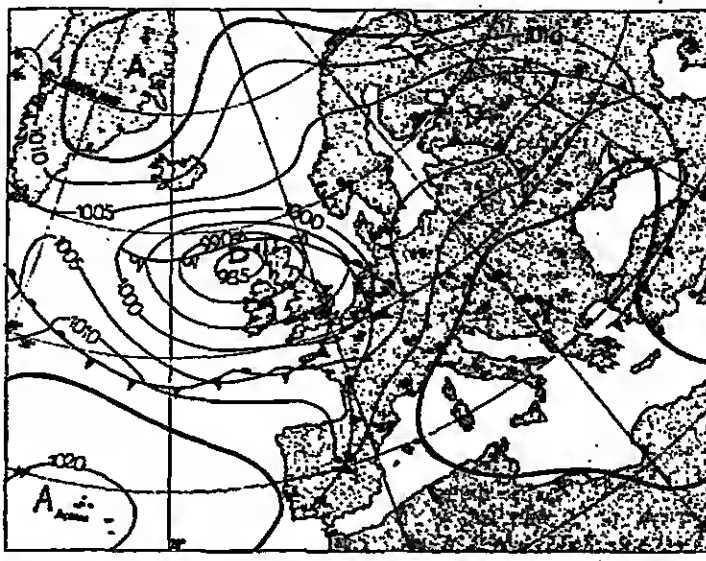
Vendredi, les régions littorales de la Méditerranée, ainsi que les Alpes du Sud, bénéficieront d'une belle journée ensoleillée; des orages sont cependant possibles au soir sur le Languedoc et le Roussillon. Une zone de temps nuageux avec des pluies par endroits accompagnées d'orages d'été, du matin des Pyrénées au Massif Central, au Jura et aux Vosges; elle se déplacera lentement vers le Sud-Est en cours de journée. Le temps sera maussade sur toutes les régions situées au nord de la Loire; beaucoup de nuages et des pluies ou averse. Sur le Poitou, les Charentes, le Bordelais et les Landes, nuages et éclaircies alternent. Les températures diurnes atteindront un maximum allant de 18 degrés près de la Manche à 28 degrés sur les régions orientales. Les vents souffleront assez fort sur les côtes.

La pression atmosphérique évoluera au niveau de la mer d'ici à Paris, le 8 septembre 1983 à 8 heures, de 1015,6 millibars, soit 761,8 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré à cours de la journée du 7 septembre; le second le minimum de la nuit du 7 septembre à 8 septembre): Ajaccio, 26 et 18 degrés; Biarritz, 27 et 17; Bordeaux, 26 et 14; Bourges, 21 et 12; Brest, 22 et 16; Caen, 22 et 13; Cherbourg, 19 et 13; Clermont-Ferrand, 21 et 9; Dijon, 20 et 9; Grenoble, 26 et 10; Lille, 18 et 8; Lyon, 22 et 9; Marseille-Marganne,

PREVISIONS POUR LE 9-IX-83 DÉBUT DE MATINÉE



PREVISIONS POUR LE 9 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



26 et 14; Nancy, 19 et 3; Nantes, 23 et 15; Nice-Côte d'Azur, 26 et 19; Paris-Le Bourget, 20 et 9; Pau, 27 et 13; Perpignan, 32 et 16; Rennes, 23 et 14; Strasbourg, 20 et 5; Tours, 20 et 12; Toulouse, 26 et 13; Pointe-à-Pitre, 33 et 27.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 31 et 15 degrés; Amsterdam, 17 et 8; Athènes, 28 et 19; Berlin, 15 et 11; Bonn, 19 et 4; Bruxelles, 17 et 9; Le Caire, 33 et 22; Les Canaries, 35 et 26; Copenhague, 16 et 10; Dakar, 32 et 26; Djibouti, 28 et 19; Genève, 23 et 8; Jérusalem, 24 et 17; Lisbonne, 36 et 17; Londres, 21 et 12; Luxembourg, 16 et 5; Madrid, 34 et 17; Moscou, 21 et 11; Nairobi, 26 et 10; New-York, 32 et 23; Palma-de-Majorque, 29 et 16; Rome, 27 et 19; Stockholm, 11 et 8; Téhéran, 31 et 22; Tunis, 33 et 21.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

## PARIS EN VISITES - SAMEDI 10 SEPTEMBRE

• Musée du Louvre, 10 h 30.

• Musée national du Jeu de Paume, 15 heures.

• Musée national de la Renaissance, château d'Ecrou, 15 heures.

• L'Église du cimetière de Picpus, 15 heures, 35, rue Picpus (Approche de l'art).

• Gus Bofa et les illustrateurs de l'entre-deux guerres, 15 heures, musée de la Seine, 12, rue Surcouf (Art pour tous).

• L'impressionnisme au Jeu de Paume, 10 h 30, Didier Bouchard.

• Martillo dans les musées français, 15 heures, au Louvre porte Janjard, Didier Bouchard.

• La crypte de Josselin, Faramontier, 13 heures, place de la Concorde, grille des Tuileries, M<sup>me</sup> Zajovic.

• Septembre 1979, les massacres aux Carmes, 15 heures, 70, rue de Valenciennes, M<sup>me</sup> Lemaire.

• La rue Saint-Antoine de l'Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Lévy.

• L'église de Saint-Germain-des-Prés et ses villages, 15 heures, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés, M<sup>me</sup> Saint-Germain.

• La Seine, 14 heures, 20, rue de la Seine, M. Cerny.

• Hôtels de l'île Saint-Louis, 14 h 30, métro Pont-Marie (les Filles).

• Illuminées des Hôtels de France, 20 h 30, métro Pont-Marie (les Filles).

• L'Institut de France, 14 h 30 (la France et son passé), 23, quai Conti.

• Sur les pas de templiers, 15 heures, métro Temple, L. Haulier.

• Le Marais : les fêtes sous Henri IV, 21 heures, métro Saint-Paul, L. Haulier.

• Salons et jardins du Crédit foncier de France, 15 heures, 19, place Vendôme (Histoire et archéologie).

• Le vieux Montmartre, 14 h 30, métro Abbesses (Luncheon-vistage).

• Le cœur de Paris, le Grand Châtelet, la Tour Saint-Jacques, 10 h 30, place du Châtelet devant la fontaine (Paris autrefois).

• De l'ancien Hôtel-Dieu, 15 heures, parvis Notre-Dame (Paris autrefois).

• Le château de Saint-Ouen, 15 heures, métro Mairie de Saint-Ouen (Paris et son histoire).

• La butte Montmartre, 15 heures, métro Blanche (Paris et son histoire).

## Allé ! l'école ?

Nous terminons aujourd'hui la publication des rectoires que les parents peuvent appeler pour tous renseignements durant le mois de septembre.

### ORLÈANS-TOURS

Académie: (38) 42-03-06. Cher: (48) 61-15-50. Eure: (32) 38-32-80. Seine-Maritime: (35) 89-81-33.

### STRASBOURG

Académie: (88) 22-60-45. Bas-Rhin: (88) 61-86-60. Haut-Rhin: (88) 41-56-95.

### TOULOUSE

Académie: (61) 53-11-27. Ariège: (61) 65-54-55. Aveyron: (65) 68-60-54. Haute-Garonne: (61) 21-63-70. Gers: (62) 05-39-43. Lot: (65) 22-58-00. Haute-Pyrénées: (62) 34-29-57. Tarn: (63) 54-78-70. Tarn-et-Garonne: (63) 66-11-05.

### VERSAILLES

Académie: (3) 950-31-48; 953-92-39. Essonne: (6) 677-57-57. Hauts-de-Seine: (1) 725-95-00. Val-d'Oise: (3) 038-70-50. Yvelines: (3) 950-07-83.

### ANTILLES-GUYANE

Académie: (19) (596) 60-35-38. Guadeloupe: (19) (590) 83-19-97. Guyane: (19) (954) 31-27-10. Martinique: (19) (596) 60-37-33.

### FOIRES ET SALONS D'ANTIQUITÉS

Villeneuve-lès-Avignon (84) : 8-12 sept. Hauts de Cagnes (06) : 3-11 sept. Auch (32) : 8-12 sept. Dijon (21) : 9-11 sept. Angers (49) : 8-12 sept. Montbéliard (91) : 10-11 sept. Compiègne (60) : 11-14 sept. Villedieu (41) : 11 sept. Maisons-Laffitte (78) : 10-11 sept. Lagny (77) : 18 sept. Boussy-Saint-Antoine (91) : 10-18 sept. L'Aigle (61) : 16-18 sept. Marchenoir (41) : 17-18 sept. Luzarches (95) : 18 sept. Montauban (82) : 21-25 sept. Remes (35) : 24-25 sept. Epervilliers (51) : 23-25 sept. Durtal (78) : 25 sept. Chatou (78) : 23 sept.-2 oct. Paris (Bard) : Foire à la ferraille : 23 sept.-2 oct. Vatan (36) : 25 sept. Vittel (88) : 24-25 sept. Xaroval (88) : 24-25 sept. Nantes (44) : 30 sept.-2 oct.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3533

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

### HORIZONTALEMENT

I. Parfois trop cru ou parfois trop saignant, mais jamais bleu. — II. Ne s'embarrasse pas de formalités. — III. Ont donc gagné la sortie. Parcellaire de vie. — IV. Style de peinture ou style de vie. — V. Font partie des choses qui se disent. Lettres universitaires. — VI. Est donc un prisme. Côté désert. — VII. Pourrait peut-être adhérer au mouvement de libération de la femme. — VIII. N'ont donc pas atteint un point de non-retour. — IX. Personnel. Se laisse donc aller. — X. Marque un point. Personnel. Ne sont jamais trop tendres avec les loulous. — XI. Poisons.

### VERTICALEMENT

1. Bon à mettre au feu ou à la poêle. Permet à certains de travailler leur balle. — 2. Se jette à l'eau ou s'envole en l'air. Préfixe de négation. — 3. Volent souvent au même titre que les soucoupes. — 4. Tête de loup. Bien digéré. Est toujours donné avant d'ouvrir l'œil. — 5. Château d'eau. Est donc élevé dans le meilleur milieu qui soit. Teint à l'œil. — 6. Brûlait du même feu que son époux. Caractère gothique. — 7. En marche. Peut trouver dans la descente un bon remonte-lait. — 8. Mère à plat. L'enfant de l'amour. — 9. Capables de faire fuir les rats.

Solution du problème n° 3532

### Horizontalement

I. Coquillage. — II. Opuscules. — III. Néc. Lat. — IV. Fruit. Ex. — V. Iceberg. — VI. Su. Aide. — VII. Elise. — VIII. Rem. Frigo. — IX. Paf. Mat. — X. Epurement. — XI. Surt. Ste.

### Verticalement

1. Confiseries. — 2. Opéra. Pu. — 3. Querc. Impur. — 4. Us. Ibis. — 5. Eouf. Effet. — 6. Ra. Ra. — 7. Il. légittimes. — 8. Ceux. Gant. — 9. Ost. Menotte.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 8 septembre:

### UN DÉCRET

• Modifiant le décret du 4 juillet relatif au statut particulier des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré.

### UN ARRÊTÉ

• Modifiant la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers.

### DÉS LISTES

• Des élèves ayant obtenu le titre d'ancien élève du Centre national d'études supérieures de sécurité sociale.

• De classement au concours de 1983 pour l'entrée à l'école normale de l'enseignement technique (section A 1, A 2 et A 3).

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER  
TOUS CUMULÉS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERS

# TRANCHE DES DAHLIAS

TIRAGE N° 10 DU 7 SEPTEMBRE 1983

TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
		F.			F.
1	381 481 8 881 8 881 18 881	500 2 000 2 000 2 000 10 000	6	8 438 7 186 228 676	500 200 1 000 000
2	2 74 682	100 10 100	7	7 047 887 55 957	500 200 500 10 100
3	652 752	500 500	8	8 38 518 1 878 1 878 71 326	500 200 500 2 000 2 000 10 200
4	64 64 38 184 38 184	200 200 10 200 10 200	9	438 549 728 1 878 1 878 71 326	500 500 500 2 000 2 000 10 200
5	0715 120 678 5 235 15 486 54 025 223 415	500 500 500 2 000 10 000 10 000 4 000 000	0	180 6 300 8 720 18 600 35 300	500 2 000 2 000 10 000 10 000
6	718 936	500 500			

PROCHAINS TIRAGES LE 14 SEPTEMBRE 1983  
TRANCHE DES CHAMPAGNES & MALAKOFF (Héros de Saint)  
L'ARLEQUIN & AUSTRIAL (Gardi)

<b>LOTO</b>	5	11	28	31	38	42	3
TIRAGE N° 36							NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE



Le Monde

# LIVRES

## A PROPOS DE L'AMOUR

### Les « moments merveilleux » de Suzanne Lilar

Callimard réédite la *Confession anonyme* de Suzanne Lilar. Ce roman érotique, qui vient d'être adapté au cinéma par André Delvaux sous le titre de *Beuvin*, est une œuvre somptueuse. Raphaël Sorin a rencontré l'auteur.

**C**OUCHÉE dans une prairie, les yeux au ras du sol, une petite fille en sarrau s'abîme dans la contemplation des fleurs. Cette photographie de Suzanne Lilar, prise par son père, Eugène Verhaeghe, au début du siècle, et reproduite dans *A la recherche d'une enfance*, il faut la voir comme une allégorie troublante. A quatre-vingt-deux ans, Suzanne Lilar a le regard toujours aussi pur, une voix ferme qui défie le temps, une douceur où l'on devine la présence de cet « autre monde » qu'est l'enfance. Elle évoque à la fin d'*Une enfance gantoise*. Puisque, vingt ans après, l'ao réédite sa *Confession anonyme* — l'un des plus beaux romans érotiques jamais écrits par une femme —, elle consent à se remémorer, d'une voix nette, dans le français exquis et musical, quel autre monde a été le sien. Elle parle de la grande bourgeoisie, ses joies et ses livres, si liés au cœur de son œuvre qu'elle peut les invoquer avec une clarté étonnante à l'indigence qu'elle dispense à la vie et à la écriture.

« Quand je resonge à ma vie, dit-elle, je suis frappée par l'alternance de périodes d'affirmation virile et d'acquiescement féminin. Au sortir de l'adolescence, j'ai secoué la tutelle de mes parents en menant contre leur gré, des études de droit

et en devenant avocate, l'une des premières en Belgique. J'ai aussi épousé un étudiant et contesté, avec lui, l'ordre et la morale de mon milieu. Nos expériences (des provocations que je trouve aujourd'hui bien enfantines, quelques libertés sexuelles, un « gauchisme » de façade) m'ont vite semblé vaines. J'avais soif d'autre chose, d'absolu, mais ma rencontre avec l'avocat Albert Lilar, en 1926, et notre mariage, trois ans plus tard, m'a jetée dans un long effacement volontaire. J'avais horreur de l'ordre masculin que, malgré sa tolérance, il incarnait. Pourtant, j'acceptais de devenir sa secrétaire et de porter trois enfants, des filles et un garçon, qui ne vécurent pas. J'étais une assez belle illustration de la terrible remarque de Chamfort : « La femme dépend pour ses mœurs de l'homme qu'elle aime ». Soumise et immolée, je suivais mon penchant à l'oblation, une constante de l'ère féminine. J'ai tenu un journal, à ce moment-là ; il était si honnête dans l'abandon que je l'ai déchiré et brûlé, en proie à un sursaut d'indignation et de révolte. »

#### La figure de l'androgynie

A quarante-deux ans, comme à la fin d'un engourdissement, Suzanne Lilar écrit sa première pièce, *Le Burlador*, un « exercice de dialogue ». Elle composera ensuite *Tous les chemins mènent au ciel* et le *Roi lépreux*, avant de songer à un essai, le *Journal de l'analyste*, qui sera publié en 1954.

« J'ai envoyé le manuscrit du *Burlador*, à Montherlant, qui l'a donné à Mary Morgan, la directrice du théâtre Saint-Georges. La pièce aura cent cinquante représentations et sera jouée à Madrid. Le *Burlador* anticipait, à mon insu, la découverte de l'androgynie, qui me hantait depuis l'enfance. Entre l'intelligence critique du mâle et l'acceptation féminine, j'avais refusé de choisir, d'au mes tourments. Les critiques devinrent la bisexualité de la pièce. Bernanos remarqua que mon Don Juan approchait ses victimes avec leurs propres armes. Crommelynck souligna son hermaphrodisme. Plus tard, dans la *Confession anonyme*, est apparue la figure emblématique de l'androgynie. Si l'homme et la femme sont renversés de part et d'autre d'une muraille, celle de leurs sexes, la bisexualité seule doit permettre leur fusion. Avec le couple, en étudiant l'androgynie, originaire de la Genèse, j'ai plus loin pour définir l'avenir d'une purification amoureuse. »

« Je ne suis ni précocité ni pressée. En moi, les idées cheminent lentement. Platon, qui m'est si essentiel, je ne l'ai lu qu'à cinquante-cinq ans. Je conserve encore un journal, tenu il y a plus d'un demi-siècle, que j'envisage de publier avec des commentaires. Ce journal, en partie double, confirme ma tendance à la duplicité, ou sens le plus élevé du terme. »

Le *Journal de l'analyste* impressionnait André Breton, Julien Gracq, qui a préfacé sa réédition, soulignant, « non seulement l'originalité, mais la pureté de la littérature, et ses découvertes, autant d'implor-

sions » impeccablement fixées, dépendent de dons qui tiennent de la voyance. Les « moments merveilleux » de Suzanne Lilar, proches de certaines visions de Novalis ou de Jung, préparent dans le réel qui se dévoile un « retour à l'unité originelle ».

#### L'expérience mystique

« Je dois à ma mère le sens de l'incarnation et à la grande mystique flamande du XIII<sup>e</sup> siècle, Hadewych, le recours salvateur à l'image du dépouillement. Je n'ai jamais versé dans l'erreur gnostique du mépris de la chair. Et je ne partage pas la hantise de l'abjection qui a envahi le mysticisme de Georges Bernanos. J'ai eu le bénéfice d'expériences paranormales, dans des rêves prémonstrateurs. Ainsi, durant la nuit qui a précédé la naissance de mon fils, j'ai vu son berceau se transformer en cercueil. C'est une chose qui ne s'invente pas. Mais il me faudrait attendre l'expérience de la *Confession* pour atteindre cet « état merveilleux » où la prise de conscience érotique, la lucidité dans le ravissement, fait frôler l'essentiel. »

« J'ai connu une seule véritable expérience mystique dans ma vie. J'avais dix ans. Je me trouvais au milieu d'un champ, sur les bords de la Lys. Au cours de ce transport, des larmes m'ont inondé les yeux, et j'ai éprouvé une félicité sans nom. RAPHAËL SORIN.

(Lire la suite page 14.)



« ÉTUDE POUR LA VIERGE », par Gustav Klimt, 1913.

## le feuilleton

(Suite de la première page.)

Aron-Sartre : les mots d'auteur abondent sur l'opposition entre celui qui a vu juste en professionnel de la pensée et celui qui s'est trompé en artiste. L'opposition naît avec leurs vocations, typiques des aspirations entre lesquelles se partage tout éducatrice conscient d'aptitudes un peu rares. Rues d'Ulm, même avant, il le dit splendidement dans *Les Mots*, Sartre se veut et se voit couvert des honneurs qu'il refusa plus tard. Il est bien décidé à faire dans le génie, à égaler les plus grands — Hegel pourquoi pas ! Au lieu qu'Aron, qui va le précéder d'un an à la première place de l'agrégation, s'estima heureux s'il commentait convenablement et protégeait les docteurs, s'il exerçait au mieux sa réflexion, sans fioritures. En marge de sa copie future, il préférait les « bien vu » aux « bien dit ».

Il se console d'autant plus aisément de ne pas se sentir créatif que, sur le front de la pensée, il y a du pain sur la planche. Face à l'obscurantisme des élèves d'Aron et au prophétisme faussement scientifique des marxistes, la mort des péchés rend urgente une critique lucide de la pensée historique et politique. Laissons Sartre à ses approximations encombrées de sentiments, d'imagination et de morale ; il accumule le maximum d'informations sur Marx, sur l'économie (ignorée jusqu'à des philosophes, les phénoménologues Husserl et Heidegger, les sociologues Rickert et Weber).

Pendant ce temps, l'après-guerre, le citoyen se tient à l'écart des débats. Il ne rejoint pas le front antisémitique parce que « en raison », toujours elle, le danger fasciste n'existe pas en France. Ce qui ne l'empêche pas d'applaudir à la victoire du Cartel en 1924, d'adhérer à la S.F.I.O. et de militer plus que d'autres, Sartre notamment, la guerre venue. Mais, en dépit des enjeux, le spectateur refuse les prudences ou les arguments d'opportunité auxquels pousse l'engagement. Ce n'est pas parce qu'il écrit à Londres, en 1943, dans une revue créée par de Gaulle pour faire entendre la voix de la « France libre », qu'il tait les mérites de Vichy, les tentations du bonapartisme ou, plus tard, les excès de l'opération : « Quant à passer à jamais, malgré son séjour chez le ministre Malraux en 1946, et au R.P.F., pour un mauvais gauchiste, ce qu'il conclut. »

A la politique active, dont, par bonheur, il s'est détourné en 1951, il a préféré les aller-retour féconds entre l'actualité et la spéculation, entre le journalisme — *Combat*, le *Figaro*, l'*Express* —, l'enseignement — la Sorbonne, le Collège de France — et les livres, issus de ces va-et-vient. Par journalisme, Raymond Aron ne rougit pas d'entendre « analyse en chambre », et rarement enquête sur le terrain. L'éditorialisme politique,

économique ou diplomatique s'enrichit moins, à ses yeux, d'impressions vécues, toujours fragmentaires et suspectes d'émotivité, que de lectures et de raisonnements. C'est en professionnel de la réflexion que Raymond Aron traverse les grands événements et débats depuis la guerre : la décolonisation (qu'il soutient), le retour du général (dont il n'oublie pas les origines séduisantes). En révisant avec lui chroniques et livres, on revivait à la fois l'histoire factuelle et celle des mentalités. Ici, l'aventure de Suez, là, grâce à l'*Opium des intellectuels*, l'effarant aveuglement des meilleurs esprits de l'après-guerre sur l'U.R.S.S....

Le chapitre sur 1968 est l'occasion d'une révélation — une lettre inédite de Pompidou justifiant son apparente faiblesse du 11 mai — et d'une confirmation d'ordre général : que les expériences vécues, et ces quelques semaines furent vécues par chacun intensément, ne permettent pas de dialogues véritables. C'est si vrai que, pour avoir dit à chaud ses doutes et son empathie devant les dévouements du quartier Latin, pour avoir rappelé ses pairs aux règles du « métier », le maître à qui la sociologie triomphante devait ses lettres de noblesse (Montesquieu, Tocqueville), sa licence, et quelques-uns de ses jeunes maîtres, qui avait critiqué le bac et l'agrégation, pratiqué l'auto-critique, soutenu la décolonisation, et ouvert le Sorbonne aux rumeurs de la ville, regretant seulement qu'on l'enterrât si mal, ce poète, ce galeux, s'est vu traiter de « Versailles » et juger « indigne d'enseigner » par un Sartre dans ses pires jours d'arbitraire injurieux et démagogique.

Selon la curiosité de chacun, on se reportera de préférence à la genèse des positions sur Israël, à propos desquelles Aron compare son expérience à celle de Camus pied-noir, au portrait de Robert Hersant, crédité de n'avoir jamais dit une « sottise » (ce qui, vu l'échelle des valeurs aroniennes, n'est pas mince compliment), ou à son départ du *Figaro*, dont il livre en inédit sa lettre de démission.

Chemin faisant, on rencontre des notations touchantes — de Gaulle évoquant sa fille Anne pour exprimer pudiquement sa sympathie à l'auteur d'un enfant vient de disparaître, — cocasses — Althusser, ignare en économie, se voyant recommander à titre d'initiation les *Dix-Huit Leçons* de l'économiste chroniqueur de droite... — et, le plus souvent, émissantes, sur l'art de commenter à chaud ou de réfléchir à froid sur le sens des choses et des mots que l'on croit connaître, tels « idéologie » ou « décadence ». Mais l'intérêt principal du livre est de constituer un répertoire des règles auxquelles l'ana-

lyse politique doit s'astreindre, sous peine d'extravagance.

Cette déontologie s'appuie sur un préalable philosophique : le marxisme-léninisme qui décrit une vérité universelle et qui mène ce qu'il veut à ce qu'il sait, préférer, en vrai libéral, une pensée critique, consciente des pièges de ses passions et de la réalité même, qui ramène sans cesse en question jugements et hypothèses, sans bouger de ses convictions ultimes, morales avant qu'intellectuelles. Persuadé que l'histoire est un drame sans unité, équivoque et insupportable puisque humaine, Raymond Aron avoue n'avoir pas résolu l'antinomie entre le diversité des valeurs apprenues dans le monde et la vocation universelle à la raison dont il croit, de temps à autre, l'humanité. Il refuse toute vision mythique de l'histoire-se-faisant, toute définition de la bonne voie à suivre. Face aux armes nucléaires, à la faim et à la surpopulation, seule vaudrait l'expérience, le savoir, la modestie.

C'est cette conviction de toute sa vie qui, plus que tout, l'a éloigné de Sartre. Au fond, leur ennemi n'est pas survécu à la jeunesse, ou à l'« élargissement » d'après la guerre. Dès 1930 elle s'est dégradée. Faute de bases de discussion sérieuses, elle est « morte d'elle-même », dit Aron, « inexorablement ». « Nous avons beaucoup déconstruit », et lance Aron, sur le *Bouff' Mich'*, un jour de 1980. « Déjeunons », a répondu Sartre machinalement, et sans suite. Les insinuations de Sartre en 1968 ont souillé la bouillotte, que n'a pas vraiment effacée le poignard de main aveugle de 1980 lors des *bon-peuple*. Voilà pour la petite histoire : l'émertuma des sympathies interrompues, dit Flaubert.

Sur le fond, la dissension est totale et passionnante parce que symptomatique d'une époque. Aron défend la fécondité d'esprit et de plume de Sartre ; il lui reconnaît du « génie ». Mais le penseur professionnel ne peut admettre que son petit camarade mène à ce point sentiments et morale à la réflexion politique, qu'il appelle raison la dialectique d'une conscience libre de ne pas suivre les préceptes de la raison, que sa doctrine de la liberté naît à tout instant sous-estimée le poids du passé, le soulage de toute responsabilité, et s'accommode du pire dogmatisme marxiste. Il supporte mal encore la bêtise flaubertienne qu'il y a à traiter de Gaulle de Hitler ou lui, Aron, d'ennemi de la classe ouvrière. Il n'a pas aimé l'autocritique apocryphe de Burnier, qui l'a fait « grincer des dents », mais les tentations utiles, qu'il connaissait bien, resteront une tache. Quand le dernier entretien de l'*Observateur* avec Benny Lévy aura été oublié, entaché de soupçon par la réflexion à plusieurs que Sartre y inaugure, il demeurera ses invectives manichéennes d'éternel sale

gosse », généraux trop tard (étoile posthume de la morale communiste), coupable d'avoir « utilisé sa virtuosité dialectique et des sentiments généraux à justifier l'irréductible ».

Tel est, en effet, le péché mortel selon Aron. Sous peine de bêtifier ou de se tromper, ce qui est la pire trahison du clerc, l'analyste politique professionnel doit observer les règles traditionnelles de compétence et de doute méthodique qu'on s'imposait naguère pour tout travail universitaire. Il doit fournir des explications plus que des jugements de valeur (le comprendre et non le médire les actions humaines), disait Spinoza. S'il se mêle de conseiller, que ce soit en mesurant le possible à la place des décideurs, sans entrer dans leurs ruses parfois nécessaires (le personne n'est obligé de mentir pour sa patrie », disait Montesquieu), mais sans et la formule à l'empereur-pape ont des charmes qui valent souvent eux hommes de lettres une préférence méritée, mais qui s'accroissent mal à la rigueur d'une analyse économique ou diplomatique. En somme, les intellectuels ont le droit de s'exprimer en politique, comme tout citoyen, mais ils devraient cesser de se croire compétents dans une matière où, plus que jamais, relève des spécialistes.

Puisque Aron compte parmi les premiers d'entre eux, et de ceux qui se sont le moins trompés, il n'est pas sans intérêt de recueillir ses diagnostics et pronostics, non sur l'arrivée de la gauche au pouvoir, qu'il a exclu de ses *Mémoires* comme trop récente, mais à plus long terme.

Un bel acquis, selon lui : la perte de crédit du marxisme-léninisme dans la haute intelligentsia, survenue aussi mystérieusement que sa vogue, longtemps après que beaucoup d'auteurs, dont Aron, l'eurent dénoncé, certains essais parisiens n'ayant fait qu'exploiter un mouvement né du rapport Khrouchtchev, de Soljenitsyne et du gauchisme. Mais un « marxisme primaire » continuerait d'impregnier les militants socialistes. L'Europe se suicide par dénatalité. Les États-Unis ont perdu la supériorité militaire et sont devenus imprévisibles. Nos démocraties sont les moins mauvaises régimes de notre civilisation, peut-être les moins mauvaises de l'histoire, dans leurs meilleurs moments elles semblent accomplir un

compromis exemplaire », et tant qu'elles resteront libres, elles garderont des ressources insoupçonnées ; mais leur nombre se restreint et leurs capacités de résistance s'affaiblissent. La plupart des idées et causes pour lesquelles Aron s'est battu lui semblent en péril. Mortes la vieille Sorbonne découverte du temps de Brunschwig, sa chère rue d'Ulm où on comptait tant d'intelligences au même carré, la sélection sans quoi se perd l'envie de progresser, de s'épanouir ! Mort la culture des humanités qui a nourri la théorie et la pratique de son « métier »...

Il n'en faudra pas davantage pour que renaisse à son endroit le raproche de pessimisme froid. Mais c'est le prix à payer d'une sûreté de raisonnement qu'il entretient depuis la khâgne, comme un sport cultive sa forme. L'exercice de cette belle machine lui a tenu lieu d'ambition et de perte de vue l'intérêt de son pays, de la paix et de la moralité, si ambigu qu'elle soit en politique. Quitte à paraître sans entraînées, il doit mettre en veilleuse ses sentiments, ses ressentiments, et s'interdire de jouer les belles âmes, comme l'intelligentsia française se plait à le faire du haut d'on ne sait quelle mission au service des faibles.

S'il est vrai que le génie permet tout, il ne suffit pas de tout se permettre pour être génial. La littérature est prophétique, non sur l'arrivée de la gauche au pouvoir, qu'il a exclu de ses *Mémoires* comme trop récente, mais à plus long terme.

Un bel acquis, selon lui : la perte de crédit du marxisme-léninisme dans la haute intelligentsia, survenue aussi mystérieusement que sa vogue, longtemps après que beaucoup d'auteurs, dont Aron, l'eurent dénoncé, certains essais parisiens n'ayant fait qu'exploiter un mouvement né du rapport Khrouchtchev, de Soljenitsyne et du gauchisme. Mais un « marxisme primaire » continuerait d'impregnier les militants socialistes. L'Europe se suicide par dénatalité. Les États-Unis ont perdu la supériorité militaire et sont devenus imprévisibles. Nos démocraties sont les moins mauvaises régimes de notre civilisation, peut-être les moins mauvaises de l'histoire, dans leurs meilleurs moments elles semblent accomplir un

de Kissinger, comme on l'en a soupçonné. De cela, il nous convainc par sa forme même, fièrement disputée à l'âge.

S'il a un tort, ce n'est pas de trop peu vibrer ou faire vibrer — reproche absurde — mais, dans son effort d'éternel prof pour rendre l'histoire intelligible, de surestimer les instruments rationnels au détriment de la subjectivité, de l'imagination.

L'athlète n'est tombé dans aucun des pièges tendus par ce demi-siècle, et où tant d'autres ont trébuché. Il croit avoir accompli son « salut laïc ». Il a fait mieux : au moment où régnent l'après-pensée, l'imposture et le pécuniaire, plaider, en actes, pour une déontologie du travail intellectuel, une morale de l'esprit, un horizon de la raison.

BERTRAND POIRDT-DELPECH.

★ MÉMOIRES, de Raymond Aron, Julliard, 780 p., 120 F.

Claude Dufresne

## MORNY

L'homme du Second Empire

Préface d'André Castelot

« Une réhabilitation courageuse... Une biographie qui épouse avec aisance et vivacité les tours et détours du personnage. »

JACQUES CELLARD « LE MONDE »

« Un brillant portrait de l'émence grise du Second Empire. »

JEAN PRATEAU « LE FIGARO »

« Une biographie débordante d'anecdotes, pétillantes de mots d'esprit. »

FREDERIC VALLOIRE « VALEURS ACTUELLES »

Prix Napoléon III 1983

LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN

سكول من الاجل







## VOYAGE A TRAVERS LES ROMANS

## Jean Rolin, le navigateur volubile

● Le « voyage » de Josyane Savigneau l'a menée, cette semaine, chez Jean Rolin, Ania Francos et Didier Martin.

On pourrait en faire le début d'une comédie : « J'ai passé trois heures avec Jean Rolin et vous n'en saurez rien ». Pourtant, si on le « lâche » dans les médias, ce serait la fin des questionnaires, la mise au tombeau des Pivots, la désintégration des Chanceliers. Car Jean Rolin parle tout seul, et de préférence pas de son dernier livre, *L'Or du scaphandrier* (Je crois pourtant que j'étais venu pour ça) ! A cause de lui, j'ai laissé passer l'heure d'un autre rendez-vous et oublié ma voiture, mal garée. Trois heures, je suis resté. A écouter.

Il raconte, s'égare parfois - mais ses digressions sont plus drôles que tout - repart sans jamais, ou presque, laisser l'espace de quelques questions. Cela ne le dérange pas ; il s'en pose fort bien lui-même, pour relancer son récit. Après deux ou trois histoires, désopilantes que Woody Allen ne déconnerait pas, il entraîne son interlocuteur, encore hilare, dans une enquête très sérieuse sur la destruction des pétroliers de gros gabarit dans les pays industriels d'ont plus l'usage.

Il passe de quelques anecdotes sur ses années de formation à ses tribulations trépidantes dans deux quotidiens parisiens où il eut des démêlés avec certains hiérarques. « Je suis très bavard, conclut-il, j'aime parler, mais je trouverais indécent d'aller dire ça à la télé... » (Tant mieux pour la presse écrite !) « ... ou dans un journal... » (Catastrophe ! mon interview !)

Il faudrait lui dire qu'il s'est « fait avoir », qu'on ne parle pas de cette manière aux journalistes, car ils « répètent » ce qu'on leur dit, mais je n'en ai pas envie. Pour le coup, c'est moi qui trouverais ça indécent. On en restera donc à la fiche signalétique : Jean Rolin, trente-quatre ans, brun, grand, élégant, drôle, bavard. Peu d'études universitaires. « Réfractaire à tout examen, même au permis de conduire ! ». Une « vraie vocation » ratée, la peinture : « J'ai dessiné et tenté de vendre à des journaux... » l'éphémère *Imprimé* en 1974 et *Charlie-Hédo* en 1975. « Ça n'a pas marché et je ne dessine plus depuis presque dix ans. Je ne dois plus savoir, j'oublie vite ce que j'ai appris... »

Devenu reporter-promeneur, pour l'argent, un peu, pour les voyages, beaucoup. Il s'est découvert une autre « vocation » : partir - à pied - en vélo, en avion et surtout en bateau - puis écrire. Il rapporte tantôt une série d'articles, tantôt un livre comme les *Chemins d'eau* (Éditions maritimes), promenade sur les canaux et rivières de France.

Après s'être embarqué sur un cargo il a écrit son premier roman.

*Journal de Gand aux Aléoutiennes* (Lattès), prix Roger-Nimier 1982, passé trop inaperçu. Le deuxième est à peine publié que déjà il s'impatiente et, assis à sa table dans son appartement du Marais aux murs nus (sur la cheminée il y a seulement une collection de cartes postales qu'il feuilletait volontiers), il organise son prochain départ.

Si vous, vous préparez la rentrée comme tout le monde, prenez tout de même un moment pour courir sur les traces du scaphandrier et de son or. Mais n'espérez pas de plan marquant d'une croix, n'attendez pas l'île au trésor et le trois-mâts accostant la nuit dans une crique. Avec Jean Rolin vous n'allez pas vers vos nobles d'adolescence. « Il est souhaitable, quand je commence à écrire, que je ne sache pas comment cela va se terminer... »

Il lève l'ancre sans plan de navigation. A vous de vous caler dans un fauteuil, de vous installer pour de somptueux voyages, de Zaire à la banlieue parisiennaise, de Singapour à la Belgique, avec le capitaine Pithivier, Papa Dioula et le scaphandrier amoureux d'Ostende hors saison. Ostende « comme une ville engloutie » : « des algues s'effiloquent sur les trottoirs, les rares passants distillent tant bien que mal leurs ouïes écorchées sous d'amples cache-nez, et le sable dévore la colonnade immense qui, sur le front de mer, prolonge de part et d'autre le monumental ordonnance du palais des Thermes... »

Après le scaphandrier est enfoncé, c'est sous les mots, un déluge d'ém-

mérations - médicaments, maladies, instruments, ossements. Il est généralement gardé, protégé par le foisonnement des phrases, la profusion de cette écriture baroque.

Un dernier mot : même si vous n'êtes pas aussi bavards que Jean Rolin, parlez donc de lui à vos amis, car son éditeur était plus prompt à inviter les critiques aux antipodes pour promouvoir des livres moyens qu'à se battre pour le succès de *L'Or du scaphandrier*, il risque d'être un des oubliés de la rentrée littéraire.

## Ania et le cancer-prétexte

Ania Francos, en revanche, vous allez la voir partout. Cela a commencé avec « Apostrophes », le 2 septembre, et cela va continuer. Chaque journaliste peut déjà imaginer l'excitation de quelques petits chefs : « Le cancer, c'est bon, ça, Coca. Va donc faire une minute quinze sur cette nana qui a écrit *Sauve-toi, Lola*. » (Ne croyez pas que ce soit de la légende. Y'en a-t-il vraiment des comme ça.)

Elle, Ania, va se laisser de répéter : « C'est un roman, ce n'est pas un livre sur le cancer, le cancer n'est que le prétexte », pour s'entendre dire : « Ah ! Samuel Tobman ! Tout le monde l'a reconnu, c'est Léon Schwartzberg. » Non, Samuel Tobman, c'est le cancerologue du roman, « l'emprunte des comportements à cinq ou six médecins différents : encore une fois, c'est un roman », dit Ania. Elle n'est pas Lola Friedlander, la narratrice, même si elle est juive, comme elle ; a un cancer, comme elle ; n'avait plus que trois mois à vivre, comme elle, et peut en parler encore cinq ans plus tard, comme elle.

Restent les autres « clefs » du livre, et ceux qui, tout contents d'avoir reconnu ce Simon Bergman Pierre Goldman, font des commentaires peu amènes sur son « utilisation ». Comme si Ania Francos n'avait pas le droit de s'accorder cette tendresse, un dernier mot à son ami d'enfance, mort voilà juste quatre ans, sous les balles de rieurs qui courent toujours - sans que cela dérange le sommeil des intoxiqués de l'idéologie « sécuritaire ».

Alors, oubliez tout ce qu'on dit, murmure, s'égare et, dès que vous aurez refermé *L'Or du scaphandrier*, ouvrez *Sauve-toi, Lola*. Le retour sur la terre ferme va être rude, mais sain. Car ce n'est pas le même livre

sur le cancer, le nouveau, « comment j'ai vaincu », « comment j'ai sauvé mon sein », ... bref tous ces ouvrages sur lesquels on se précipite dès qu'on a un cancer ou dès qu'on a peur et qui sont, au mieux, ennuyeux, au pire, mortifères.

Là, vous allez en finir avec les diates d'âmes et vous collecter avec le quotidien de l'hôpital de jour. Vous allez y entrer, à Malescourt-sur-Seine, et les voir, ces femmes, « branchées » sur leur perfusion, « accrochées » à leur chimiothérapie, échauffées, mutilées parfois. Avec elles, vous allez craindre la mort, rire, espérer, conjurer l'horreur de la maladie, boire, crier être malade, pleurer, plaisanter, aimer. « Vivre, quoi ! » dit Ania : « c'est comme une péniche de débarquement. On voit que certaines vont mourir, on ne sait pas qui... »

Mais on sait qu'on veut vivre et que c'est une bagarre qui n'aura de fin que si on échoue - si on gagne il faudra toujours veiller...

« C'est un livre sur la vie », insiste Ania Francos, « un livre pour apprivoiser la peur », un roman d'apprentissage, « un roman pour dire aux femmes : avec le cancer, on comprend tout ; on avait une petite histoire et soudain on a un destin. Mais on peut faire l'économie du cancer pour vivre bien, savoir comment ça se joue et ce qui est important... »

## Excès de discrétion

En tout cas, il ne faudrait pas faire l'économie de ce livre décapant, roman d'humour, d'une femme, qui dans l'urgence de son écriture, dit son urgence de vivre, comme elle la raconte dans son appartement clair, accueillant, où l'on a envie de s'attarder. Ania Francos, cheveux roux superbes et œil triomphant, a écrit le premier roman de la défaite du cancer - quel que soit l'avenir de sa propre maladie. Et, s'il se confirme que beaucoup d'hommes d'aiment pas ce livre, parce que les femmes y parlent de leurs corps, tant pis pour eux, ce n'est pas une lecture pour frileux.

Chez Didier Martin, tout est, au premier abord, un peu trop conventionnel : sa quarantaine encore lisse, son appartement très en ordre, sa femme jeune et jolie, leur enfant de cinq mois. Sans être, à proprement parler, timide, il est loin d'être disert. Il répond aux questions sans affectation, mais avec retenue et en

ayant l'air de ne pas être tout à fait là.

Si on devait lui reprocher un excès, ce serait celui de discrétion. Bien qu'il en soit à son dixième roman, avec les *Petits Maitres*, et qu'il soit un écrivain estimé, il est à peine connu : « Je ne suis pas dans le milieu, je ne cultive pas les relations. Certes, je ne dédaignerais pas un prix ou un fort tirage, j'ai envie qu'on me lise ; mais je ne me vois pas faisant le siège de mon éditeur. La première fois j'ai déposé mon manuscrit à l'hôtel. Maintenant... j'y vais environ une fois par an. Je ne sais pas exactement combien d'exemplaires je vendrais, c'est toujours difficile de demander... »

Il parle de sa vie, comme si tout était allé de soi : sa vocation religieuse, ses deux ans de grand séminaire, la guerre d'Algérie et le choix d'être écrivain. Les études de psychologie et la décision de ne pas faire un métier « qui prenne trop de temps et d'énergie et empêche de lire et d'écrire ». Il a donc été chauffeur-secrétaire d'un vieux diplomate, avant d'être employé dans une société de location de voitures et de croquer, il y a quelques mois, sa propre entreprise.

Ce qu'il pense vraiment, Didier Martin le garde pour lui, et cela ne peut manquer d'intriguer, voire d'agaçer. Dans la conversation comme dans son dernier livre, il met tout à distance. On ignore tout du pays totalitaire qui est le cadre des *Petits Maitres*, tout de la fonction réelle de cet établissement pénitentiaire pour hommes dirigé par six enfants. Quelle fascination du monde clos, du monde d'hommes, des relations étranges, entre adultes et enfants, essaie-t-il par là de conjurer ? On ne le saura jamais... Hélier, le narrateur du livre, ne souhaite pas vraiment connaître le fin mot des amitiés, des secrets, des tensions de cet univers carcéral. Il sait qu'il manipule cette prison, mais ne veut pas le voir. Il préfère écrire un livre dont le lecteur s'aperçoit soudain que c'est celui qu'il est en train de lire. On reste un peu sur sa faim, avec des questions et un singulier sentiment de malaise.

JOSYANE SAVIGNEAU.

● L'OR DU SCAPHANDRIER, de Jean Rolin, Lattès, 220 pages, 68 F.  
\* SAUVE-TOI, LOLA, d'Ania Francos, Bernard Bataillon, 347 pages, 79 F.  
\* LES PETITS MAITRES, de Didier Martin, Gallimard, 304 pages, 86 F.

## la vie littéraire

## Ivan Tourguéniev de Bougival

Les troubles qui ont accompagné la célébration du centenaire de la mort d'Ivan Tourguéniev, le samedi 3 septembre, dans la propriété des Frères, à Bougival (voir *Le Monde* du 6 septembre), ont, hélas ! quelque peu détourné l'attention du véritable objet de cet anniversaire : honorer la mémoire d'un grand écrivain russe (1).

Et l'on peut regretter sincèrement que les Soviétiques - en s'associant avec la Société des amis de Tourguéniev et de Pauline Viardot et avec la municipalité de La Celle-Saint-Cloud - aient donné un côté solennel et pompeux, tout empreint de propagande, à une manifestation à la gloire des lettres, dans un délicieux cadre champêtre.

Cependant, du 1<sup>er</sup> au 3 septembre, dans la propriété de Pauline Viardot (sauvée de la destruction grâce à l'action conjuguée de la municipalité de La Celle-Saint-Cloud, du département des Yvelines, de la région Ile-de-France, du ministère de la culture et de l'Etat soviétique), s'était tenu un colloque international sur « Ivan Tourguéniev et l'Europe », organisé par l'Association des amis de l'écrivain.

Déjà a commencé la restauration du chalet de style suisse et russe que Tourguéniev s'était fait construire derrière la demeure principale, une « folie » 1830. C'est là qu'il est mort, et sa chambre mortuaire, reconstruite avec un très grand soin par les élèves de l'école Boule, est enfin ouverte au public.

Deux expositions sont organisées à l'occasion du centenaire de sa mort sur le thème « Tourguéniev et son temps », l'une dans le chalet-datcha de la propriété de Bougival, l'autre à l'hôtel de ville de La

(1) Voir *Romans et Nouvelles*, deux tomes (troisième à paraître). Traduction française de François Flamant et Edith Scherrer. Coll. « La Pléiade », Gallimard 1981 et 1982.

Celle-Saint-Cloud, avec quelque deux cents pièces provenant des musées soviétiques. Jusqu'au 25 septembre.

● Musée-mémorial Tourguéniev à Bougival les mercredis, samedis, dimanches de 14 heures à 18 heures.

● Hôtel de ville de La Celle-Saint-Cloud. Tous les jours de 14 heures à 18 heures.

N. Z.

## Un colloque international d'études occitanes

Le premier colloque de l'Association internationale d'études occitanes, dont le président est l'universitaire britannique Peter Rickert, s'est tenu récemment à Lunel (Hérault), en présence d'une centaine de délégués venus d'Europe, des Etats-Unis et du Japon. Trois thèmes ont été traités : les dix-septième et dix-huitième siècles en Bas-Languedoc, dans le domaine de l'imprimé et de la lecture ; la méthodologie des études occitanes en histoire littéraire, comme en linguistique ; et les troubadours.

Père humaniste, auteur occitan et français, traducteur de textes grecs et latins en occitan, J.-B. Fabre a été le personnage central du colloque. Né à Sommières, en 1727, mort en 1783 à Collioure, il avait laissé des œuvres satiriques et burlesques *lou Sermoun de Moussu Sieste*, dont la plus connue est sans doute *La Comédie Occitane Tolosa*, de Maurice Audric, a interprété, en langue d'oc, *l'Opéra d'Aubais* et le *Trésor de Substancia*, ancien nom de Castelnaud-le-Lès, petite ville aux portes de Montpellier. J.-B. Fabre, qui fut avec régularité jusqu'à la guerre de 1914, avait écrit ces deux courtes comédies à l'apogée de sa paysannerie. Le thème en est simple et populaire : amours contrariés et ruses malicieuses. Il fait penser à Beaumarchais.

R. B.

## au fil des lectures

## Romans Michel Tauriac et le volcan

L'éruption de la montagne Pelée, à la Martinique, en mai 1902, est l'une des catastrophes naturelles qui ont le plus frappé les imaginations, non seulement à cause de son ampleur mais parce qu'elle a été relatée dans les moindres détails, et que les conséquences démographiques et politiques en ont été innombrables. Les trois cent soixante pages très serrées de *Le Fleuve de la passion* de Michel Tauriac restituent tous les aspects de cette catastrophe.

D'abord, le phénomène est tellurique et dantesque : une montagne entière se déplace, entassée de ses pluies de cendres, ce qui permet une description minutieuse et lyrique, souvent aussi inextricable que les caprices de la nature. La première partie du livre offre des scènes étonnamment vivantes, dans une sorte de désordre qui ne manque pas de puissance. Êtres humains, lave, plantes, mer qui se déchaîne, fureur tropicale, panique : tout cela coucouit à une sorte de vérité sans cesse bouleversée.

La deuxième partie du récit s'adresse à la société martiniquaise, telle qu'elle est brusquement remise en cause. Que les gens fuient ou res-

tent sur place, les conventions et les compromis sont soudain rompus, et les passions se donnent libre cours. Ce qui était un équilibre fragile n'est plus que la proie des convoitises. Là aussi, il y a engorgement. Ce ne sont pas tant les individus que Michel Tauriac met en scène mais une multitude de figures tout à coup libérées de leur patience : il suffit de peu de chose pour que la civilisation cède devant les passions les plus basses et les plus spontanées.

La dernière partie du livre est plus conforme à l'idée d'un roman, dans l'acceptation traditionnelle du terme. La montagne s'est apaisée et les ambitions ont repris, dans ce qui est désormais un ordre nouveau. Mais, aux préjugés de jadis, des préjugés à peine différents ont succédé. L'exploitation de l'homme par l'homme continue, et nous sommes en présence d'un roman colonial âpre et vaste, qui nous mène jusqu'à la guerre de 1914. D'abord touffu et sans respiration, puis encombré de visages qui passent sans toujours s'imposer, le roman de Michel Tauriac finit par devenir, dans le dernier tiers, une fresque fougueuse, efficace et impressionnante.

ALAIN BOSQUET.

\* LA FLEUVE DE LA PASSION, de Michel Tauriac. La table ronde, 368 pages, 87 F.

## Vient de paraître

## Romans

GUY LAGORCE, *Le Train du soir*. Trois étres liés jusqu'à la tombe par un secret trop lourd, et la question qui hante l'approche de la cinquantième : lui-il restera dans le « train du soir » qui va vers les renoncements ou continuera dans une interminable fuite en avant ? (Grasset, 259 pages, 65 francs.)

## Essai

MICHEL DEON, *Louis XIV par lui-même*. Le « dossier Louis XIV » par un romancier qui considère ce monarque comme le roi le plus célèbre et le plus méconnu de France. (Ed. Jean-Cyrille Godefroy, 30, rue Bonaparte, 75006 Paris, 309 pages, 79 francs.)

## Document

HENRI ALLEG, *Étoile rouge et croissant vert*, une étude sur l'« Orient soviétique ». « Monter sous leur vrai jour ceux que l'on appelle un peu rapidement les « musulmans d'U.R.S.S. », c'est ce que se propose l'auteur de la *Question*. (Temps actuels, 267 pages, 85 francs.)

## Le magnétoscope au quotidien

Un demi-pouce de liberté  
Qui magnétoscope, quoi ? Pourquoi ?  
« Un bain de référence »  
LIBRAIRIE AUBIER

## VOUS ALLEZ VIVRE A L'ÉTRANGER ?

Vous voulez garder le contact avec la France. Suivre les péripéties de la politique intérieure. Connaître le point de vue de Paris sur les affaires internationales. Ne rien ignorer de l'actualité économique et sociale de l'Hexagone.

## Le Monde

réalise à votre intention  
UNE SÉLECTION  
HEBDOMADAIRE

Vous y retrouverez chaque semaine les informations, les analyses et les commentaires de la rédaction du Monde sur tous les grands et petits sujets de l'heure.

Sur simple demande, vous recevrez un numéro SPÉCIMEN

Service des abonnements

Le Monde

5, rue des Italiens

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : 246-72-23 - Poste 2391

## LIVRES ANCIENS ET MODERNES

Liste n° 83  
Envoi sur demande  
BOUQUINERIE CROIX-D'OR  
109, rue Croix-d'Or  
73000 CHAMBERY

## LIVRES POLONAIS

et livres français  
sur la Pologne  
Catalogues sur demande  
LIBELLA  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4<sup>e</sup>  
Tél. : 326-51-09

## ARTCURIAL LIBRAIRIE

UNE VRAIE LIBRAIRIE  
D'ART CONTEMPORAIN  
7000 titres français et étrangers disponibles  
Catalogues sur demande  
3, avenue Matisse Paris 8, 355 29 81  
mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 30

## OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISE ?

Téléphones d'abord ou venez à la  
LIBRAIRIE  
LE TOUR DU MONDE  
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
Tél. : 286-28-06

- 100 000 livres en stock dans tous les domaines.
- Service de recherches gratuit.
- 5 catalogues par an.
- Achat au comptant.

سكز من الامم



## lettres étrangères

## Quand les intellectuels chinois étaient aux champs...

## ● La réalité de la vie quotidienne du camp par un grand écrivain.

Le 3 novembre 1969, Yang Jiang apprend que son mari, chercheur en chimie à l'Institut des sciences sociales à Pékin, doit partir le 11 dans une « école des cadres » de la province du Henan. Elle le rejoint le 12 juillet 1970. Agée l'an et l'autre de soixante ans, ils resteront dans le Henan jusqu'en mars 1972. De cette expérience, qu'elle vécit quelque vingt millions de Chinois, elle a tiré ces *Six récits de l'école des cadres*, où elle raconte simplement son séjour à la campagne.

A la différence des requérants virulents contre cette « nouvelle réalité socialiste » inventée par Mao pendant la révolution culturelle pour réformer l'idéologie intrinsèquement « malsaine » des « intellectuels puants », ces récits ne comportent aucune animosité, aucune véhémence dénonciatrice. Yang Jiang, qui se révèle ici comme un des écrivains chinois de tout premier ordre, se contente de décrire calmement, avec lucidité et presque sans amertume, la réalité de la vie quotidienne du camp où elle était affectée, un peu à la manière intimiste des *Six récits au fil inconstant des jours* de Shen Fu, à qui elle a emprunté la moitié de son titre (1).

Elle évoque admirablement ses joies, ses désillusions et l'absurdité de son exil. Ses joies, c'est d'avoir eu pour compagnon fidèle un petit chien trouvé, et c'est surtout de n'avoir pas été entièrement séparée de son mari, qui relevait d'une autre section que la sienne et qu'elle était censée ne rencontrer que les jours de repos. Chargé du courrier, celui-ci se rendait en effet à la poste tous les après-midi et faisait un détour pour venir la voir. « Nous avions plus de chance encore que les amoureux des romans anciens et du théâtre classique, qui se fixent des rendez-vous

secrets dans le jardin derrière la maison. » Et elle-même n'hésitait pas à tromper la vigilance de ses chefs pour aller le rejoindre subrepticement dès qu'elle en avait l'occasion. Ses désillusions, c'est d'avoir compris très vite que les paysans considéraient les intellectuels aux champs comme des intrus, et que la fusion souhaitée entre les classes n'était qu'une utopie. En fait de collaboration harmonieuse, les paysans ne cessent de piller le potager, la nuit, pour mieux assurer leur subsistance précaire. Ils allaient même jusqu'à voler les excréments de

l'école, renommés pour faire des engrais de meilleure qualité. Et lorsque Yang Jiang aborde les suicides de collègues ou de son propre gendre, c'est presque par hasard, en ayant l'air de s'excuser d'avoir à mentionner des désagréments.

## Comme des écoliers craintifs

Cette réserve et cette délicatesse rendent son témoignage d'autant plus accablant. L'ineptie du système



\* Bande dessinée tirée d'un fascicule intitulé : « Pour rendre les intellectuels confus ».

qui a obligé des intellectuels raffinés à se comporter comme des écoliers craintifs est ainsi davantage mise en valeur. On retrouve dans ces *Six récits* les réalités humaines complexes, et irrédutibles à de simples clichés de propagande, qui caractérisent les œuvres de Chen Ronxi (2).

Qian Zhongshu, le mari de Yang Jiang, s'étonne dans la préface de l'absence d'un septième récit qui aurait pu être intitulé « Souvenirs de la honte » : honte aux imbéciles aveugles qui ont persécuté d'honnêtes gens ; honte à ceux qui avaient conscience des injustices, mais qui n'ont pas eu le courage de protester. Il est encore sans doute trop tôt pour qu'un tel récit puisse être publié en Chine.

C'est le même Qian Zhongshu (3) qui se plaît à citer ces vers de Liu Yong, poète du onzième siècle, lorsqu'on évoque devant lui son refus de quitter la Chine, en 1949 : « Sans un regret, j'ai resserré ma ceinture, pour elle, je me dois de l'oublier. »

ALAIN PEYRAUBE.

\* SIX RÉCITS DE L'ÉCOLE DES CADRES, de Yang Jiang. Très bien traduit du chinois par Isabelle Landry et Zhi Sheng. Préface de Qian Zhongshu. Éditions Bourgois, collection « Bibliothèque asiatique », 132 pages, 50 F.

(1) Les *Six récits au fil inconstant des jours*, traduits par Pierre Ryckmans aux Éditions Bourgois, sont une excellente chronique de la vie dans la Chine de la fin du dix-huitième siècle. Cf. *Le Monde* du 13 août 1982.

(2) Notamment le *Préfet Yin et autres histoires de la révolution culturelle*, traduit par Simon Leys aux Éditions Denoël. Cf. *Le Monde* du 8 août 1980.

(3) Qian Zhongshu, connu surtout par ses remarquables travaux de critique littéraire, est aussi un écrivain de génie digne d'obtenir le prix Nobel. Nous déclarer Simon Leys dans une interview récente (cf. *Le Monde* du vendredi 10 juin 1983). Il est toujours à l'Académie des sciences sociales de Chine.

## « Le Testament », de Rilke

## ● Un homme partagé entre les exigences de l'art et celles de la passion

Il faut attendre 1974 pour connaître enfin une liasse de feuillets que Rilke avait réunis en 1921 sous le titre : *Le Testament*, et que voici maintenant traduits. Dans ce texte, qu'il souhaitait conserver secret, il avait livré quelques clés très importantes de sa pensée. Cet ensemble de fragments, isolés les uns des autres et comme inachevés, forme une sorte de poétique.

Rainer Maria Rilke a commencé en 1912 les *Élégies de Duino*. La première guerre mondiale interrompit son travail. Il est brièvement mobilisé en 1916, puis, aussitôt les hostilités suspendues, précipité dans les désordres qu'entraînent avec eux l'effondrement de l'Empire austro-hongrois et la révolution soviétique. Au cours de l'hiver 1920, on lui prête le château de Berg. Il pense trouver là le calme et la solitude qui sont nécessaires à la poursuite du cycle des fameuses *Élégies*. C'est alors qu'il rencontre, à Genève, Elisabeth Klossowska, qui signe ses tableaux Baladine et qu'il surmontera Merline. Ce nouvel amour va faire renaitre un conflit que Rilke connaît bien : celui qui sépare l'art et la vie. Il s'en expliquera dans les célèbres *Lettres françaises à Merline* (1), mais surtout, et d'une façon plus radicale, dans *Le Testament*.

Se passe-t-elle à la métamorphose ?

[Toujours s'accomplissant, s'évanouit le monde du dehors (2)].

L'ensemble des *Élégies* le disent : le monde du dehors s'évanouit pour disparaître, dans sa dimension « angélique », en quelques menus signes : le chant d'un jet d'eau, une pluie de printemps, une feuille de noisetier dans le soleil. Alors, l'Amour lui aussi peut revivre à l'aube.

## Au-delà de l'amour

Pour Rilke, la solitude est plus qu'un besoin : c'est une condition. Dans la solitude seulement peuvent croître l'art et la « grande mort ». Pour la solitude et l'Amour étaient également nécessaires, mais le passage de l'une à l'autre ne pouvait qu'être funeste. Le heart entre

car nous ne sommes que l'écorce, que la feuille, mais le fruit qui est au centre [de tout porte en soi].

Rilke tenait pour assuré que chaque homme ne vit qu'un seul conflit, auquel il se heurte périodiquement. Pour lui, la solitude et l'Amour étaient également nécessaires, mais le passage de l'une à l'autre ne pouvait qu'être funeste. Le heart entre

les exigences de l'art et les tentations de la vie compose la matière du Testament.

Le retrait du monde et l'interrogation à propos de ce retrait sont un thème constant de l'œuvre rilkeenne. Il est déjà présent dans la *Princesse blanche*, pièce en un acte qui se place non loin du théâtre de Maeterlinck. Ce retrait n'est pas renoncement, il est dépassement. Comme si Rainer Maria Rilke pensait que le poète devait aller au-delà de l'Amour. Rilke n'abandonne pas Merline, il l'entraîne dans son sillage vers le poème. Ensuite les *Élégies de Duino* trouveront leur accomplissement. Car, à ce moment crucial, les *Élégies* sont le véritable moi du poète. « Je ne puis me défendre de moi », dit-il, « j'abandonne, tout, tout ce qui est mien et, comme je le désire quelquefois, passais aveuglément dans tes bras, m'y perdais — c'est justement quelque chose qui se serait abandonné que tu tiendrais : pas moi, pas moi. » On songe aussitôt à l'« Ich-bas » de la Septième Églogue, et à ces vers :

« Nulle part, bien-aimée, le monde ne sera, si ce n'est l'intérieur. Notre vie se passe entière à la métamorphose ».

[Toujours s'accomplissant, s'évanouit le monde du dehors (2)].

L'ensemble des *Élégies* le disent : le monde du dehors s'évanouit pour disparaître, dans sa dimension « angélique », en quelques menus signes : le chant d'un jet d'eau, une pluie de printemps, une feuille de noisetier dans le soleil. Alors, l'Amour lui aussi peut revivre à l'aube.

HUBERT JUI.

\* LE TESTAMENT, par Rainer Maria Rilke. Traduction de Philippe Jaccottet. Le Seuil, 89 pages, 20 F. \* LE LIVRE DE LA PAUVRETE ET DE LA MORT, par Rainer Maria Rilke. Traduction d'Arthur Adamov. Éditions Actes-Sud, 30 pages, 25 F. \* LA PRINCESSE BLANCHE (SCÈNE AU BORD DE LA MER), Texte français de Maurice Regnaud. Collection « Salus ». Actes poétiques, 38 pages.

(1) Le Seuil, 1950. Voir également le tome 3 des Œuvres de Rilke chez le même éditeur. (2) Les *Élégies de Duino* et les *Sonnets à Orphée*, traduction Arnaud Ginoux. Éditions bilingues Le Seuil, collection « Points ».

## PUBLICATION JUDICIAIRE

Etude de Maître ESCOFFIER, Avocat à la Cour, rue Jean-Baptiste, 69002 LYON. D'un arrêt rendu en audience solennelle par la Cour d'Appel de LYON le 6 février 1981.

ENTRE : L'UNION DES COOPÉRATEURS DE LORRAINE dont le siège est à NANCY (M. et M.), 28, rue H. de Gaulle. LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE des COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION dont le siège est à BOULOGNE - 27-33, quai Le Gille.

ET D'AUTRE PART, Le Société Anonyme A.F.E.R. du ROND-POINT D'HERBEY dont le siège est à CLERMONT-FERRAND, route de Lyon.

Il a été extrait ce qui suit : « Dit que la Société A.F.E.R. du ROND-POINT a convenu à l'immédiation qui lui fait faire d'urgence à quelque titre que ce soit la dénomination ROND-POINT dans son activité commerciale par le jugement du 18 décembre 1972 du Tribunal de Grande Instance de CLERMONT-FERRAND. »

« Dit que l'utilisation faite par la Société A.F.E.R. du ROND-POINT de la dénomination ROND-POINT continue une contrefaçon de la marque ROND-POINT déposée par l'UNION DES COOPÉRATEURS DE LORRAINE le 14 avril 1968. »

Ordonne la radiation de la marque A.F.E.R. du ROND-POINT que la Société A.F.E.R. a elle-même déposée le 13 octobre 1972 et dit qu'expédition du présent arrêt sera transmise par le greffier de la Cour à l'Institut National de la Propriété Industrielle à PARIS en vue de cette radiation.

POUR EXTRAIT : M. ESCOFFIER

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
661 F 1194 F 1727 F 2260 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 634 F 887 F 1140 F

II. - SUISSE, TUNISIE  
454 F 779 F 1105 F 1430 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde  
HORS SÉRIE

## ENFIN LE TOME 2 !

Après le succès du premier recueil, le *Monde* publie, pour la deuxième année consécutive, une sélection de quarante nouvelles parues dans le *Monde Dimanche* depuis 1979.

Quarante nouvelles :

Quarante romans de trois pages !  
Une lecture intense et brève...

## EN VENTE AU MONDE

BON DE COMMANDE « 40 NOUVELLES »

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) ..... x 26 F (Frais de port inclus) = ..... F.M.O.

COMMANDE À FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE

SERVICE DES VENTES AU N° 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

Le Monde

5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

## à travers le monde

## ÉTATS-UNIS

Une grande dame  
des lettres, Jenny Bradley

Les agents littéraires ont perdu leur docteur et leur modèle : Jenny Bradley, qui est morte discrètement sur la Côte d'Azur au début de l'été, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans, était une personnalité légendaire du monde des lettres.

Ignorée du grand public, elle joua pourtant un rôle considérable dans la littérature du vingtième siècle puisqu'elle fit connaître la littérature anglo-américaine aux Européens et la littérature française contemporaine aux Américains en étant l'agent d'écrivains tels que Joyce, Malraux, Hemingway, Henry Miller, Gide, Sartre et Proust.

Née en Belgique, Jenny Bradley avait fait ses études à Paris et à Londres. Fille d'un diplomate belge en poste à Odessa au début du siècle, elle avait rendu visite à Léon Tolstoï à Iasnaïa-Polianna et avait rencontré les plus grandes personnalités de l'avant-garde russe : Alexandre Blok, Dimitri Merezhkovsky et sa femme Zinaïda Gippius, Feodor Solougub, etc.

Ayant épousé en 1921 l'écrivain William Aspenwall Bradley, agent de l'éditeur américain Harcourt Brace, elle fonda son agence littéraire dans son hôtel de l'île Saint-Louis, qui fut longtemps le rendez-vous international des écrivains les plus prestigieux quand « Paris était une fête » et même après la Libération.

Dans l'*International Herald Tribune*, Thomas Quinn Curtiss a salué Jenny Bradley « découvreur de talents, personnalité fascinante... »

## YUGOSLAVIE

Ulysse dans l'Adriatique

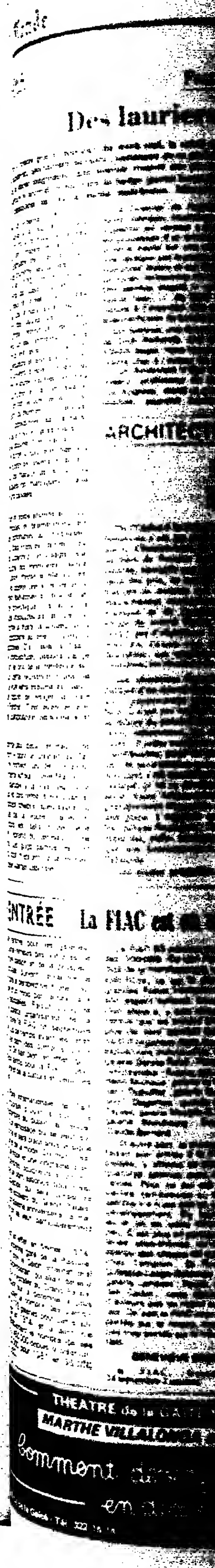
A son retour de Troie, le héros légendaire d'Homère, Ulysse, a erré, porté par « les vents de la mort », non pas le long des côtes tunisiennes et siciliennes, comme le pensent la plupart des hellénistes, mais parmi les îles yougoslaves.

Cette hypothèse est avancée par un géomètre et ancien loup de mer de Dubrovnik, Aristide Vucetic (1884-1975), dans un manuscrit inédit, dont le quotidien *Politika* vient de publier de nombreux extraits. Embarqué depuis sa plus tendre enfance par les contes de monstres marins, de détroits effroyables, de chœurs de sirènes, de cyclopes sauvages ayant peuplé son île natale de Hvar, Vucetic avait entrepris d'identifier les sites géographiques par où serait passé Ulysse. Il affirme avoir découvert la caverne du cyclope Polyphème dans l'île de Hvar, la demeure de la magicienne Circe dans l'île de Korcula, ainsi que l'île des Sirènes dans le canal de Pelješac, le pays des morts dans les terres marécageuses du delta du Pô.

« J'ai résolu le problème et j'ai suivi Ulysse à la trace », écrit Vucetic au début de son volumineux manuscrit, fruit de trois décennies de recherches. Il a entrepris sa propre odyssée en relevant une erreur que commettent, selon lui, les spécialistes d'Homère : lorsqu'il a décrit de Troie la flotte d'Ulysse fut prise sous les rafales du Noto et de l'Euros, des vents du sud et du sud-ouest, elle n'a pu être, contrairement à ce que la plupart affirment, emportée vers les côtes africaines. C'est vers le nord-est, et donc vers la mer Adriatique, inconnue alors des Hellènes, qu'Ulysse fut poussé.

De même, Vucetic remarque que les vaisseaux d'Ulysse sont arrivés au pays des lotophages, « peuple qui n'a pour tous mets qu'une fleur ». Ce pays, il le situe dans les environs de la ville de Dubrovnik, où foisonne le lotus, *Lotus ziziphus*, dont le fruit est comestible.

Vucetic a achevé ses recherches en 1971. Il est mort quatre ans plus tard, convaincu d'avoir trouvé la vérité sur le héros légendaire. — (A.F.P.)





## CINÉMA

## Festival de Deauville

## Des lauriers pour Jessica Lange

Après le temps gris et pluvieux du week-end, le soleil est revenu mais de nombreux spectateurs payants continuent de se plaindre : certains font la queue longtemps sans pouvoir trouver une place. De leur côté, les invités et accredités porteurs de badge (parmi lesquels les journalistes) commencent parfois la même malchance. Mécontentement,

Frances, de Graeme Clifford (un monteur passé à la réalisation) est l'œuvre d'un cinéaste qui a le plus de talent. Le film d'inspiration de l'autobiographie posthume de Frances Farmer, blonde starlette des années 30-40, morte en 1970. On la connaît peu en France car, sauf pour le *Vendé* de Hawks et Wyler (1938) ses rôles dans des productions médiocres n'ont pas laissé de traces. Graeme Clifford s'est un peu trop longuement sur les détails de la jeune actrice avec Hollywood. Son indépendance et son anticonformisme lui valurent d'être broyée par le système. Frances Farmer sombra dans l'alcoolisme et la dépression nerveuse. En fait, le film devient tragique à partir du moment où Frances, décidée à abandonner sa carrière, tombe sous le pouvoir de sa mère tyrannique et abusive (Kim Stanley) qui veut la faire « pour son bien » à être une vedette de cinéma la fait entrer dans une maison de repos puis dans des asiles psychiatriques où elle subit un long calvaire.

La mise en scène abonde en trouvailles horribles et dramatiques sur les salles communes où croupaient les folles. Mais Frances Farmer n'est pas Jean Crawford; un visage célèbre à toutes les époques. Alors, Jessica Lange, même si elle lui ressemble, en donne une interprétation absolument hallucinante dans la déséquilibre psychique, l'éternité d'attitudes masochistes et de révoltes contre la mère, la douleur et la sourde résistance au père (y compris une lobotomie). Si l'y avait à Deauville une compétition, Jessica Lange y recevrait le prix de la meilleure actrice pour cette récréation d'une vie brisée. Le rôle ainsi assumé est peut-être une façon de venger la vraie Frances Farmer. C'est aussi et surtout une composition personnelle et forte.

*L'Homme aux deux cerveaux*, de Carl Reiner - dont on connaît les *Caresses* ne portent pas de costards, avec le même acteur, Steve Martin - est une parodie à la fois des films médiocres et des films d'épouvante. Un chirurgien célèbre, spécialiste du dévissage de la voûte crânienne, tombe dans les filets d'une belle garce et s'empare du cerveau d'une inconnue. Les gags parfois de fort mauvais goût crépitent, à la mirlouille. Steve Martin cabotine.

quelques accrochages avec le service d'ordre : il n'y a cependant pas lieu de dramatiser.

Le festival connaît cette année une poussée de croissance inattendue. Les organisateurs ont pris des dispositions spéciales pour le prochain week-end où l'on prévoit une ruée vers *Zelig* et *Octopussy*.

On attache plus d'importance - mais sa sortie est pour décembre - à *Au cœur du feu* de Roger Spottiswoode, film d'aventures remarquablement réalisé posant avec courage le problème moral et politique des mercenaires de l'information qui deviennent les reporters photographes, à propos de la guerre civile de 1979 au Nicaragua. Nick Nolte, Gene Hackman, Johanna Cassidy et Jean-Louis Trintignant y incarnent certains aspects de l'intervention américaine.

JACQUES SICLIER.

\* *Frances, l'Homme aux deux cerveaux*, *Le Quartier de l'espace* et *Un homme, une femme, un enfant* sont sortis le 7 septembre (voir les films nouveaux).

## ARCHITECTURE

## LE PROJET DE NOUVEL OPÉRA

## Le fantôme et le génie

De l'Opéra à la Bastille, les manifestations n'ont pas manqué, qu'elles soient d'émotion, de scepticisme ou bien de franche hostilité. Et la dernière, marquée par une tardive remise des prix, ne semble pas devoir dissiper le malaise qui entoure ce monumental accouplement de la musique et de l'architecture. Au projet de nouvel Opéra, on oppose trois types d'objections. La première, en ce qu'elle est inutile, le deuxième, son emplacement, et le troisième, les résultats du concours.

Les objections formulées contre l'utilité d'un nouvel Opéra sont, sauf une, proprement inacceptables. Non, il n'est pas vrai qu'on puisse se satisfaire du palais Garnier, qui présente, notamment, les défauts suivants : il coûte extrêmement cher au contribuable, pour ne profiter qu'à un très petit nombre quand le public potentiel s'est considérablement développé, et va se développer encore selon toute vraisemblance ; il est pratiquement impossible d'y obtenir une place, à supposer qu'on ait les moyens financiers ; l'actuel bâtiment est, enfin, inadaptable, tandis que son fonctionnement relève de l'absurde.

Les études préalables, conduites

par la mission Opéra-Bastille, sous la présidence de M. Bloch-Lainé, font, en revanche, apparaître dans les trois hypothèses envisagées une considérable amélioration du fonctionnement du rendement et de l'accessibilité, que la subvention reste fixe (le palais Garnier étant utilisé alors pour la danse en « demi-saison »), augmente légèrement (l'ancien Opéra étant à plein consacré à la danse) ou diminue (la vieille salle étant abandonnée à son fantôme). Seule objection ici recevable, et seul problème à résoudre : trouver-t-on dans l'Hexagone les voix et les instrumentistes capables d'occuper pleinement le scène et, s'il faut les chercher au-dehors, la situation du franc permettra-t-elle de payer ces voix d'or qu'on mesure en dollars ?

Les objections formulées contre son emplacement sont doubles mais différemment recevables. Il est vrai que, pour être symbolique (mais l'Opéra a-t-il vraiment à voir avec la Révolution ? Les fameuses initiales du V.V.E.R.D.I. (1) sont-elles vraiment conformes à la décapitation d'un monarque ?), l'emplacement, et surtout la fontaine, l'écluse du terrain laissent grandement à désirer. Ils sont même assez proches du loufoque. Aussi les contestations difficiles des mille six cents concurrents, leur médiocre capacité à installer un rhinocéros dans une baïonnette-sabot, n'ont-elles rien d'étonnant. A cela, M. Bloch-Lainé objecte, non sans raison, qu'il est temps que les architectes retrouvent le talent des situations inconfortables, puisque les terrains donnés par les tables rases de négature ne sont pas appelés à se multiplier, on s'empêche.

Cela nous amène à la souffrance des défenseurs du patrimoine, devant ce sacrilège qui consiste à « chaotiser les pieds alés du génie de la Bastille » (le Monde du 3 septembre). Alors là, n'exagérons rien, en effet, sous peine d'affaiblir de plus en plus et importantes campagnes. Ou s'il faut lui gémir, allons chaque jour, le cuir chevelu baissant dans le cendrier, pleurer au chevet de Saint-Séverin et nous torréfier les mains devant les vrais crimes de la capitale. Et d'ailleurs, pourquoi soupçonner nos architectes contemporains d'impudence et les tenir pour incapables de faire face au génie du passé ?

Ah ! le soupçon, le terrible soupçon si souvent justifié ! Voici que,

« La saison 1983-1984 du T.P.L. - Théâtre populaire de Lorraine - comporte deux créations : *Léonie* est en avance, de Georges Feydeau, mise en scène de Charles Torjman et René Leyon, décors de Yvan Kikobos, qui commencent en novembre à Thionville et partiront en tournée jusqu'en mars 1984. En avril, un texte inédit de Tahar Ben Jelloun, mis en scène par Charles Torjman et René Leyon, de *De plus, le T.P.L. invite à Thionville et à Metz l'Opéra Quat Sous*, par Jean-Louis Martinelli, le *Cadeau de Peppercorn*, opéra pour fautes et voix naturelles par Giovanni Martini,

THEATRE DES NOUVEAUTES  
24, bd POISSONNIERE - 770.52.76

MICHEL GALABRU  
Il m'a fait une pendant toute une soirée, "respine" de l'ère baroque, et cela est absolument absurde.

Jean-Jacques GAUTIER  
de l'Académie Française (FIGARO-MAGAZINE)  
*L'Entourloupe*  
d'ALAIN REYNAUD-FOURTON  
mise en scène MICHEL MODO

## LA MOSTRA DE VENISE

## « Prénom Carmen », de Jean-Luc Godard

## Oncle Jean et les films B

Le titre est un programme : Carmen encore, avant Francesco Rosi, après Carlos Saura. Avec Prosper Mérimée et Bizet. Mais sans vedettes, sans Isabelle Adjani, à l'origine du film. Et avec, bien sûr, Jean-Luc Godard, héritier de Jacques Prévert.

Mais si Carmen, petite rebelle sans classe, membre d'une bande de jeunes truands modernes aux allures de terroristes, fait le mal, et fait très mal, son « Jules », alias Joseph ex-don José, ne vaut guère le corde pour le pendre. Il reste ce brave pardore, tout-à-coup possédé par le démon de la chair. Car la femme est le péché, le piège, l'amour fou. Trequant Carmen à travers une banque parisienne, Joseph tombe dans ses bras et envoie son uniforme de gardien aux orbes.

Rendez-vous au bord de la mer, un rendez-vous qui rappelle un peu aussi Marguerite Duras et son *Homme atlantique*. La vague toujours recommencée, la mer qu'on dégoûte comme un parfum d'Orient, le griseur sans fin. Le bonheur, le septième ciel, elle, lui, elle. Un seul corps, une même âme : celle d'un siècle qui n'a plus, mais n'interdit pas les excès, les ébats à perdre haleine, l'illusion du bonheur.

Dieu, le grand horloger, a pipé les dés au premier tour. On aime comme on respire, on tue sans rime ni raison, comme autrefois dans *A bout de souffle*, comme dans ces « small pictures » (films B) américains auxquels Jean-Luc Godard a explicitement dédié sa nouvelle œuvre. Tout est jeu, tout est grâce. Il y a l'ancien Jean, le chef déprimé, cinéaste retraité, qui tire les ficelles et va prendre l'air dans une clinique. Et Carmen, sa nièce, qui lui demande de repasser derrière la caméra, de refaire de la mise en scène. Oncle Jean, Jean-Luc Godard en blouse blanche, s'attardant devant le jeune homme, écoute, amusé, sa nièce, « prénom Carmen ». On l'entrevoyait, à plusieurs reprises, complice nerveux de la banda à Carmen.

Décor : les rues de Paris, les salons de l'hôtel Intercontinental, le bord de la mer. Le mal ne fait plus

LOUIS MARCORELLES.

## MUSIQUE

## FESTIVAL DE BESANCON

## L'émouvant retour de Maria Joao Pires

Besançon, resplendissante de soleil, est une ruée bourdonnante de musique en cette première semaine du Festival : les jeunes chefs d'orchestre défilent toute la journée sur l'estrade du concours international, devant une foule enthousiaste. Au conservatoire ont lieu le matin les cours d'interprétation de piano, de Claude Helffer. L'après-midi ceux de chant d'Arlette Auger ; et le soir, des ateliers de musiciens et de danseurs préparent, dans la cour du palais Granvelle, le bal Renaissance qui, le 17 septembre, clôturera un grand cycle de manifestations organisées depuis le mois d'avril avec de nombreuses associations culturelles de la région.

Les premiers concerts ont été surtout marqués par le retour de la jeune pianiste portugaise Maria Joao Pires, qui, après quelques années de concerts et d'enregistrements, merveilleux, avait disparu mystérieusement. On la disait perdue pour la musique. Fine, souriante, au corsage blanc sur une longue jupe brodée, elle nous est apparue presque irrésistible, comme une fée dont on craignait qu'elle ne s'évanouît dans une forêt enchantée. Quelle émotion, tandis que les mains d'elles ont dû se tendre et se tendre, avec ce toucher transparent, le début incertain de la *Fantaisie-sonate* en sol majeur de

Ne disons rien de la soirée du Hard-Baroque, un groupe de jeunes encore mal assuré. Mais il faudra courir samedi prochain au récital de Claude Helffer, qui jouera la 2<sup>e</sup> *Sonate* de Boulez et l'*Opus 106* de Beethoven. Ses cours d'interprétation et d'analyse, qui saisissent avec une intelligence et une sensibilité lumineuses les œuvres de Beethoven, Schoenberg, Bérol et Boulez dans leur mystère créateur et leur clan premier, sont un des événements les plus riches du Festival.

JACQUES LONCHAMPT.

## L'Orne en septembre

Le Septembre musical de l'Orne a inauguré sa première saison par une série de concerts « dispersés » entre six châteaux ou églises de la région d'Argentan et occupant commodément deux fins de semaine.

Le premier week-end musical a eu lieu les 2, 3 et 4 septembre : un récital de musique française dans la belle orangerie du château d'O, une soirée de musique viennoise en l'église Saint-Germain d'Argentan, un carrousel équestre et cuiré au Haras du Pin en furent les meilleurs moments.

Le second week-end musical, les 9, 10 et 11 septembre, se répartit en deux grandes soirées : l'audition intégrale des concertos pour flûte et orchestre à cordes de Vivaldi avec le concours de Jean-Pierre Rampal ; un récital de musique sacrée avec l'Ensemble instrumental de France et la Schola de l'Orne sous la direction de Jean-Pierre Wallez, deux en la magnifique cathédrale gothique de Sées.

Ce premier Septembre musical de l'Orne est dû à l'heureuse entreprise de M. Philippe Toussaint, président du comité d'organisation, ainsi qu'un patronage des notabilités de la Basse-Normandie et du département, à la tête duquel se trouve M. Hubert d'Andigné, sénateur, président du conseil général de l'Orne. Son originalité consiste essentiellement, pour les amateurs de musique, à voir s'ouvrir spontanément pour eux des demeures historiques d'une rare beauté. C'est en ces lieux en effet la limite de la forêt normande et de l'ardoise bleue, où le lumière, sous de grands ciels pommelés, e déjà la douceur des pays de Loire. Le charme y saurait égarer des pierres que des instruments de musique. Ainsi sur le tard, par-delà les parcs, à travers la forêt, les harmonies de la nature chantent leur mystère à la cime des arbres - O musiques ! O cadres séculaires idéalement harmonisés !

O. M.

\* Renseignements, tél. 260-68-67 et (33) 26-74-00 (poste 270).

## RENTREE La FIAC est en avance

Rude rentrée pour les galeries, qui, à peine remises des comptes de la dernière saison et de la prospection estivale, doivent reprendre le collier dans la perspective d'une FIAC avancée d'un mois par rapport aux dates habituelles. Raison invoquée par le comité organisateur de la Foire : faire la FIAC fin septembre donne plus de temps avant les fêtes pour tirer parti des contacts qui y sont pris. On sait bien, en effet, qu'il y a deux temps pour la FIAC : celui de la fête et de la culture et celui des ventes.

La Foire internationale de l'art contemporain s'ouvrira donc le 24 septembre au public, au lendemain d'un vernissage qui se veut exceptionnel et sera placé sous le signe de l'art et de la mode. Dix-huit créateurs de mode et une vingtaine d'artistes peintres, sculpteurs et photographes se sont associés pour créer une collection qui sera présentée dans les escaliers du Grand Palais. Pour son dixième anniversaire, la manifestation se veut particulièrement brillante.

C'est en effet en février 1974, dans l'ancienne gare de la Bastille, que fut créé le Salon international d'art contemporain, qui allait devenir « Foire », s'installer au Grand Palais, réussissant sur la décennie à plus que doubler le nombre des participants - 179 galeries pour cette année (180 en 1974) et à accroître considérablement le nombre de ses visiteurs (450 000 depuis la création, dont 82 000 pour 1981 et 85 000 pour 1982).

GENEVIÈVE BREERETTE.

\* FIAC, Grand Palais, 24 septembre-2 octobre.

## THEATRE de la GAITE MONTPARNASSE

MARTHE VILLALONGA et ANDRE VALARDY

Comment devenir une mère juive en dix leçons

25 rue de la Gaîté - Tél. 322.15.18

du mardi au samedi 20h 15 - dim. 14h 30

مسكن في الرحيل



100



# COMMUNICATION

13

A VOIR

## Ce n'est pas le moment !

Pauvre Badinter, il n'a vraiment pas de veine ! Opposition, majorité, on lui tape dessus des deux côtés. A Rouen, la nuit dernière, c'est lui le responsable de la mort de la fille d'un gardien de prison. En revanche, à la télé, c'est lui qui brime les décrets de la loi de la Caen en leur interdisant de plaider leur cause, à visage découvert, devant les caméras de FR 3.

Entre nous, elle tombe mal, cette émission, très mal (1). A l'avant-veille des municipales de Dreux, au lendemain du drame dont a été victime cette jeune femme, franchement ce n'est pas le moment de nous présenter un réquisitoire contre « l'enfermement » dont souffrent des centaines de milliers de personnes dans les conditions de vie - cellules personnelles, journée continue à l'atelier, quartier libre de 14 heures à 19 heures - se sont beaucoup

améliorées au cours des dernières années. Mais ça, on ne nous le dit pas.

C'est la quatrième fois, en moins de six mois, qu'on essaye de nous apitoyer à l'antenne sur le sort des grands criminels. Et le seul gardien de prison qu'on nous ait présenté entre-temps, on s'est arrangé pour le ridiculiser. Ça part d'un bon sentiment, je le sais bien, ça répond au désir d'éduquer l'opinion, de la préparer à des réformes nécessaires et salutaires : elles ont donné d'excellents résultats à l'étranger.

Seulement voilà, je crains fort que ça ne fasse exactement l'effet contraire en exacerbant la rage et l'angoisse et vengeance de tous ceux - Dieu sait s'ils sont nombreux - qui se sentent menacés. Et qui s'inquiètent plus de leur sécurité que du bien-être de ces condamnés. Pour quoi au juste ? Qu'ont-ils fait ? De quoi sont-ils coupables ? D'un casse

ou d'un assassinat ? Ça, on se garde bien de le préciser, de crainte de nuire à l'image (un peu ombreuse, un peu cachée, quelle importance ?) de taulards préoccupés par le sort de leur pauvre mère ou par les insomnies qui les obligent à prendre un cachet le soir avant de se coucher. Et alors ? Moi aussi. Au lieu de s'attendrir, on s'interroge sur ce qui a bien pu leur valoir d'aussi lourdes peines, des peines de dix à vingt-cinq ans.

Elles leur ont été infligées par un jury populaire, ne l'oublions pas. C'est nous qui les avons mis derrière des barreaux. C'est à nous qu'il appartient de les accueillir à leur sortie, de les réintégrer, de les accepter. Et ce n'est pas en nous montrant méprisamment contre eux qu'on nous y incitera.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) Magazine « Vendredi », FR 3, 20 h 35.

## RADIO-FRANCE ET LA DÉCENTRALISATION

### M. Jeanneney opte pour l'empirisme

Limoges. - « Nous refusons de nous enfermer dans un système ». La situation actuelle résulte d'initiatives plus conjoncturelles que théoriques. C'est comme cela que l'histoire avance. En quelques petites phrases, M. Jean-Noël Jeanneney, P.-D.G. de Radio-France, a fait, mardi 6 septembre, devant le club de la presse du Limousin dont il était l'invité, le point des ambitions proclamées par la société qu'il dirige et prôné le retour à l'empirisme qui lui impose « la rigueur des temps ». « Nous allons avoir à faire de nécessité vertu ».

Il s'agissait de couvrir la France d'un réseau de 60 à 90 radios départementales ou locales de service public, par lesquelles les régions, les « pays » ou les communautés urbaines accèderaient à la parole radiodiffusée. Une intention ambitieuse que les réalités de la crise allaient vite tempérer : il existe, aujourd'hui, quinze de ces stations, une seizième est prévue d'ici à la fin 1983 (Radio-Gironde, à Bordeaux).

De notre correspondant

Pour la suite, on reste dans l'expectative.

En fait, la situation actuelle de la radiodiffusion locale de service public a aussi des explications antérieures à la victoire de la gauche. Il existait depuis des années, et parfois des décennies, des radios régionales diverses : en Limousin, par exemple, la radio régionale est plus que centenaire. Ces radios se retrouvent intégrées à l'O.R.T.F., puis, après l'éclatement de 1974, à FR 3, c'est-à-dire en réalité dépendantes des télévisions régionales.

Radio-France conteste toujours cette « annexion » au nom d'un principe simple : la radio avec la radio, la télé avec la télé. Mais, face à une situation de fait qui la défavorise, Radio-France se lance pour son propre compte à la reconquête du terrain régional. Ses trois premières initiatives extra-parisiennes datent du règne giscardien : Fréquence-Nord à

Lille, Radio-Moyenne à Laval, Melun-FM. Contre les radios FR 3 installées à l'ombre des télé, c'est-à-dire des métropoles régionales, elle joue la carte des villes moyennes et des départements périphériques.

La loi du 29 juillet 1982 a mis fin à la guerre entre FR 3 et Radio-France, en déposant la première au profit de la seconde. Mais cet armistice est gros d'un nouveau problème : la « coexistence » de ces stations, d'origines diverses, n'est pas exactement comparable, et les moyens d'action sont différents.

Une situation conflictuelle et provisoire. « Nous refusons d'apporter des solutions toutes faites », déclare M. Jeanneney : il y a des régions fortes, dont l'identité culturelle est très présente ; d'autres qui sont de simples abstractions administratives. A des situations différentes, il faut des réponses différentes. « D'autant que nous sommes confrontés à des radios décentralisées, les collectivités locales sont fortement sollicitées et que la rigueur les incite de plus en plus à compter leurs sous ».

GEORGES CHATAIN.

## LES DIFFICULTÉS DE LA FILIÈRE PAPIER-IMPRIMERIE

### Le gouvernement met en garde le Syndicat du livre contre des actions contraires à la « liberté d'expression »

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, exprime, dans un communiqué publié mercredi 7 septembre, « ses préoccupations, partagées par le premier ministre et tout le gouvernement, à l'égard de certaines actions mises en œuvre dans la période récente par des organisations syndicales » dans les secteurs de la presse, de l'imprimerie et du papier, qui « mettent en cause, voire en péril, la liberté d'expression ».

« Je comprends tout à fait », déclare M. Fillioud, le colère des travailleurs face aux réductions d'activité de l'industrie graphique et de l'industrie papetière nationales, tandis que des marchés importants continuent d'être passés avec des pays étrangers pour des commandes de fournitures ou des travaux qui pourraient parfaitement être exécutés en France. Les pouvoirs publics sont d'ailleurs décidés à agir pour la protection de ces secteurs. Ils ont entrepris de le faire et poursuivront avec résolution. Cependant, ils ne sauraient approuver ceux qui agissent dans le même sens par des moyens ignorant les principes mêmes des professions de la communication : les libertés sacrées de dire, d'écrire et de distribuer. A terme, tout le monde serait perdant ou maintenu de telles démarches : les usagers et les hommes du métier.

« C'est la seconde fois, depuis le début de l'année, que le gouvernement prend publiquement position contre les méthodes de lutte employées par le Syndicat C.G.T. à l'égard de la presse écrite mais ferme condamnation du premier ministre lors de la prise du pouvoir par des ouvriers du Livre à l'Union de Reims, au mois de janvier, c'est aujourd'hui M. Fillioud qui adresse, en termes certes pesés, une mise en garde à « certaines syndicales ». En vérité, il serait difficile pour les pouvoirs publics de ne pas se manifester après la série d'exactions qui ont marqué les différents conflits de la filière papier-imprimerie depuis le début de l'été.

Des batailles autoritaires de tirage qui ont frappé Libération et le Quotidien de Paris pendant la grève du Matin de Paris en juin à la pression physique exercée sur la direction et la rédaction de ce quotidien pour mettre fin à leur conflit du déversement des carcasses d'imprimés réalisés par une entreprise concurrente de celle de Montsouris ont été difficiles (voir nos dernières éditions) ; au blocage des commandes de la sortie de Point et de l'Express dans cette imprimerie, en passant par la demande de mettre en place une nouvelle direction au Monde en août... la liste des manifestations de la C.G.T. débordant le cadre habituel et légal de l'action syndicale s'allonge.

Et elle risque de s'allonger encore si les adhérents du Livre appliquent la consigne donnée par leur fédération de ne pas imprimer entre le 19 et le 23 septembre les journaux qui s'utiliseraient pas du papier français, en l'occurrence, principalement, celui de La Chapelle-Darblay, occupée par les travailleurs C.G.T. et dont les installations ont été illégalement remises en route).

E. R.

Devenez une lumière en anglais !

PROCHAINS COURS INTENSIFS le 10 septembre 1983  
ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE  
20 passage Dauphine  
75006 Paris - Tél. 325.41.37



nouveau

# drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris  
Téléphone : 246-17-11 - Téléc : Drouot 642260  
Informations téléphoniques permanentes : 776-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures  
sauf indications particulières

MERCREDI 14 SEPTEMBRE (exposition le mardi 13)

S. 8. - Estampes mod. M<sup>me</sup> CORNETTE DE SAINT CYR.

JEUDI 15 SEPTEMBRE (exposition le 14)

S. 9. - Bib. Objets d'ameub. M<sup>me</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.  
S. 14. - Meubles. Objets. M<sup>me</sup> CORNETTE DE SAINT CYR.

ETUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE  
CORNETTE DE SAINT CYR, 24, avenue George-V (75008) - 720-15-54.  
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009) - 770-88-38.

Jeudi 8 septembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : le Franco-tireur.  
De M. Fallevie et J.-Cl. Carrière. Avec B. Locoq, J. Anasse, R. Camoin...  
Pour changer de vie, un cadre décide de se faire renvoyer de son entreprise afin de toucher l'indemnité de son licenciement. Il commence à tout critiquer, mais le directeur général, au lieu de le prendre mal, le félicite. Une fable à la Faillivie : sociologie, humour, sur les comportements de groupe.  
22 h Caméra festival : Les grands mystères de la musique.  
Emission de C. Laperrière et B. Gouley. Réalisation P. Nivollat.  
L'univers de Gian Carlo Menotti.  
23 h 15 Journal.  
23 h 30 Un soir, une étoile.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Série : le Corsaire.  
D'après J. Conrad, réal. F. Giraldi.  
Le capitaine Peyrol, vieil écumeur des mers qui aspire au repos, s'installe chez la belle Arlette, près de Hyères, mais la mer qu'il n'a plus qu'à contempler est encore toute sa vie.  
21 h 40 Magazine : Résistances.  
Magazine des droits de l'homme, de S. Langlois.  
Retour de l'indispensable magazine des droits de l'homme. Spécial Chili, à l'occasion du dixième anniversaire du coup d'Etat.  
22 h 55 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma 16 : le Prix de la terre.  
D'A.-C. Charpentier. Réal. M. Subiela, avec F. Dyrek, B. Pons, A. Roussel...  
Culpabilisé par la disparition de sa femme, morte d'épuisement sur le domaine, algir, Richard Marceau se prend pour Dieu, ordonne la Loi à laquelle tous doivent prier, fils et chien confondus. Sur le thème du conflit des

généralions et de la névrose du père en milieu paysan, une somme de clichés, une démonstration ambiguë.  
22 h 5 Journal.  
22 h 25 Boîte aux lettres : Les intellectuels de gauche sont-ils silencieux ?  
Magazine littéraire de J. Garcin.  
A la suite de l'enquête publiée dans le Monde sur le silence des intellectuels face au pouvoir, Jérôme Garcin a invité : Michel Drouot (cinéaste), Roland Castro (architecte), Jean Daniel (directeur du Nouvel Observateur), Jean-Pierre Faye (philosophe), Jean Dutourd (journaliste à France-Soir).  
23 h 30 Prélude à la nuit.  
Sonate pour violon et piano, de C. Debussy, par O. Charlier, violon, et A. Quétier, piano.

## FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 6 Série documentaire : La vie de château (Saint-Agil).  
17 h 11 Théâtre : extraits de *Mémoires du malheur*, de Jérôme Savary.  
18 h 25 Rocking Chair.  
19 h 10 Dessin animé : Vagabul.  
19 h 15 Informations régionales.  
19 h 35 Feuilleton : Malaventure.

## FRANCE-CULTURE

20 h Théâtre ouvert, à Amiens : « Diner », de L. Renou ; et débat : « L'écriture en double jeu », avec R. Abirached, E. Corman, D. Lemahieu, V. Théophilides, J.-M. Lhotte et J. Niechez.  
22 h 30, Nuits magiques.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 17 août 1983 à la Sainte-Chapelle de Paris) : œuvres de Caccini, Frescobaldi, Ferrini, Legrenzi, Bassini, d'Asarga, avec R. Jacobs, haute-contre, Y. Reperant, clavier.  
22 h, Cycle acoustique.  
23 h, Fréquence de nuit : musiques de l'Inde.

Vendredi 9 septembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h Vision plus.  
12 h 30 Le bar de l'été.  
13 h Journal.  
13 h 35 Action : Colditz.  
16 h 30 Croque-vacances.  
18 h Le rendez-vous.  
18 h 10 Revolver : Schummeister, l'espion de l'empereur.  
19 h 5 Météorologie.  
19 h 15 Emissions régionales.  
19 h 40 Jeu : Super-défi.  
19 h 45 Jeu : Mémoires-les.  
20 h Journal (à 22 h 10).  
20 h 35 Au théâtre ce soir : Je leur laisserai un mot.  
De R. Sichel. Mise en scène de M. Fournel, avec G. Fontana, M. Subor, E. Beldi.  
Un journaliste séduisant mais sans scrupules n'hésite pas à utiliser les confidences de sa maîtresse pour faire la « une » de son journal. Mais, cette fois, il va trop loin.

22 h 20 Le jeune cinéaste français de court métrage.  
Toïa Moreno, de G. Krawczyk.  
22 h 30 Journal et Cinq jours en Bourse.  
22 h 50 Un soir, une étoile.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE.  
12 h Journal (à 12 h 45).  
12 h 10 Platine 45.  
12 h 30 Série : Les amours des ennées grises.  
13 h 30 Série : La Virginien.  
14 h 45 Aujourd'hui la vie.  
15 h 45 Dessin animé.  
15 h 55 Sports été.  
18 h Récit A2.  
18 h 40 Flash info.  
18 h 50 Des chiffres et des lettres.  
19 h 15 Emissions régionales.  
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.  
20 h Journal.

21 h 35 Feuilleton : L'homme de la nuit.  
Réal. J. Bunnell.  
Petrograd en 1917. Le prince Naskine et sa jeune épouse Maria s'apprêtent à passer leur nuit de nocce dans le train qui démarre quand une violente dispute éclate... Frank, un ami, empêche Maria de quitter son mari, qui la découvre plus tard dans les bras de Frank. Ce fut le premier roman de Gaston Leroux n'est pas le meilleur, et Juan Bunnell a manqué de moyens quand il a réalisé ce feuilleton en 1980.  
21 h 35 Apostrophes.  
Magazine littéraire de S. Pivot.  
Sur le thème « crime et violence dans la Rome antique », sont invités : P. Grimal (Rome, les siècles et les jours), J.-N. Robert (les Plaisirs à Rome), M. Serres (Rome, le livre des fondations et Détachement) et J.-M. de Montigny (pour le Secret du royaume, de Mika Waltari).

22 h 55 Journal.  
23 h 10 Cinéma : d'été, cinéma d'extérieur : C'est encore loin, l'Amérique.  
Film français de R. Coggio (1970), avec R. Coggio, E. Huppert, A. Fraïon, D. Evenou, G. Gérard, L. Spiegelman.  
Un jeune juif, qui a tourné un film porno mais prétend devenir un nouvel Orson Welles, cherche à bluffer une romancière débutante rêvant, elle-même, d'être star de cinéma. Rencontre de deux mythomanes « paumés », dans une comédie originale où une bouffonnerie un peu forcée à des moments dramatiques.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévisions régionales.  
Programmes autonomes des douze régions.  
19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.  
20 h Les jeux.  
20 h 35 Vendredi : La prison sans visage.  
Magazine d'information d'A. Campana.  
Un reportage de G. Fallin et R. Michel au centre de détention de Caen, un établissement pénitentier pour longues peines. Les prisonniers sont montrés le visage découvert, malgré l'opposition de la chancellerie et du garde des sceaux M. Robert Badinter (protection du prisonnier et de la famille).  
21 h 30 Journal.  
21 h 50 L'arbre qui parle.  
Emission de M. Gérard.  
Un groupe de jeunes décide de monter un spectacle au pied d'un arbre bicentenaire menacé par un programme immobilier. Le projet, mis en péril faute de subvention, est sauvé grâce à l'intervention bienveillante d'une équipe de télévision. Les dialogues, d'une pauvreté déconcertante, et l'enthousiasme des jeunes façon Hollywood chewing-gum rendent ce téléfilm insipide.

22 h 45 Prélude à la nuit.  
Sonate n° 1 en fa mineur, de J. Brahms, par H. Bosch, piano et A. Angier, clarinette.

## FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 6 Les postiers de nuit.  
17 h 20 Giotto.  
17 h 57 Fête de la musique 1983.  
18 h 55 Informations nationales et internationales.  
19 h 10 Dessin animé : Vagabul.  
19 h 15 Informations régionales.  
19 h 35 Feuilleton : Malaventure.

## FRANCE-CULTURE

10 h 45, Le texte et la marge : « La Reconstitution », avec A. Dulot.  
11 h 2, Musique et nature, par D. Caux (et à 13 h 30, 16 h).  
12 h 5, Agora.  
12 h 45, Panorama.  
14 h, Sons.  
14 h 5, Un livre, des voix : « Les Enfants de minuit », de S. Rushdie.  
14 h 47, Les après-midi de France-Culture : Les inconnus de l'histoire (Jean Martelhe).  
18 h 30, Feuilleton : Le nommé Jeudi.  
19 h, Actualité magazine.  
19 h 30, La géographie humaine : Espace et société.  
20 h, Terres de bonne espérance, par R. Auguet.  
21 h 30, Musique : Black and blue (le monde des disques).  
22 h 30, Nuits magiques.

## FRANCE-MUSIQUE

12 h, Actualité lyrique.  
12 h 35, Jazz, s'il vous plaît.  
13 h, Avis de recherche.  
13 h 30, Jeunes solistes : œuvres de Brahms, Debussy, Poulenc, avec D. Vidal (clarinette) et N. Rivière (piano).  
14 h 4, Equivalences.  
14 h 30, Astoria de... Gustav Leonhardt : œuvres de Bach, Couperin, Purpora, Haendel.  
17 h 5, Répères contemporains : Félix Ibarondo.  
18 h, Jazz : Le clavier bien rythmé.  
18 h 30, L'imprévu.  
20 h 20, Concert (émis de Sarrebruck) : Concerta pour piano et orchestre, de Schoenberg. Harmonica, concerta pour orchestre avec solo de tuba de Lachenmann. Coma una ala de fuerza : luz pour soprano, piano, orchestre et bande, de Nono, par l'Orchestre radiophonique de Sarrebruck, dir. H. Zender ; sol. : S. Taskova, soprano, R. Nabuzkidi, tuba, A. Konarsky, W. Klenn, piano.  
22 h 15, Fréquence de nuit : musique classique italienne, avec V. Khan, sitar, Z.A. Khan, tabla.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### JEUDI 8 SEPTEMBRE

- M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, répond aux questions des auditeurs dans le magazine « Europe Plus » sur Europe 1, à 19 h 30.

### VENDREDI 9 SEPTEMBRE

- M. Michel Noir, député R.P.R. du Rhône, est l'invité de l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C., à 8 h 15.  
- M. René Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité, participe au journal de R.T.L. à 18 heures.

### « P.P.D.A. » superstar

Les médias ne connaissent qu'une seule loi : la présence. Patrick Poivre d'Arvor n'y échappe pas. Depuis qu'il ne présente plus le journal de 20 heures, on le voit partout. Dans les soles de cinéma, au restaurant avec Christine Ockrent, dans le bureau du directeur de l'information d'Antenne 2, à qui il a proposé une nouvelle émission. Les uns supputent les chances de « P.P.D.A. », sur TF 1, parlent de lui pour R.T.L. ou le guettent dans les couloirs de Canal plus. Les autres suivent attentivement son jogging matinal, assurent qu'il répond lui-même aux milliers de lettres de ses admirateurs, ou qu'il travaille à un scénario de film. On attend ses communiqués, on dissèque ses moindres phrases. Gageons que après une telle préparation d'artillerie, la remise de notre confrère sur Antenne 2 (à 11 heures) va pulvériser les records d'audience.

J.-F. L.

55-11-11-11



REPRODUCTION INTERDITE

	largeur	largeur T.T.E.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,87
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

## ANNONCES CLASSEES

	la semaine	la semaine T.T.E.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

\* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.



### emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

As a worldwide leading company in our field we produce high class chemical products.  
For one of our manufacturing plants in the Federal Republic of Germany we require a qualified, innovative

### CHEMICAL ENGINEER OR CHEMIST for the area Fibre Reinforced Plastics

Within this area you will be responsible for product and application development as well as the technical service for our European clients.

This interesting, manifold task demands a university degree as chemist or chemical engineer, preferably with experience in Thermosetting Resins, Fibre Reinforced Plastics, Corrosion Control or Structural Applications.

Besides this we expect from you a lot of engagement, own initiative, willingness to travel and good knowledge of the English and - preferably - of the German language.

Please only contact us in writing (complete application material) via our agent Personalwerbe Union GmbH. Your application will be treated absolutely confidential.

Personalwerbe  
Union GmbH  
Personalberatung  
Einschütteler  
Straße 64-66  
2000 Hamburg 50  
Telefon (040) 4 36 28 18  
und 4 39 55 91

**PERSONALWERBE  
UNION**



### emploi régionaux

#### HYPERELEC

Société d'un important ensemble industriel  
recherche pour BRIVE (Corrèze)

#### ingénieurs informaticiens

Expérimentés gestion-production sur 43XX  
pour postes :  
• responsable informatique gestion  
• chef de projet.

#### BTS Comptabilité ou DUT Finances-Comptabilité

pour comptabilité et contrôle budgétaire  
dans unité industrielle (développement et  
production).  
DECS souhaité.

Dégradés OM - Anglais indispensable.  
Envoyer C.V. photo et prétentions à  
Secrétariat du Département du Personnel  
Av. E. Freyssinet - 19106 BRIVE.

ENTREPRISE MECANIQUE  
DE PRECISION  
Ville universitaire Centre-Ouest  
recherche :  
**DIRECTEUR GENERAL**  
Ingénieur, expérience spécialisée  
en gestion et fabrication  
mécanique.  
Adresser C.V. et prétentions  
à : M. S. 028 le Monde Pub.  
services Annonces Classées,  
5, r. des Italiens, 75009 Paris.

P.M.E. fabricant matériel  
sanitaire recrute son  
**DIRECTEUR COMMERCIAL**  
France-export, expérience mini-  
mum 5 ans dans le secteur  
d'activité. Bonne introduction  
indispensable.  
Ecrire sous n° 80.484 Agence  
Havas 13000 Marseille.

#### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Organisation Intercommunale  
(40.000-80.000 habitants)  
Connaissances : administration  
communale et sens des  
relations publiques.  
Correspondance à :  
M. SOLICIERON  
Député-Maire  
Mairie de Ville  
16016 ANGOULEME CEDEX.  
Tél. : (18-45) 38-88-44.  
avant le 14 septembre prochain

#### CAPEV

Le Comité d'Aménagement  
des VOSGES  
**EPINAL**  
recherche son

#### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

140.000/200.000  
selon expérience.  
Indispensable de type ESC  
Sciences Po, Sciences ECO  
ou équivalent.  
Poste à forte autonomie.  
Rémunération  
de négociateur.

Téléph. au 81 335-42-63 ou  
adresser C.V. détaillé, Cabinet  
**CLAUDE BLIQUE**  
S.P. 3007  
54013 NANCY CEDEX  
du transmettra  
confidentiellement les dossiers.

Nous prions les lecteurs répondant aux  
« ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir  
bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe  
le numéro de l'annonce les intéressant  
et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit  
du « Monde Publicité » ou d'une agence.

#### LA VILLE DE BREST recrute UN DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Soit par voie de détachement  
Soit sous contrat  
(environ 180.000 F/an)  
L'intéressé devra maîtriser les  
mécanismes d'intervention éco-  
nomique, le droit des affaires,  
avoir une grande aptitude aux  
négociations, à l'étude des  
dossiers financiers et juridiques,  
un goût prononcé pour l'ensei-  
gnement comptable ainsi que la  
« chose publique », et posséder,  
si possible, une expérience  
des affaires industrielles.

Pour acte de candidature au  
Cabinet de M. le Maire de Brest  
Réglement  
Hôtel de Ville  
28200 BREST.

#### UN JEUNE INGÉNIEUR

pour prendre immédiatement  
la responsabilité de notre  
entrepris mécanique  
(effectif commandé :  
80 personnes)  
Nous sommes une société  
saine, dynamique et innova-  
trice, d'importance moyenne.  
Notre domaine est la première  
transformation des métaux. Lo-  
calisation : PICARDIE. La qua-  
lité de notre travail est un  
facteur clé de notre réussite.  
Nous recherchons un homme  
de caractère, étendu par de  
larges responsabilités sur tous  
les plans humain et technique.  
Quelques années d'expé-  
rience, un stage supérieurs.  
Envoyer C.V. s/n° 8.790  
le Monde Pub.  
Service Annonces Classées  
5, r. des Italiens, 75009 Paris.

### OFFRES D'EMPLOIS



recherche dans le cadre de son expansion pour commercialiser  
des Alimentations stabilisées à découpage

#### INGENIEUR-TECHNICO-COMMERCIAL CHEF DE PRODUITS

- parlant anglais, dynamique, organisé, méthodique
- expérience réussie de vente exigée
- niveau BTS électronique
- libre dès que possible.

Envoyer C.V. et prétentions à Direction du Personnel  
GOULD INSTRUMENTS SAF - 57, rue Saint Sauveur  
91160 Ballainvilliers près Longjumeau

### GROUPE VICTOIRE

Un des premiers groupes d'Assurances recherche pour son  
Département « DOMMAGES AUX PERSONNES » à PARIS un

#### JEUNE DIPLOMÉ, IUT DE GESTION OU INFORMATIQUE OU FORMATION SIMILAIRE

pour poste d'Assistant en organisation orienté vers l'informatique.  
Évolution intéressante le cas échéant.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : M. J. D.  
GROUPE VICTOIRE, Mme LEBERT,  
52, rue de la Victoire - 75009 PARIS

Poste à Paris.

### L'AIR LIQUIDE

L'AIR LIQUIDE spécialisé dans la fabrication des gaz de  
l'air, accorde une place importante à son informatique et  
souhaite, dans le cadre de son développement, intégrer des

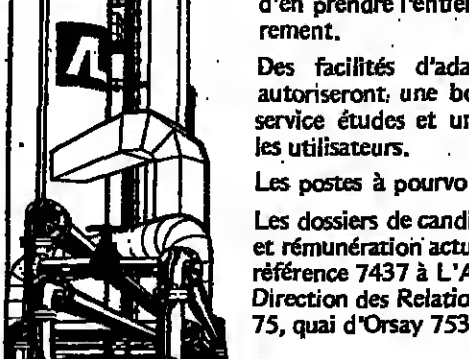
#### Ingénieurs informaticiens grandes écoles

Débutants ou ayant une courte expérience  
sur IBM et / ou IDMS et sur HP 3000.

Les applications traitées sont à même de  
motiver des candidats de valeur, désireux  
d'en prendre l'entière responsabilité ultérieure-  
ment.

Des facilités d'adaptation et de contact  
autoriseront une bonne intégration dans le  
service études et un dialogue efficace avec  
les utilisateurs.

Les postes à pourvoir sont situés à PARIS 7<sup>e</sup>  
Les dossiers de candidature avec C.V., photo  
et rémunération actuelle sont à adresser sous  
référence 7437 à L'AIR LIQUIDE  
Direction des Relations Humaines  
75, quai d'Orsay 75321 PARIS cédex 07



### sales officer

#### LEASING-LOCATION

#### PARIS

La filiale CREDIT-BAIL de THE FIRST NATIONAL BANK OF

#### BOSTON

recherche un Sales Officer expérimenté.  
Dans le cadre de la croissance importante des activités de BOSTON CREDIT-BAIL, celui-ci  
aura la responsabilité de la commercialisation de nos produits (leasing et location) destinés à  
financer l'achat d'équipements lourds (plus particulièrement informatiques) des entreprises.

Ce poste conviendra à une personnalité ouverte, pragmatique, imaginative et ayant un excellent sens commercial.  
Nous sommes prêts à examiner des candidatures de jeunes ayant une première expérience et disposant d'une  
bonne formation, mais surtout celle d'  
**INGENIEURS COMMERCIAUX**  
(secteur informatique si possible).

L'Anglais serait un atout supplémentaire dans le cadre d'un développement ultérieur de carrière attraitif  
au sein de la Banque.

Merci d'adresser votre C.V. et prétentions sous réf. BB 40 au Conseil à qui nous avons confié cette  
recherche et qui traitera les dossiers en toute discrétion  
**COCEPLAN**  
Tour de Lyon - 185, rue de Bercy  
75012 PARIS

Envoyer C.V., photo et prét. sous réf. 75985 à  
CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra  
75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

### OFFRES D'EMPLOIS

#### CARRE NATIONAL D'ASSURANCE MALADE DES TRAVAILLEURS NON SALARIES

recherche pour son service juridique

#### CADRE

- Titulaire maîtrise en droit.
- Ayant une première expé-  
rience dans un organisme  
social ou d'assurances.
- Rémunération annuelle  
55.000 F.
- Lieu de travail : proche ban-  
lieue nord PARIS.

Adresser lettre manuscrite, C.V.  
et photo sous référence 2.038,  
51, bd Bonne-Nouvelle  
75003 PARIS CEDEX 02.

### Sté FRANÇAISE

#### PRODUITS DE LUXE

cherche

#### ANIMATEUR VENDEUR

DE GRANDE CLASSE

Capable diriger équipe  
pour lancement mondial  
d'un produit nouveau.  
Voyages à l'étranger à prévoir.

Nécessaire : connaissance anglaise,  
française, allemand, italien,  
espagnol, russe, japonais.  
Avoir expérience d'une dizaine  
d'années dans ce domaine.

Poste à Paris.

Ecrire sous le n° T 041.592 M

#### RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Beaumartin, Paris-2<sup>e</sup>.

Ville de SAINT-DENIS

(Seine-St-Denis) 92.000 hab.

recherche selon cond. statutaire  
(mutation de l'inscription  
sur liste d'aptitude).

#### ATTACHÉ(e) p. direction

Service gestion du personnel  
(recrutement, formation, ta-  
bleau de bord, statistiques, in-  
formation du personnel, rela-  
tions avec représentants du  
personnel). Expérience : service  
du personnel souhaitée.

#### ATTACHÉ(e) p. direction

service enseignement  
facilités contact et bonne  
connaissance milieux scolaires  
et universitaires.

Adresser cand. + C.V. à  
M. le Maire

93206 Saint-Denis, Cedex 1.

#### ENTREPRISE DE PRESSE

SPÉCIALISÉE  
recherche pour sa revue  
technico-économique :

#### JOURNALISTE

- Ayant bonne connaissance  
secteur ÉNERGIE.
- Dactylo et anglais indén-  
iable.
- Libre immédiatement.

Envoyer C.V. et prétentions  
sous n° T 41.595 M

#### RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Beaumartin, Paris-2<sup>e</sup>.

Rech. jur. doct. en droit ou d'un  
D.L.A. sur le droit de l'énergie  
div. : 555-00-30 - adresse n° 7.

P.M.E. Paris-2<sup>e</sup> arrondissement,  
rech. : micro-ordinateur 25 h. semaine  
**COMPTABLE MÉCANO**  
pour Micro-Ordinateur  
pays occidentaux, sociétés.  
Adresser C.V. + photo à :  
S.C.F. Références : NOIRCHAUD,  
100, rue Lafayette  
75010 PARIS.

### ONCES CLASSEES - OFFRES D'EMPLOI - ANNON

#### Le Monde consacre 3 suppléments "Informatique"

lors du Sicob :

**Mercredi 21 Septembre :** La Filière Electronique deux ans après

**Vendredi 23 Septembre :** Problèmes Horizontaux de l'informatique

**Mercredi 28 Septembre :** Le phénomène de la micro-informatique.

Pour les réservations d'emplacements  
tous formats (2 col et +) à la suite du  
cahier rédactionnel, merci de contacter  
votre agence de publicité.

régie presse  
**Le Monde**

Service des Annonces classées  
DIR. J. DEGAVE  
CHEF DE PUB. D. LE DREN  
85 bis, rue Beaumartin, 75002 PARIS  
Tél. : 239.44.21 et 296.15.01



L'INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE  
situé à RUEIL-MALMAISON (92)  
recherche pour sa Direction Informatique

#### INGENIEUR DEBUTANT

ou ayant une première expérience

Formation : Ecole d'ingénieurs ou équivalent.

Pour assister le responsable du réseau interne  
tant au niveau opérationnel et évolution,  
qu'au niveau assistance aux utilisateurs.

Envoyer C.V., photo et prét. sous réf. 75985 à  
CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra  
75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

### Société d'ingénierie

proche banlieue Ouest recherche

#### INGENIEUR INFORMATICIEN

débutant ou première expérience

pour maintenir et développer informatique de gestion.

Env. dossier complet (lettre man., C.V., photo) s/n° 8.781  
le Monde Pub. services ANNONCES CLASSEES  
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

#### COMPAGNIE D'ASSURANCES

recherche pour son service  
**COMPTABLE FRANÇAIS**  
CONTRÔLE DE GESTION.

#### UN ASSISTANT

DE FORMATION COMPTABLE,  
pour lui confier des travaux  
d'audit. Ce poste est évolutif  
vers des fonctions de responsa-  
bilité en comptabilité, pour un  
candidat de valeur qui justifie  
d'une formation supérieure  
(D.E.C.S. et I.U.T.).

Env. à l'ÉPARFEN DE FRANCE  
sa réf. S.C.G. 09, 85, rue Joui-  
roy, 75547 PARIS Cedex 17.

CABINET DE RÉVISION  
COMPTABLE FRANÇAIS A  
VOCACTION INTERNATIONALE  
recherche plusieurs collabo-  
rateurs de haut niveau respon-  
sables de la C.E.S. étudiants du  
diplôme de révision comptable.  
expérience minimum en cabinet.  
2 années continues, connais-  
sance d'une langue étrangère  
souhaitée. Age optimal : 20-  
30 ans. Carrère soumise.  
Envoyer C.V. et prétentions à :  
MAURICE DURAND  
CABINET CONSTANTIN  
80, rue CAUMARTIN  
75009 PARIS.

### OFFRES D'EMPLOI

#### SEURS CONSEILS

recherche pour son service juridique

#### CADRE

- Titulaire maîtrise en droit.
- Ayant une première expé-  
rience dans un organisme  
social ou d'assurances.
- Rémunération annuelle  
55.000 F.
- Lieu de travail : proche ban-  
lieue nord PARIS.

Adresser lettre manuscrite, C.V.  
et photo sous référence 2.038,  
51, bd Bonne-Nouvelle  
75003 PARIS CEDEX 02.

### Sté FRANÇAISE

#### PRODUITS DE LUXE

cherche

#### ANIMATEUR VENDEUR

DE GRANDE CLASSE

Capable diriger équipe  
pour lancement mondial  
d'un produit nouveau.  
Voyages à l'étranger à prévoir.

Nécessaire : connaissance anglaise,  
française, allemand, italien,  
espagnol, russe, japonais.  
Avoir expérience d'une dizaine  
d'années dans ce domaine.

Poste à Paris.

Ecrire sous le n° T 041.592 M

#### RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Beaumartin, Paris-2<sup>e</sup>.

Ville de SAINT-DENIS

(Seine-St-Denis) 92.000 hab.

recherche selon cond. statutaire  
(mutation de l'inscription  
sur liste d'aptitude).

#### ATTACHÉ(e) p. direction

Service gestion du personnel  
(recrutement, formation, ta-  
bleau de bord, statistiques, in-  
formation du personnel, rela-  
tions avec représentants du  
personnel). Expérience : service  
du personnel souhaitée.

#### ATTACHÉ(e) p. direction

service enseignement  
facilités contact et bonne  
connaissance milieux scolaires  
et universitaires.

Adresser cand. + C.V. à  
M. le Maire

93206 Saint-Denis, Cedex 1.

#### ENTREPRISE DE PRESSE

SPÉCIALISÉE  
recherche pour sa revue  
technico-économique :

#### JOURNALISTE

- Ayant bonne connaissance  
secteur ÉNERGIE.
- Dactylo et anglais indén-  
iable.
- Libre immédiatement.

Envoyer C.V. et prétentions  
sous n° T 41.595 M

#### RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Beaumartin, Paris-2<sup>e</sup>.

Rech. jur. doct. en droit ou d'un  
D.L.A. sur le droit de l'énergie  
div. : 555-00-30 - adresse n° 7.

P.M.E. Paris-2<sup>e</sup> arrondissement,  
rech. : micro-ordinateur 25 h. semaine  
**COMPTABLE MÉCANO**  
pour Micro-Ordinateur  
pays occidentaux, sociétés.  
Adresser C.V. + photo à :  
S.C.F. Références : NOIRCHAUD,  
100, rue Lafayette  
75010 PARIS.

#### ENTREPRISE

recherche pour son service juridique

#### CADRE

- Titulaire maîtrise en droit.
- Ayant une première expé-  
rience dans un organisme  
social ou d'assurances.
- Rémunération annuelle  
55.000 F.
- Lieu de travail : proche ban-  
lieue nord PARIS.

Adresser lettre manuscrite, C.V.  
et photo sous référence 2.038,  
51, bd Bonne-Nouvelle  
75003 PARIS CEDEX 02.

### Sté FRANÇAISE

#### PRODUITS DE LUXE

cherche

#### ANIMATEUR VENDEUR

DE GRANDE CLASSE

Capable diriger équipe  
pour lancement mondial  
d'un produit nouveau.  
Voyages à l'étranger à prévoir.

Nécessaire : connaissance anglaise,  
française, allemand, italien,  
espagnol, russe, japonais.  
Avoir expérience d'une dizaine  
d'années dans ce domaine.

Poste à Paris.

Ecrire sous le n° T 041.592 M

#### RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Beaumartin, Paris-2<sup>e</sup>.

Ville de SAINT-DENIS







## Les pompiers et les architectes

## Les pays latino-américains craignent une récession généralisée

Or les Latino-Américains étaient très précis dans certaines demandes. Après avoir constaté que bien des prêts avaient été reconduits à des taux d'intérêt supérieurs aux taux initiaux, et que pour des délais plus courts, ils souhaïtaient que les pays industrialisés fassent un effort proportionnel à leur responsabilité dans la crise, et qu'ils abaissent les taux. En contrepartie, ils proposaient de consacrer une part fixe ou variable de la valeur de leurs exportations au paiement des intérêts de leurs dettes, et de confier à certains organismes le contrôle d'une telle disposition.

A quelques reprises, on entendait une autocritique de la part des pays aujourd'hui assésés par leurs créanciers. Très peu, à dire vrai. Or le pays hôte, le Venezuela, est un cas typique de faillite par carence interne. Comment comprendre, en effet, que le pays de quatre millions d'habitants, à qui son pétrole rapporte bon an mal an 15 milliards de dollars (soit une recette six fois supérieure, par habitant, à celle du Brésil), en soit arrivé à déclarer pour la troisième fois cette année qu'il ne pouvait faire face à ses échéances ? Jusqu'à l'an dernier, le gouvernement du Venezuela avait payé le total de ses dettes extérieures du pays. Les entreprises et les organismes publics vénézuéliens empruntaient sans aucun contrôle.

Quel dialogue Américains ? « Ce qui nous a déjà dû « affirmer leurs voisins du Sud, A savoir que les structures de l'économie mondiale ont changé, et que tous les pays doivent faire les ajustements nécessaires pour s'adapter à cet état échangé. Plus on tarde, ajoutent-ils, plus la chirurgie est délicate. » Les États-Unis ont déployés depuis deux ans et demi par M. Reagan et ses collaborateurs, qui ont pu bénéficier à soumettre leurs concitoyens à une cure d'amaigrissement dont ils récoltent aujourd'hui les bénéfices.

Pour le reste, c'est un « non » net ou voilà qui est opposé à certaines idées agitées ou à certaines revendications formulées dans l'autre camp. Non à une négociation globale du problème de la dette — que personne ne s'est d'ailleurs hasardé à demander : les conditions différaient trop d'un pays à un autre. Non à certains aménagements réclamés dans le cadre de la dette, dans les conditions de prêt, car ce serait « contreproductif » ; cela dégraderait les flux de capitaux. Non à la création de nouveaux organismes : le F.M.I. et les autres institutions existantes suffisent amplement.

En fait, il y a eu des réactions assez en fait un catalogue de sonnets mollement formulés. Après avoir sauté les « efforts » déployés par le F.M.I. et les autres dans la crise, il y a eu une réaction de la part de quelques autres que la politique du Fonds était remise en cause dans les textes initiaux, — le document se contente de demander des ajustements « gradués » dans l'économie des pays débiteurs, ainsi que des « solutions permanentes » au problème de la dette. Rien de plus précis, sauf la demande, habituelle, d'un meilleur accès au marché des pays industrialisés.

Certains délégués estiment que, quel que soit le résultat de la confé-

## DÉGRADATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

La balance des paiements courants de la Grande-Bretagne a été déficitaire de 313 millions de livres au deuxième trimestre 1983, a annoncé le Trésor mercredi 7 septembre. Cette détérioration (le Trésor escomptait un excédent de 56 millions de livres) résulte principalement d'une révision en baisse de l'excédent de la balance des invisibles, passé de 750 à 341 millions de livres.

Pour le premier semestre 1983, la balance des paiements courants n'accuse plus qu'un excédent de 466 millions de livres, contre 1 736 millions pour les six premiers mois de 1982.

des Etats-Unis et ceux des autres pays de l'hémisphère.

**CHARLES VANHECKE.**

**LE CRÉDIT NATIONAL RÉDUIT DE 15,80 % À 15,25 % LE TAUX DE SES PRÊTS ORDINAIRES À LONG TERME**

Pour la troisième fois de l'année, le Crédit national a abaissé le taux de ses prêts ordinaires à long terme, le ramenant de 15,80 % à 15,25 %. Ce taux avait été réduit de 1 % le 27 janvier 1983 (16,25 % contre 17,25 %).

A moins d'un renversement contraire de la tendance, l'objectif officiel d'un excédent de 1 milliard de livres pour 1983 sera difficile à atteindre. On rappelle qu'en juillet la balance des paiements courants accusait un déficit de 100 millions de livres.

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEX MOIS	
	+ ou -	+ ou -	Rep. + ou Dég.	Rep. + ou Dég.	Rep. + ou Dég.	Rep. + ou Dég.	Rep. + ou Dég.	Rep. + ou Dég.
SE-11	8,6610	8,6660	+ 145	+ 180	+ 310	+ 378	+ 758	+ 870
5 can.	6,5758	6,5589	+ 145	+ 280	+ 330	+ 395	+ 780	+ 928
SE-12	8,6610	8,6660	+ 145	+ 180	+ 310	+ 378	+ 758	+ 870
FLR	2,6925	2,6920	+ 130	+ 155	+ 275	+ 318	+ 770	+ 830
FLR (100)	14,5680	14,5685	+ 430	+ 560	+ 880	+ 1065	+ 1750	+ 2125
ES	2,6925	2,6920	+ 130	+ 155	+ 275	+ 318	+ 770	+ 830
L (100)	5,0430	5,0440	+ 225	+ 265	+ 540	+ 545	+ 1250	+ 1470
L	12,0185	12,0245	+ 240	+ 330	+ 490	+ 600	+ 1410	+ 1650

SE-U...	9	3/8	9	3/4	9	5/8	10	9	3/4	10	1/4	10	3/16	10	9/16
Dm...	4	15/16	5	5/16	5	3/16	5	11/16	5	3/16	5	1/4	5	4	1/4
Flu...	4	3/4	5	3/4	5	3/16	9	1/8	3	15/16	5	3/4	4	1/4	1/4
ES...	7	5	8	8	8	8	9	1/8	3	15/16	5	3/4	4	1/4	1/4
ES...	2	3/4	3	3/4	4	4	3/8	4	1/16	4	7/16	4	9/16	4	15/16
L1 (N...	15	3/4	17	1/4	16	3/4	17	3/4	17	1/8	18	1/8	18	1/8	1/8
f...	9	1/4	10	9	9	3/8	10	9	3/8	18	9	3/4	10	3/8	3/8
E. franc...	12	12	12	3/8	12	1/2	12	12	13	5/8	14	16	8	16	3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

D'autres, maniant le paradoxe, laissent imaginer les cris d'effroi que pousseraient les Européens si d'aventure se renouvelait le scénario de 1973, un dollar trop faible, avec le stimulant que cela représenterait pour l'industrie et l'agriculture américaines. Et d'ajouter : que les industriels du Vieux Continent profitent du dollar au plus haut pour exporter davantage. Certes, il convient de le faire, mais sans oublier que ces surplus commerciaux ne permettront pas, à eux seuls, de stimuler l'économie (1).

Disons simplement que l'excès en tout est un défaut. Les mécanismes automatiques de l'économie de marché ne sont pas, à eux seuls, en mesure de rétablir, fût-ce après bien des sacrifices demandés d'ailleurs toujours aux mêmes — les pauvres et les peuples pauvres, — un équilibre relativement satisfaisant et une croissance durable de l'économie mondiale.

Quand la France a demandé et obtenu, au sonnet de Versailles, la création d'un groupe de travail sur les interventions, elle ne visait pas à trouver, d'un seul coup, une solution de fond à l'instabilité des marchés financiers. Plus modestement, elle souhaitait que son examen objective l'opportunité, dans certaines circonstances, d'une action concertée des banques centrales. Un rapport quasiment exhaustif fut établi sur des bases scientifiques indiscutables. Il concluait à l'utilité d'une telle action, si bien que les ministres des finances des sept pays européens, qui quittaient la capitale de la Communauté économique européenne, adoptèrent, le 29 avril dernier, une ligne de conduite dont les termes méritent d'être rappelés aujourd'hui :

« Dans les circonstances présentes, le rôle des interventions ne peut être que limité. Les interventions peuvent être utiles pour lutter contre des situations de désordre sur les marchés et pour réduire la volatilité à court terme. Les interventions peuvent aussi à l'occasion exprimer une position des autorités à l'égard du marché des changes... »

C'est oublier une idée pourtant communément admise. Les moyens de change doivent, sur une courte période, refléter les données fondamentales de chaque économie. Qui pourrait, sans pourvoir des raisons électorales, soutenir sérieusement que c'est le cas actuellement du dollar ?

C'est passer sous silence les conditions dans lesquelles les interventions ont été réalisées, ces dernières semaines. Qui pourrait justifier le fait que les interventions du pays dont la monnaie est la plus répandue (le dollar) aient été inférieures, en quantité et en durée, à celles effectuées par les banques centrales d'Europe ?

Le montant de l'emprunt d'Etat lancé le 24 août dernier est porté de 15 milliards de francs à 25 milliards de francs, a annoncé M. Jacques Delors au cours du conseil des ministres du mercredi 7 septembre 1983.

La deuxième émission du Trésor depuis le début de l'année a rencontré un très vif succès : dès le départ, on savait que son montant initial serait largement dépassé, et le chiffre de 25 milliards de francs était mis en avant dès la fin de la semaine dernière (*le Monde* daté 4-5 septembre 1983).

Les souscriptions des investisseurs institutionnels (compagnies d'assurances et caisses de retraite) ont été particulièrement abondantes (près de 70 % du total), pour trois raisons. Tout d'abord, le marché avait été associé « au mois d'août en prévision précisément du lancement de l'emprunt d'Etat pour lequel ces investisseurs avaient déjà provisionné d'importantes liquidités. Ensuite, la Caisse des dépôts, grande régulateur du marché des obligations au Bourse, avait fait baisser les taux de rendement de 0,40 %, ce qui rendait

qu'une action coordonnée reste 10 jours utile, dans certaines phases conjoncturelles, pour « calmer le jeu » et diminuer les mouvements erratiques des monnaies.

An-début du débat sur les interventions, se pose, depuis des années, le problème d'un minimum de réserves de jeu et d'ordre dans les transactions monétaires et financières. proposant, devant les ministres, des pays de l'O.C.D.E., la réunion d'une conférence monétaire internationale, le président de la République u'a fait que rappeler cette exigence tout en soulignant combien difficile était la tâche et combien serait progressive la mise en œuvre des correctifs indispensables. Cette proposition a été acceptée, par les chefs d'Etat présents au sommet des pays industrialisés à Williamsburg.

Ainsi se trouve définie méthode. Chaque expert a, dans tête, un système complet. confrontation théorique ne débouchera pas, à elle seule. Il faut se persuader, une fois pour toutes, que seules chances d'aboutir résident dans une démarche acceptée par tous, et donc par les Etats-Unis. Encore faudrait-il que ces derniers trouvent en face d'eux des partenaires résolus et capables de propositions communes.

Plus d'Europe ai-je dit, en résumant aux bonds du dollar. Le bled existe : le Système monétaire européen, auquel aucune épreuve n'a été épargnée depuis sa création, marche, qui pourtant a résisté tant bien que mal, et en fait, plutôt bien que mal. La Communauté détient un tiers des réserves du monde, près d'un tiers des quotas du Fonds monétaire international, près de la moitié de

réserve d'or de l'univers. L'ECU de plus en plus utilisé dans les échanges privés par les trésoriers d'entreprises et par les opérateurs financiers. Au développement de l'« ECU privé », il faut désormais ajouter un rôle accru de l'ECU officiel : un statut équivalent à celui des autres devises, sa cotation quotidienne sur les marchés de change, son utilisation pleine entière par les banques internationales, le développement du S.M.E. un élargissement des possibilités d'action monétaire, compris dans des orientations vis-à-vis des monnaies étrangères, le dollar ou le yen. On pourrait retrouver ainsi de nouvelles raisons d'espérer.

L'objection vient vite. L'Euro monétaire peut-elle avancer si l'Europe économique et sociale s'égare ? Certes non, mais il faut bien commencer par un bon début. Aujourd'hui, les événements nous pressent d'aller vite et plus loin dans un contexte où chaque pays membre s'attache à lutter contre l'inflation et à rétablir, si besoin était, son équilibre extérieur.

[illegible]

**stat est porté  
ards de francs**

Enfin, la formule du double taux retenue par le Trésor (13,70 % à 5 ans et 13,20 % à douze ans avec option de forçage contre une obligation à taux variable) a satisfait tout le monde : les investisseurs institutionnels, amateurs d'émissions à taux fixe au cas où les rendements continueraient à baisser, et les SICAV de trésorerie en obligations, très actives depuis le début de 1982, pour lesquelles les taux variables constituent une sauvegarde en cas de remontée des taux ultérieure.

Quant aux souscriptions particulières, après un démarrage hésitant en raison des incertitudes au retour des vacances et des positions financières, elles atteignent une cadence jugée « normale », ce qui, compte tenu de l'appétit des investisseurs institutionnels, a permis à l'emprunteur de l'Etat de battre tous ses records et selon M. Delors, d'égalier, en montant courante, le mémorable emprunt Finay 3,5 % de juillet 1952.

par sa sensibilité et sa politique d'aide — au cœur des rapports Nord-Sud, tel est l'atout maître que nous aurions gravement tort de dédaigner.

Ainsi, plus sûre d'elle-même, et renforcée, la Communauté pourrait poser aux Etats-Unis et au Japon les trois questions liées entre elles, et dont les réponses commandent tout progrès.

Tout d'abord, l'endettement. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 610 milliards de dollars. Pour les pays en voie de développement non producteurs de pétrole, le seul service de la dette représente un quart des recettes d'exportation. La hausse du taux d'intérêt constitue une charge égale à 40 % de leurs déficits antérieurs. L'envoie du dollar nourrit l'inflation importée et rend vains les efforts de certains de ces pays pour lutter contre la hausse des prix.

Face à cette situation, les pays riches ont, en quelque sorte, joué les pompiers devant un incendie qui s'étend : accroissement des interventions du Fonds monétaire, financement relais de la Banque des règlements internationaux, coordination entre le Fonds et les banques privées, rôle toujours utile du Club de Paris pour rééchelonner les dettes, etc. Mais l'on a vu surgir par là même différentes menaces : les pompiers n'ont pas fini d'être à l'ouvrage. Mais le plus grave est que rien n'ait été encore fait pour reconstruire un système efficace et équitable. Celui-ci est commandé, me semble-t-il, par trois orientations à approfondir :

1° La croissance économique des P.V.D. doit redevenir supérieure aux taux d'intérêt réels dominants. La croissance doit être stimulée par des aides et des crédits internationaux. Mais, et c'est ce depuis deux ans, ces nations s'appauvrissent et sont découragées dans leur effort d'assainissement.

La clé réside dans une baisse de ces taux d'intérêt et dans la relance du commerce mondial, la première étant un fort stimulant pour la seconde.

2) Au-delà des controverses sur le niveau souhaitable des liquidités mondiales, il serait, de toute manière, utile de réserver une distribution de D.T.S. (droits de tirage spéciaux) aux P.V.D., afin de leur donner les moyens de base pour équilibrer leurs économies. Faut-il rappeler que selon les statuts modifiés du F.M.I., il s'agit de « faire du droit de tirage spécial le principal instrument de réserve du système monétaire mondial ». Sans être aussi ambitieux, nous pouvons, sans dommage, contribuer à l'éclaircissement de son rôle.

39) Les mécanismes de financement des P.V.D. doivent être coordonnés, avant que les drames ne surgissent. Dans cette perspective, on pourrait songer à des plans plurinationalistes d'ajustement et de développement établis par les responsables des pays intéressés mais avec le concours de la Banque mondiale et du F.M.I., qui tiendraient compte des aides publiques bilatérales et qui cadreraient les crédits privés, de manière à éviter tout excès. Une telle approche éviterait sans doute bien des drames. A cet égard, on ne peut qu'applaudir l'avertissement que

« Les choses vont  
déclare M. E

M. Edmond Maire a estimé mercredi 7 septembre, au terme de son entretien avec M. François Mitterrand, que l'augmentation de la provision fiscale serait « *très faible* » pour 1984.

Le secrétaire général de la C.F.D.T., qui s'est entretenu avec le président de la République pendant une heure, a affirmé que, de son point de vue, l'augmentation *des deniers du bon sens* « puisque l'ourdissant des impôts sur le revenu ne toucherait que deux millions de foyers fiscaux et ne pénaliserait pas *les familles populaires* ».

Le président de la C.F.D.T., qui s'est entretenu avec le Secrétaire d'Etat, a dit que l'augmentation de la provision fiscale, en matière de Sécurité sociale, *il fallait aller plus vite* avec la suppression du plafond pour l'assurance-maladie et l'allègement des charges pour les entreprises de

M. Maître a également demandé au président de la République. « que le pouvoir d'achat des fonctionnaires soit garanti ».

L'Union des cadres et ingénieurs F.O. exprime de son côté, dans un communiqué, son mécontentement à l'égard du projet de budget 1984.

En parme d'imagination, le con-

consiste à traiter des causes structurelles des difficultés rencontrées, et non seulement des « grands équilibres » considérés hors de leur contexte.

Ensuite, il faut aller vers la diversification des instruments de réserve, afin de ne pas trop demander au seul dollar. Les États-Unis exigent trop de lui, en raison de l'importance du déficit budgétaire dont le financement pèse, pour partie, sur les autres pays et fait monter les taux d'intérêt. Cela fait trois ans que ses alliés demandent à Washington de réduire le déficit. En vain ! On nous dit maintenant qu'il convient d'attendre jusqu'en lendemain des élections présidentielles. Nous prend-on pour sœur Anne ?

**Les Européens doivent dès maintenant proposer la diversification des instruments de réserve : le D.T.S., l'Ecu, le yen, les Japonais étant conviés à partager les responsabilités mondiales, à la mesure de leur puissance économique. Ainsi se trouverait allégée la pression sur le dollar.**

Enfin et toujours, les taux d'intérêt. Comme des délais seront nécessaires pour accorder l'usage de D.T.S. au de l'E.C.U., il est de la responsabilité de l'Union européenne de maintenir sur leurs taux d'intérêt. Leur baisse même progressive et légère faciliterait la reprise des économies européennes, lesquelles alimenteraient, par leurs importations, le commerce mondial et les recettes des pays en voie de développement.

Enfin, la question d'un développement dogmatique, non vérifié dans des faits, ce n'est pas le protectionnisme qui constitue actuellement le frein principal à la relance des échanges extérieurs, mais bien l'absence d'une croissance généralisée à tous les pays du Nord et l'encens d'endettement dans les pays du Sud. En s'attaquant à l'un et à l'autre de ces problèmes, les nations industrialisées ne feraient que leur devoir et engageraient le monde, dans le seul cercle vertueux qui vaille, celui de l'expansion économique et de la lutte contre les inégalités, lesquelles dans le Sud se traduisent par la pauvreté, la dépopulation et la révolte.

Encore une fois, ce ne sont que des voies ouvertes. Ce ne sont que des pistes à parcourir. Mais après six années passées. Mais le moment était venu d'une initiative. La France l'a prise, par la voix de son président. L'Europe s'en saisira-t-elle, pendant qu'il est encore temps, pour affirmer sa volonté de survivre et son sens des responsabilités ?

Alors que la crise de l'endettement n'en finit pas, au risque même de l'aggraver, alors que le feu se rallume de-ci, de-là, les pompiers, il faut le dire, œuvrent avec efficacité. Mais est-ce suffisant ? N'y aura-t-il pas un moment où, de foyer d'incendie en foyer d'incendie, la maison se désagrégera, au point de s'écrouler et de révéler, hélas trop tard, la fragilité de ses fondements ? Autrement dit, le temps des architectes n'est-il pas venu ?

**JACQUES DELORS.**

(1) En effet, les importations des États-Unis ne représentent qu'environ 12 % des importations de produits manufacturés. Ce qui est insuffisant, pour provoquer, par le seul déficit commercial des États-Unis, une relance du commerce mondial.

---

**« dans le bon sens »**

**mond Maire :**

«...ernement, propose de taxer encore davantage ceux qui ne peuvent plus s'écchapper. Les cadres n'ont jamais refusé de contribuer à l'effort commun. Mais ils veulent que celui-ci soit équitablement réparti ».

L'U.G.I.C.T., organisation de cadres de la C.G.T. et la Fédération C.G.T. des finances demandant, « l'abandon de la surtaxe exceptionnelle sur l'impôt sur le revenu ».

Cette mesure, selon les deux organisations, va toucher la grande majorité des cadres et, un nombre important d'agents de maîtrise et d'ouvriers, pour la plupart qualifiés. Aussi, proposent-elles de remplacer par un salaire différentiel progressif, dans le cadre de l'impôt sur le revenu, assisté sur les impositions, dividendes et autres revenus du capital.

Pour sa part, l'Union syndicale des cadres supérieurs et dirigeants souligne que « l'instauration d'une surtaxe progressive de 5 % à 0 % (...) revient à instituer une tranche de barème à 70 % (...) Le nantissement fiscal est de nature à provoquer une déperdition des phénomènes de rejet et de démobilité des cadres supérieurs et dirigeants ».

[illegible]



## AGRICULTURE

### La rentrée de M. Guillaume

#### Modération

M. François Guillaume, président de la F.N.S.E.A., a tenu, mercredi 7 septembre, sa conférence de presse de rentrée. Comme l'avaient déjà démontré les propos de M. Luc Guyau, président du C.N.J.A., l'heure n'est pas vraiment à la contestation dans les rangs du syndicalisme agricole majoritaire.

Pourtant les sujets de préoccupation ne manquent pas. Qu'il s'agisse du budget agricole qui augmentera moins vite que l'ensemble du budget national et devient dès lors une non-priorité, qu'il s'agisse de la réforme de la politique agricole commune, qu'il s'agisse enfin du retard apporté, selon M. Guillaume, aux aides nécessaires pour les agriculteurs victimes des calamités climatiques. En exposant ses griefs, le président de la F.N.S.E.A. n'a pas fait état d'une véritable mobilisation. La prise de position la plus dure concerne l'Europe : « Jamais nous n'accepterons de discuter du détail des mesures proposées par la Commission de Bruxelles pour réformer la politique agricole tant que nous ne saurons pas quelle mission la Communauté assigne à son agriculture. »

En dépit des inondations et de la sécheresse qui ont fait craindre le pire, l'année agricole se déroule sans trop de crises, hormis celle, brutale, de l'aviculture, secteur où les cours se sont effondrés récemment. L'été s'est passé sans que les traditionnels heurts légumiers ou viticoles défrayaient la chronique routière ou ferroviaire.

Ce calme relatif que traduit, en cette rentrée, la pondération des organisations agricoles traditionnelles tient-il au pouvoir anesthésiant de l'effet Rocard ou à un regain d'état de grâce ? L'explication semble être ailleurs.

En premier lieu, le syndicalisme agricole n'a pas de comportement original dans l'ensemble des couches sociales. Avec elles, toutes, il fait le gros dos devant la rigueur qui s'applique à tous. En second lieu, la F.N.S.E.A. n'est pas loin de penser que les problèmes sont devenus « algébriques » et qu'il s'agit de trouver la réforme de la PAC, et qu'il s'appelle.

lent une attention qu'une mobilisation prématurée pourrait compromettre. Ce d'autant que, dans le climat de rigueur et en dépit des services rendus par l'agriculture à l'économie nationale par ses exportations notamment, les problèmes spécifiques à l'agriculture ne semblent pas de nature à passionner le premier ministre. M. Mauroy, dans sa récente intervention sur Antenne 2 - M. Guillaume l'a réitéré - n'a pas une seule fois évoqué ce secteur d'activité.

En attendant la mobilisation, peut-être, la F.N.S.E.A. songe à une autre manière d'occuper le terrain par la famille des organisations agricoles traditionnelles. En 1983 était créé, dans le Lot-et-Cher, le premier syndicat agricole. Dans les semaines à venir et sous des formes encore à définir, la F.N.S.E.A. et ses alliés ne manifesteront pas, mais commémoreront à Paris cet événement.

JACQUES GRALL

• Mesures en faveur des agriculteurs sinistrés. - Un dispositif exceptionnel de report des annuités dues en 1983 par les agriculteurs sinistrés par les inondations et les pluies de printemps a été annoncé le 7 septembre par le ministère de l'Agriculture.

Les agriculteurs sinistrés remplissant les conditions d'accès aux prêts calamités pourront donc bénéficier du report de leur annuité de prêts bonifiés (hors foncier et logement) venant à échéance entre le 1<sup>er</sup> juillet 1983 et le 30 juin 1984. Ce report pourra porter sur la totalité de l'annuité, y compris la charge de remboursement des intérêts, dans la limite d'un plafond individuel de 50 000 F.

Il prendra la forme d'un prêt de consolidation au taux bonifié de 9 %, d'une durée maximale de sept ans assorti d'un différé de remboursement du capital de cinq ans. Pour la mise en œuvre de ce dispositif, une enveloppe de 400 millions de francs hors encadrement est mise à la disposition de la Caisse nationale de crédit agricole, précise le ministère.

## SOCIAL

### DANS LES TRAVAUX PUBLICS

#### La C.G.T., la C.F.D.T., F.O. et la C.F.T.C. rejettent un protocole d'accord sur l'emploi présenté par le patronat

C'est à l'unanimité que les quatre centrales ouvrières, C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C. viennent de rejeter le protocole d'accord sur l'emploi qui leur a été présenté, mardi 6 septembre, par la Fédération nationale des travaux publics (F.N.T.P.), organisation patronale. Seule la C.G.C. semble approuver ce « plan social » destiné, selon la F.N.T.P., à atténuer les conséquences des réductions d'effectifs dans la profession.

A l'exception de l'année 1980, durant laquelle le volume d'activités avait augmenté de 4,8 %, ce secteur connaît en effet, depuis plusieurs années, une évolution négative. De 1973 à 1981, quelque 260 000 emplois ont été supprimés dans le bâtiment et les travaux publics. D'où ce « plan social » prévoyant notamment le départ de plus de 30 000 travailleurs immigrés célibataires ou dont la famille est restée au pays - soit le tiers environ de l'effectif étranger des 5 650 entreprises membres de la F.N.T.P., qui emploient au total 290 000 salariés. Ce plan comporte en outre : la mise à la retraite anticipée à cinquante-cinq ans (au lieu de cinquante-six ans et deux mois) des travailleurs affectés à des tâches pénibles ; des actions de formation-reconversion financées par le Fonds national de l'emploi ; une « aide au retour » (surtout dans le Maghreb et plus particulièrement en Algérie) des immigrés sans famille en France dont les entreprises auraient obtenu des contrats dans ces pays ; un aménagement de la durée du travail ; enfin une plus grande mobilité de la main-d'œuvre.

Au cours d'une conférence de presse mercredi 7 septembre, MM. Didier Pourre et Marius Durand, secrétaires de la Fédération nationale des travailleurs de la construction (C.G.T.), ont affirmé que les difficultés de la profession résultent, selon eux, non seulement de la conjoncture économique, mais encore de l'annulation des contrats afférents à l'ex-projet d'exposition universelle. La Fédération cégétiste, tout en se déclarant « étonnée » par la mise en œuvre d'un « plan social », titre les possibilités d'assainissement

du marché de la construction - notamment par une amélioration de la productivité et de la qualité du travail dans ce secteur - estime qu'un plan social basé sur des licenciements est « vide, inacceptable et dangereux ». Pour l'instant, la fédération patronale reste sur ses positions, et ce n'est sans doute pas avant un mois qu'elle envisage une nouvelle réunion des partenaires sociaux.

J. B.

## ÉNERGIE

### Les menaces de M. Pecqueur devant l'hémorragie du raffinage

« Nous ne faisons pas de chantage, nous ne menaçons pas. Mais nous sommes arrivés à un point où il faut agir : faire des propositions et prendre des mesures. » M. Pecqueur, le nouveau patron du groupe Elf-Aquitaine, n'est pas, on le sent, homme à se payer de mots. « Nous sommes dans une impasse dans le secteur du raffinage. Nous ne pouvons pas maintenir un déficit aussi important pendant des années sans perspectives de développement. »

Le secteur raffinage a perdu en trois ans, de 1981 à 1983, quelque 10 milliards de francs en exploi-

tion - sans tenir compte des effets de stocks. L'application à la fin de l'année passée de la formule automatique de fixation des prix des produits pétroliers était, dans cette conjoncture, un moindre mal. « Nous perdions quand même 150 millions de francs par mois, mais c'était mieux que 250. »

La modification de la formule imposée en juillet a coûté au groupe 30 millions de francs de perte mensuelle supplémentaire. La nouvelle révision décidée en septembre lui coûtera à nouveau 50 millions de francs par mois. Le total est vite fait. De « boulet » le raffinage (onze mille salariés) est redevenu pour Elf « une véritable hémorragie ». « Si nous continuons à perdre 3 milliards de francs par an nous n'avons pas intérêt à conserver notre part du marché. »

Car Elf a désormais d'autres « pauvres ». La chimie tout d'abord, mais aussi Texas Gulf, la filiale américaine, qui ne perd ni ne gagne de l'argent, mais dont l'acquisition continue de peser sur les comptes : pour 1983, quelque 2,8 milliards de francs devront être exportés aux États-Unis.

Enfin, Elf doit, pour demeurer un groupe pétrolier international, continuer d'investir massivement dans l'exploration et la recherche. « On ne peut nous mettre tout à la fois sur le dos », conclut tranquillement M. Pecqueur. « La totalité des ressources ne peuvent être bloquées au niveau de l'aval » (raffinage et distribution). Il faut « s'adapter », c'est-à-dire fermer de nouvelles unités de distillation, quitte à perdre des parts de marché. « Nous voulons bien raffiner, mais que l'État fasse une régie, que nous exploitions pour son compte. » On ne saurait être plus clair. Et plus menaçant.

V. M.

**CHAQUE SEMAINE**

FAITES VALIDER VOS BULLETINS CHEZ TOUS LES DÉPOSITAIRES PORTANT L'ENSEIGNE **LOTO**

**LOTO**

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

POUR CETTE RUBRIQUE, S'ADRESSER  
7, rue Ste-Anne  
75001 PARIS  
261.51.52

Vente sur saisie immobilière le **MARDI 27 SEPT. 1983 à 14 h** au Palais de Justice d'EVRY (91)  
**UN PAVILLON**  
23, RUE ANDRÉ-BRETON à ST-GERMAIN-LES-CORBEIL (Essonne)  
MISE A PRIX : 20.000 F  
Consig. préalable, indispensable pour enchérir. Rens. : M<sup>re</sup> AKOUN et TRUXILLO, avoc. ass., 4, bd de l'Europe, à EVRY. Tél. : 079-39-45.

Vente sur saisie immobilière le **MARDI 27 SEPT. 1983 à 14 h** au Palais de Justice d'EVRY (91)  
**UN PAVILLON**  
72, RUE ALBERT-THOMAS ATHIS-MONS (91)  
MISE A PRIX : 20.000 F  
Consig. préalable, indispensable pour enchérir. Rens. : M<sup>re</sup> TRUXILLO et AKOUN, avoc. ass., 4, bd de l'Europe, EVRY (91). Téléphone : 079-39-45.

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL (94) le **JEUDI 22 SEPTEMBRE 1983 à 9 h 30** - sur saisie immobilière - En deux lots  
**2 STUDIOS à CHARENTON-LE-PONT (94)**  
au troisième étage du bâtiment A, dans un immeuble sis rue d'Estienne-d'Orves, n° 11  
**MISE A PRIX : 50 000 FRANCS** chaque lot  
S'adr. à M<sup>re</sup> J.-M. BRUNEL, Av. à PARIS 6, 23, rue du Four. Tél. 329-33-60  
A tous avocats exerçant près les T.G.L. de PARIS, CRÉTEIL, BOBIGNY et NANTERRE et sur les lieux pour visiter

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'EVRY (91) le **MARDI 27 septembre 1983, à 14 heures**  
**UN PAVILLON à LINAS (91)**  
MISE A PRIX : 150.000 francs  
Consig. indispens. pr enchérir - Rens. : M<sup>re</sup> TRUXILLO et AKOUN, avocats ass. à EVRY (91), 4, boulevard de l'Europe. Tél. : 079-39-45.

Vente au Palais de Justice de BOBIGNY, Mardi 27 septembre 1983, à 13 h 30  
**PAVILLON BLANC-MESNIL (93) BIDENT TERRAIN**  
284 m<sup>2</sup> - **MISE A PRIX 200.000 F** s'adr. M<sup>re</sup> BOISSEL  
Avocat à PARIS, 14, rue Sainte-Anne - Tél. : 261-01-09

Vente sur licitation au Palais de Justice de BOBIGNY (93) (Seine-St-Denis) le **MARDI 27 Septembre 1983, à 14 heures** - En deux lots  
**à AULNAY-SOUS-BOIS (93)**  
**1<sup>er</sup> lot) UNE PROPRIÉTÉ**  
compr. PAVILLON D'HABITATION de 3 pièces, cuisine et entrée rue du Commandant-Brasseur, n° 6.  
**MISE A PRIX : 350.000 F**  
**2<sup>e</sup> lot) PARCELLE DE TERRAIN**  
d'une contenance de 584 m<sup>2</sup>, d'après les titres, rue de Normandie, n° 9.  
**MISE A PRIX : 250.000 F** avec faculté baisse mise à prix.  
S'adr. pr tous rens. à M<sup>re</sup> Claude MICHEL, avoc. à AULNAY-SOUS-BOIS (93) 27, av. du 14-Juillet - M<sup>re</sup> D.J. NOEL, avoc. à CHARENTON-LE-PONT (94) 16, avenue Jean-Jaures - Au Greffe des criées du T.G.L. de BOBIGNY, où le cahier des charges est déposé. Sur lieux pour visiter.

Vente Palais de Justice de BOBIGNY, Mardi 27 Septembre 1983, à 13 h 30  
**PAVILLON DRANCY (93)**  
21/21 bis, rue BARTHOLOME  
s/sous-sol avec Garage, Cave, Chauffage ; R-de-Ch. : Entrée, Cuisine, Séjour  
2 Chambres, Salle d'eau, w.c. TERRAIN Coteau 347 m<sup>2</sup>  
**MISE A PRIX 150.000 F** s'adr. M<sup>re</sup> R. BOISSEL  
Avocat à PARIS, 14, rue Sainte-Anne - Tél. : 261-01-09

Vente sur licitation au Palais de Justice de PARIS le **Jeudi 26 Septembre 1983 à 14 heures** - En un seul lot  
**APPARTEMENT à PARIS (17<sup>e</sup>)**  
dans le bâtiment sur rue du 3<sup>e</sup> étage à droite comportant : 2 pièces cuisine, dépend., w.c. et cave, représentant le lot de copropriété  
Numéro 10 - Dans un immeuble sis Rue du Capitaine-Lagache, numéro 18  
**MISE A PRIX : 150.000 F**  
LIBRE DE LOCAT. ET D'OCCUPATION  
S'adresser pour tous rens. à la S.C.P. SCHMIDT-DAVID-DUFFOUR, avocats à PARIS (17<sup>e</sup>), 76, av. de Wagram, tél. : 766-16-99, au Greffe du T.G.L. de PARIS où le cahier des charges est déposé, et sur les lieux pour visiter.

VENTE après liquidation de biens, Palais de Justice à PARIS le **JEUDI 29 SEPTEMBRE 1983, à 14 h** - EN UN LOT  
**UN APPART. 4 P. PRINC. à COLOMBES (92)**  
7 à 19, rue des Voies-du-Bois - 12 à 20, av. Henri-Barbusse au 6<sup>e</sup> étage avec CAVE  
**LIBRE DE LOCAT. et d'OCCUP. - M. à P. : 150 000 F**  
S'adr. M<sup>re</sup> B. MALINVAUD, avocat, 1 bis, place de l'Alma, PARIS-16. Tél. : 723-73-70  
M<sup>re</sup> GOURDAIN, syndic, 174, bd St-Germain, PARIS-6. Ts avocats près Trib. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS le **JEUDI 22 SEPTEMBRE 1983 à 14 heures**  
**UN LOCAL COMMERCIAL**  
au rez-de-chaussée, bdt A - 108 bis, boulevard de Strasbourg  
**NOGENT-SUR-MARNE (94)**  
**MISE A PRIX : 150 000 FRANCS**  
S'adresser à M<sup>re</sup> CHEVROT, Avocat, 8, rue Tronchet à PARIS - 742-31-15  
M<sup>re</sup> FRECHOU, Syndic à PARIS 6<sup>e</sup>, 18, rue Séguier - Tél. : 633-54-17

Vente à la Barre du T.G.L. de VERSAILLES au Palais de Justice, 3, place André-Mignot - le **Mardi 21 Septembre 1983 à 10 h**  
**GRANDE MAISON D'HABITATION**  
(construction neuve) avec jardin, d'une surface totale de 21 a 92 ca  
Rue de la Rampe, numéro 12  
**à SAINT-NOM-LA-BRETÈCHE (78)**  
**MISE A PRIX : 1 500 000 F**  
S'adresser pour tous rens. au cabinet de Maître X. SALON, avocat près le T.G.L. de VERSAILLES demeurant 19, rue Sainte-Sophie à Versailles. Tél. : 950-01-69.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris le **Jeudi 22 septembre 1983, à 14 heures** - En un seul lot  
**UN APPARTEMENT à PARIS (11<sup>e</sup>)**  
de 2 pièces, cuis., entrée au 3<sup>e</sup> étage gauche, avec cave  
1 pièce au 3<sup>e</sup> étage face dans l'immeuble sis rue Keller, n° 34.  
**MISE A PRIX : 100 000 francs**  
S'adr. pr tous rens. à la S.C.P. SCHMIDT-DAVID-DUFFOUR, avocats à Paris-17<sup>e</sup>, 76, avenue de Wagram - Téléphone : 766-16-69 - Sur lieux pour visiter.

Vente Palais de Justice NANTERRE, mercredi 28 septembre 1983, 14 h.  
**BOIS-COLOMBES (92) 3, r. des Bourguignons 47 STUDIOS**  
**1 LOCAL COMMERC. 36 EMPL. VOIT.**  
**M. à Px 1.500.000 F.** S'adr. M<sup>re</sup> BOISSEL  
Avocat à Paris, 14, rue Sainte-Anne. Tél. : 261-01-09  
M<sup>re</sup> GORCEIX-DIRCKX-DILLY, avoc. à Paris, 39, r. Dulong. T. 622-52-93.

VENTE après liquidation de biens, au Palais de Justice, Paris le **JEUDI 29 SEPTEMBRE 1983, à 14 h** - EN 3 LOTS  
**MAISON d'HABIT. - 5, rue du Chêne-Vert**  
**MAISON à us. COMMERC. - 68, rue St-Victor**  
**MAISON à us. d'HABIT. - 70-72, rue St-Victor**  
**AU MANS (Sarthe)**  
**MISES à PRIX : 120 000 F - 70 000 F - 60 000 F**  
S'adr. M<sup>re</sup> Bernard MALINVAUD, avocat, 1 bis, place de l'Alma, PARIS (16<sup>e</sup>). Tél. : 723-73-70. M<sup>re</sup> GOURDAIN, syndic, 174, bd St-Germain, PARIS (6<sup>e</sup>). M<sup>re</sup> HERISSAY, syndic, 130, rue de Rivoli, PARIS (1<sup>re</sup>). Tous Avocats pr. Trib. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS le **JEUDI 22 SEPTEMBRE 1983 à 14 heures**  
**PROPRIÉTÉ à MAISONS-ALFORT (94)**  
rue Robert-Ferron, n° 18  
**MISE A PRIX : 500 000 FRANCS**  
S'adresser à M<sup>re</sup> CHEVROT, Avocat, 8, rue Tronchet à PARIS - 742-31-15  
M<sup>re</sup> FRECHOU, Syndic à PARIS 6<sup>e</sup>, 18, rue Séguier - Tél. : 633-54-17

Vte Palais de Justice de BOBIGNY, mardi 27 septembre 1983, 13 h 30  
**PROPRIÉTÉ** compren. **TERRAIN 5.104 m<sup>2</sup>**  
**PAVILLON** s/cave, R-d.-ch. et un ét. et div. bdt. à USAGE INDUSTRIEL  
**AUBERVILLIERS (93) 3, r. de la Haie-Coq**  
**M. à Px : 1.000.000 F.** S'adr. M<sup>re</sup> BOISSEL  
Avocat à Paris, 14, rue Sainte-Anne. Tél. : 261-01-09.

حکومت الامم المتحدة



# AFFAIRES

## LES DIFFICULTÉS DE CREUSOT-LOIRE

### La C.G.E. pourrait prendre une participation dans le capital de Framatome

Les difficultés de Creusot-Loire devraient trouver une solution au plus tard le 14 septembre. Mais au fur et à mesure que se rapprochent les échéances s'accroît l'incertitude. Déjà les cadres C.G.C. de la métallurgie ont manifesté leur préoccupation au ministère de l'Industrie et réaffirmé leur volonté de voir Creusot-Loire rester l'une des toutes premières entreprises de la métallurgie et de la mécanique en France.

On sait que Creusot-Loire a perdu plus de 600 millions de francs en 1982 et qu'il devrait en perdre autant en 1983, du fait principalement d'une sidérurgie qui est la seule à être pas aidée par les pouvoirs publics. Pour éviter le dépôt de bilan du groupe et en assainir la situation financière, M. Pécresse, Valenciennois, président-directeur général de Creusot-Loire mais aussi de la maison mère Schneider, a décidé de vendre l'essentiel de cette sidérurgie à l'Etat et d'octroyer une participation dans Framatome, constructeur de chaudières nucléaires et fleuron du groupe (le Monde du 27 mai).

Actuellement il semble acquis que les accords spéciaux - notamment Imphy - seront repris. Un doute subsiste cependant pour la division « tubes forges Creusot-Mareuil » ainsi que pour Clusieu, notamment. Le choix de l'entreprise d'accueil (Usinor, Sacilor ou partiellement les deux) et le prix (Creusot-Loire réclamait 1 milliard de francs) ne sont pas encore arrêtés.

Des négociations sont en cours pour ce qui concerne Framatome entre Schneider et la Compagnie générale d'électricité (C.G.E.). Actuellement, Creusot-Loire détient 70 % du capital et le commissariat à l'énergie atomique 30 %. Alsthom Atlantique, filiale de la C.G.E., déjà engagée dans le programme nucléaire pour sa partie classique, prendrait 35 % de la part de Creusot-Loire, les deux groupes créant en commun une société de participation pour apporter ce capital.

Si elle était finalement retenue, une telle solution marquerait le retour au cœur du nucléaire de la C.G.E., qui en avait été exclue lorsque fut choisie la filière à eau pressurisée (la C.G.E. développait la filière à eau bouillante B.W.R.), puis, le 6 août 1975, lorsque le gouvernement d'alors, en affirmant ce choix, avait décidé qu'il n'y aurait en France qu'un seul constructeur de cuves nucléaires.

Si nul ne méconnaît les capacités techniques d'Alsthom et si l'on voit bien les avantages qui pourraient résulter de ce regroupement à l'exportation au moment où les commandes nationales sont réduites, une telle solution inquiète la C.E.A. et l'E.D.F.

Le Commissariat à l'énergie atomique, s'il ne dispose que de 30 % du capital, est associé à toutes les décisions importantes de Framatome du fait de sa forme juridique (société en nom collectif) qui exige l'unanimité des trois administrateurs.

En outre, ce statut permet aussi la remontée avant impôt des bénéfices encore confortables de Framatome. Le C.E.A. craint donc de perdre à la fois le pouvoir et l'argent. Le Commissariat, qui reste une solution en cas d'échec des négociations entre M.M. Pécresse et Pécresse-Valenciennois et pourrait porter sa participation à 50 %, désire sans doute soit le maintien du statut juridique de Framatome, soit un pacte clairement défini des actionnaires.

E.D.F. pour sa part veut, depuis que l'entrée d'Alsthom est envisagée, avoir un œil sur ce fournisseur monopolistique (les deux groupes représentent 40 % des commandes d'E.D.F.) et réclame pour cela une participation même minime au capital. Les pouvoirs publics cherchent actuellement une solution pour donner satisfaction à l'entreprise nationale, sans nécessairement lui laisser devenir actionnaire.

E.D.F. et la C.E.A., qui ne se sont pas associés - non plus que Framatome - aux discussions de M.M. Pécresse et Pécresse-Valenciennois, sont donc attentifs à l'évolution de la négociation. Creusot-Loire voulait, en effet, initialement conserver le leadership industriel dans Framatome et n'en réclamait pas moins 1,5 milliard de francs pour les 35 % cédés, ce qui était jugé excessif par la C.G.E. Avec le rattachement du programme nucléaire, le constructeur nucléaire - vaudrait - entre 2 et 3 milliards.

Cela dit, le nucléaire et Framatome ne sont pas en cause dans la négociation en cours puisque M.M. Pécresse et Pécresse-Valenciennois semblent avoir envisagé d'octroyer pour leur recherche un accord de rationalisation de leurs activités.

La C.G.E. et Schneider sont en effet concurrencés par leurs filiales sur de nombreux marchés de la production d'énergie (turbines, alternateurs), de la distribution d'énergie (transformateurs, disjoncteurs, etc.), de la traction et du matériel ferroviaire, voire des chantiers navals.

L'idée de voir ces deux sociétés regrouper leurs forces plutôt que de renforcer leurs faiblesses pour se concurrencer ne manque pas de défenseurs, y compris au sein des pouvoirs publics. Mais outre qu'il y a pas accord sur l'ampleur des rectifications de frontières (simple « toilettage » ou véritable restructuration), une telle opération - déjà envisagée à plusieurs reprises et qui a toujours échoué - ne se fera vraisemblablement pas en huit jours. D'autant que M. Pécresse est un homme très occupé.

BRUNO DETHOMAS.

## Thomson et la C.G.E. négocient un nouveau partage de leurs activités

(Suite de la première page.)

M. Gomez acquiesce rapidement à la conviction que la situation économique, sociale et politique ne conduira pas l'Etat à faire un effort spectaculaire et surtout durable en faveur de sa société. Convaincu qu'il sera d'abord jugé sur sa capacité à relancer de Thomson un groupe bénéficiaire, il estime alors qu'il n'a plus, pour atteindre ce but, qu'une solution : se séparer d'un certain nombre de centres de pertes, diminuer le nombre des métiers pour se concentrer sur quelques points forts.

Cet élagage a déjà commencé pour des activités périphériques qui ne posent pas trop de problèmes politiques. La Compagnie des lampes a été cédée à Philips; la SEMS, ses mini-ordinateurs et ses pertes ont été rattachés à Bull. Thomson conservant cependant les activités informatiques militaires. Le groupe a revendu également diverses participations dans des sociétés financières et immobilières.

De leur côté, M.M. Brunet, président de la C.G.E., et Pécresse, directeur général, ont des problèmes du même ordre. Certes la C.G.E. est une des rares entreprises nationales, avec Matra et Saint-Gobain, à détenir des bénéfices. Placée sur des créneaux porteurs - électronique, économies d'énergie, électricité - elle dispose, en effet, de quelques-uns des meilleurs produits de son secteur (matériel électrique, piles, câbles, etc.) et est directement en prise avec les grands programmes d'équipements nucléaires et téléphoniques. Appareur rapidement comme le « bon élève » de la classe, la C.G.E. avait, néanmoins, pris des décisions années une allure de conglomérat. Comme Thomson, la C.G.E. doit se reconstruire sur ses points forts que sont la communication et l'électricité. L'objectif étant de devenir un des grands groupes mondiaux dans ces secteurs.

La C.G.E. va ainsi céder ses participations dans la Générale des eaux et conclure avec Saint-Gobain un accord qui doit faire passer progressivement toute sa branche bâtiment et travaux publics sous la tutelle du groupe de M. Fauroux.

Télécommunications, bureaux, énergie pour la C.G.E.; grand public, militaire et composants pour Thomson; les diverses opérations menées ces derniers mois par les deux groupes s'inscrivent déjà dans la perspective d'un tel recastage.

### Téléphone de France ?

Restait, cependant, le domaine le plus sensible, le plus spectaculaire, celui où Thomson et C.G.E. sont, depuis 1976, directement concurrents : le téléphone et, plus généralement, la communication. Dans les derniers jours du printemps, M.M. Pécresse et Gomez ont commencé à explorer les voies et moyens d'une rectification de frontières entre leurs deux groupes. Début août, ils sont parvenus à un accord de principe. Depuis quelques jours, ils s'attachent à le finaliser et à obtenir le feu vert définitif des pouvoirs publics. Si M. Fabius, ministre de l'Industrie et l'Elysée ont été informés dès le début des discussions, les autres instances gouvernementales concernées n'ont été mises au courant que ces derniers jours.

L'opération susciterait de sérieuses réactions dans certains milieux gouvernementaux, notamment à la direction générale des télécommunications (D.G.T.). Les grandes lignes de l'opération, qui prévoit des schémas juridiques et financiers assez complexes, seraient les suivantes :

La C.G.E. céderait à Thomson son activité militaire (essentiellement la société Sintra), ce qui raterait de ses activités grand public (CEPEM, spécialisée dans les produits « blancs ») et composants. De son côté, Thomson rendrait à la C.G.E. ses sociétés dans les fils et câbles.

Thomson-C.S.F., filiale à moins de 51 % de Thomson-Brandt, créerait une société holding qui reprendrait la plupart des activités de l'actuelle division communication du groupe. L'Etat souscrirait ensuite à une augmentation de capital de ce holding pour y prendre une participation d'environ 50 %. La C.G.E. détiendrait le reste. Mais le plus important est que le groupe de M. Pécresse verrait confier la gestion de cette société et le pouvoir d'en nommer les dirigeants.

Thomson deviendrait le fournisseur privilégié en composants électroniques de la C.G.E.

Les fabrications des centraux téléphoniques de Thomson (MT 20 et 25) seraient poursuivies, assurées, en attendant la mise au point pour les années 90 d'un nouveau central téléphonique unique. D'ici là, on peut penser que la logique de l'opération aura conduit à une fusion entre CIT-Alcatel, la filiale spéciali-

sée de la C.G.E., et le holding regroupant les activités communications de Thomson.

La création d'une seule société de matériel téléphonique française de type « Téléphone de France » avait été repoussée il y a un an. Or le projet d'accord entre la C.G.E. et Thomson reprend en fait cette idée sous une autre forme. En repoussant notamment sa formalisation dans le temps, C.G.E. explique sans doute la vive opposition de la D.G.T., qui a toujours souhaité avoir en face d'elle au moins deux fabricants en position de réelle concurrence.

L'évolution des technologies électroniques, les sommes considérables à investir en recherche-développement pour demeurer dans la course, les promesses non tenues des pouvoirs publics pour le financement de la filière électronique, les alliances mondiales qui se nouent entre les géants américains, japonais et européens (tel l'accord A.T.T.-Philips), sont autant de bonnes raisons avancées pour justifier ce projet d'accord. « La France, explique-t-on, ne peut plus se permettre les duplications, la dispersion de ses forces ».

Sans doute ! Reste que pour séduisant qu'il puisse paraître sur le papier à des esprits cartésiens, ce projet d'accord appellera dans sa forme actuelle de sérieuses réserves. Car il risque, si on n'y prend garde, d'engendrer des effets pervers dans l'ensemble du secteur électronique, en France et en Europe, et peut-être dans le groupe Thomson lui-même.

Certes M. Gomez espère, au prix d'une amputation d'une dizaine de milliards de francs de son chiffre d'affaires, recouvrer rapidement la rentabilité. Surtout si quelques contrats militaires spectaculaires à l'export viennent améliorer la trésorerie. Il est certain par ailleurs que Thomson ne peut consacrer annuellement le milliard de francs nécessaire en recherches pour demeurer un grand de la communication publique. Mais de là à passer la main à la C.G.E. sur l'ensemble du secteur de la communication - En lâchant les télécommunications, et surtout les transmissions et les faisceaux hertziens, Thomson ne se prive-t-il pas d'une compétence essentielle pour son système militaire ? Les Télécom ne seront-elles pas demain le point de passage obligé de toutes les technologies électroniques, y compris de la vidéo ? En concentrant toute la communication à la C.G.E., ne se prive-t-on pas d'une possibilité de coopérations européennes dans le téléphone ?

On peut craindre également que

les deux groupes ne règlent ainsi leurs problèmes immédiats sur le dos des autres. Comment Bull et Matra, pour ne citer que ces deux entreprises contrôlées par l'Etat, pourraient-elles s'insérer dans ce dispositif ? Entre Thomson, adossé aux militaires et champion national pour les composants, et C.G.E., en position privilégiée pour « orienter » les maigres crédits de la filière électronique, il risque d'y avoir bien peu de place, ne conviendrait-il pas que ces deux groupes et d'autres, pour qui pas européens, soient associés de plus près à une telle redistribution des cartes ?

Ne va-t-on pas renforcer encore la tendance naturelle de ce pays au capitalisme d'Etat, alors qu'il conviendrait, dans les nouvelles technologies, plus qu'ailleurs, d'encourager l'éclosion des talents, de créer un véritable tissu industriel des petites et moyennes entreprises ? Ne va-t-on pas multiplier les monopoles verticaux de groupes industriels nationalisés, fournisseur unique des administrations (Thomson-Armée, C.G.E.-E.D.F., C.G.E.-P.T.T.) avec le risque, de créer des « arsenaux » que cela comporte ?

Les problèmes de l'industrie électronique française sont, hélas ! bien réels et ne datent pas d'aujourd'hui. Ils seraient moins aigus si les pouvoirs publics avaient traité leurs paroles en actes et consacré à l'électronique les moyens promis. Tout se passe comme si, depuis deux ans, l'Etat et la collectivité se parvaient pas à opérer des choix industriels clairs, à définir les priorités que la situation économique et les évolutions technologiques imposent. Les sommes phénoménales injectées dans la sidérurgie, les charbonnages ou pour le malotieu en service d'entreprises dépeçées et du passé, sont autant en moins pour les investissements porteurs d'avenir. Au-delà des ambitions perpétuelles et normales de la C.G.E., le projet d'accord avec Thomson est une coasséquence directe de cette carence.

J.-M. QUATREPOINT.

L'entreprise Secrét lance le premier téléphone sans fil français. - Aucun de ces appareils, qui se sont vendus à plus de cinquante mille exemplaires l'an passé, n'était fabriqué en France. Les P.T.T. ont édicté une norme obligatoire pour protéger les consommateurs et freiner les importations. Ils ont également encouragé les industriels français à en produire. Secrét, filiale à 67 % du groupe Schneider, est la seule à avoir répondu pour l'instant.

### Seiko se lance dans l'informatique de loisir

Le groupe japonais Hattori Seiko, onombré un mondial de l'horlogerie avec un chiffre d'affaires de 10,1 milliards de francs dans cette branche industrielle (12,2 milliards toutes productions confondues), veut désormais donner la priorité au développement de ses activités dans l'informatique de loisir. Aux termes d'un accord récemment signé, il vient de confier à la société Akai-France le soin de distribuer en France ses ordinateurs domestiques, mais aussi ses organes électroniques dont le lancement aura lieu dans un mois.

L'horlogerie ne occurrir plus son homme. Avec le recastage, cette industrie est en déclin. Les grandes sociétés suisses mordaient la poussière et leurs rivaux d'Asie du Sud-Est se reconstruisent les uns après les autres. C'est la raison pour laquelle Seiko a décidé d'accrocher sa diversification.

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie, le groupe nippon s'est fixé pour objectif de rattraper d'ici trois ans 50 % de son chiffre d'affaires de cette branche industrielle (10 % actuellement). C'est au printemps 1982 que Seiko s'était lancé dans l'aventure informatique en créant une société commune (S.C.I.-Computer-services) avec le groupe américain Science Management Corp (S.M.C.), spécialisée dans la confection de programmes. Quelques mois plus tard, Seiko avait sorti ses propres ordinateurs. En abordant maintenant le marché des ordinateurs domestiques, le groupe nippon fait néanmoins un pari dangereux. Ce marché est enenné et de nombreuses firmes américaines sont en difficulté. Mais peut-être Seiko a-t-il des talents cachés ? En 1984, il lancera la première montre ordinateur. - A.D.

Publicité

Les bureaux d'études spécialisés dans les études routières sont informés qu'une présélection pour les études de faisabilité et d'exécution de la route Dialakopto Kedougou, d'une longueur d'environ 163 km, est lancée par la direction générale des travaux publics du ministère de l'équipement.

Ces études seront financées par le Fonds saoudien de développement. Les dossiers de présélection peuvent être retirés à la direction des études et de la programmation (Fam Residence face au service régional des travaux publics du Cap-Vert) BP 41 Dakar / Sénégal.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 22/11/83 à 9 heures à la direction générale des travaux publics au ministère de l'équipement, BP 240 Dakar / Sénégal.

Publicité

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE  
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

SECRÉTARIAT D'ÉTAT À LA PÊCHE ET AUX TRANSPORTS MARITIMES

SOCIÉTÉ NATIONALE DU TRANSPORT MARITIME  
DES HYDROCARBURES ET DES PRODUITS CHIMIQUES

S.N.T.M. - HYPROC.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL  
ET INTERNATIONAL N° 001/83

Un avis d'appel d'offres T.C.E. est lancé pour l'exécution des travaux de construction :

- d'un bâtiment à usage de bureaux de 4 000 m² environ.
- de bâtiments socio-administratifs de 2 100 m² environ.
- 200 maisons individuelles entièrement équipées, type F 4 et F 5, à Arzew, commune de Bethioua.

Les candidats intéressés peuvent retirer les dossiers contre paiement des frais de reproduction auprès de l'ENET à SIDI-FREDJ, STAOUELI, B.P. 151. Téléphone : 81-59-07 à 13.

Les offres accompagnées de pièces administratives et fiscales requises par la législation en vigueur, seront placées sous double enveloppe cachetée portant de façon apparente la mention « A NE PAS OUVRIR. APPEL D'OFFRES N° 001/83 » et adressées par lettre recommandée, au plus tard trente (30) jours après la parution du présent avis, à la S.N.T.M.-HYPROC - B.P. 60. ARZEW, ALGERIE.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de cent vingt (120) jours.

### THOMSON VA CONSTRUIRE DES PIÈCES DE MAGNÉTOSCOPES EN LORRAINE

Décision prise : le groupe Thomson va fabriquer des pièces mécaniques de magnétoscopes, en Lorraine, et construire une usine à Villers-Montagne près de Longwy, qui emploiera trois cents personnes à la fin de 1986 dans la fabrication des tambours. Une fois produites ces pièces seront assemblées à Tonnerre, dans l'Yonne, où Thomson possède déjà une usine qui fabrique actuellement des téléviseurs noir et blanc. Ensuite les parties mécaniques assemblées partiront pour les usines de New-Haven et de Berlin (possédées, à part égale, par Téléfunken, filiale de Thomson, par le Britannique J.V.C.) où le montage final des magnétoscopes aura lieu.

Cette décision, finalement prise en faveur de Longwy, fait suite aux déclarations (le Monde du 3-4 septembre) de Thomson rendant à la fin de 1986 dans la fabrication des tambours. Ces déclarations avaient provoqué une vive émotion en Lorraine où l'on comptait sur cette fabrication de magnétoscopes. Le gouvernement et la DATAR ont donc décidé de couper l'usine française en deux.

**LAFT et PIPER**

organiser un cycle de préparation à :

**Certificat d'Etudes Supérieures de transport international**

10 octobre 1983 au 30 juin 1984

Pour les titulaires d'un diplôme universitaire de 3<sup>e</sup> année de niveau "BAC + 4"

Institut Français d'Enseignement et de Recherche

1, rue Emile Zola  
75000 LE HAVRE CEDEX

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### CARREFOUR

Résultats société Carrefour au 30 juin 1983 (en millions de francs)

	1 <sup>er</sup> semestre 1982	1 <sup>er</sup> semestre 1983
Chiffre d'affaires hors T.V.A.	7 523	8 364
Amortissements	89,9	97,8
Résultat avant impôt sociétés, participations et dividendes reçus des filiales	308,8	232,8
Résultat social avant impôt sociétés et participations	354,9	274

Compte tenu des résultats de nos filiales à l'étranger et sauf aggravation de la récession et du désordre monétaire, nous envisageons pour l'année 1983, un bénéfice consolidé en retrait de 10 % sur celui de 1982.

#### CREDIT LYONNAIS

##### SITUATION AU 2 AOÛT 1983

La situation au 2 août 1983 s'établit à 622,3 milliards de francs. 616 679 millions au 30 juin 1983. Au passif, les comptes d'inscriptions d'émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 28 999 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers à 235 933 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 217 312 millions de francs.

A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers s'élèvent à 215 794 millions de francs, les comptes de la Clientèle à 242 801 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 29 677 millions de francs.

Europortefeuilles : Commerzbank, Banco Hispano Americano, Banco di Roma.

#### Credit du Nord

##### Augmentation de capital

Le capital social a été porté de 382 111 575 F à 630 484 050 F par l'émission de 3 311 633 actions souscrites en numéraire.

Compte tenu de la prime d'émission, cette opération, réalisée le 11 août 1983, représente pour le Credit du Nord une augmentation de ses fonds propres légèrement supérieure à 300 millions de francs.

#### SODEXHO

SODEXHO, première entreprise française de restauration collective, fidèle à sa stratégie de spécialisation, vient de racheter à la CED (Compagnie européenne de distribution) 100 % du capital de la société S.C.R., celle-ci avait au préalable cédé son département INTERCO (Conseil-assistance aux collectivités), qui reste sous le contrôle de la CED.

La société S.C.R. (Société centrale de restauration) occupe actuellement le huitième rang sur le marché français de la restauration collective. Elle gère quatre-vingt-quatre restaurants à Paris et en province, sert trente-trois mille repas/jour, emploie six cents personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel de 157 millions de F.H.T.

En saisissant cette opportunité, SODEXHO conforte sa position de leader sur le marché français et renforce ses implantations régionales.

**Lisoz**

**Le Monde des PHILATÉLISTES**

LA REVUE DE LA PHILATÉLIE

**MARCHÉS FINANCIERS**

NEW YORK

★ 200 PAGES

Les marchés financiers sont analysés dans cette revue hebdomadaire. Elle contient des informations précieuses sur les tendances des marchés, les mouvements des cours, les perspectives économiques, etc. Elle est indispensable pour tout investisseur sérieux.

Abonnement : 100 F/an (hors taxes).

Envoyer à : L'Édition des Marchés Financiers, 10 rue de la Harpe, 75001 Paris.



**BOURSE DE PARIS Comptant 7 SEPTEMBRE**

## NEW-YORK

## Au voisinage des plus hauts n°

D'axer abondantes ventes bénéficiaires se sont produites mercredi à Wall Street, consécutives à la très vive hausse des cours la veille. Elles ont cependant été bien absorbées, et le marché a même réussi à poursuivre encore sa progression. A la clôture, l'indice des industriels enregistrait un nouveau gain de 5,39 points pour s'inscrire à 1 244,10, soit très près de son plus haut niveau de toujours (1 248,30) atteint le 16 juin dernier. Le bilan de la séance a, encore été positif. Sur 1 956 valeurs traitées, 882 ont monté, 711 ont baissé et 363 n'ont pas varié.

Beaucoup pensent que le New-York State Governor ferait tout-à-fait après les exécutifs communistes. Son discours d'ouverture a été essentiellement des airs de « gémissements ». M. Henry Kaufman, l'économiste de la firme Salomon Brothers. Bénévoles, l'Albert Simon de la finance américaine, a fait une critique de crédit suivie du Fed soutenant la monnaie, et que les besoins d'emprunts du Trésor diminueraient, laissant ainsi entendre que les taux d'intérêt ne seraient pas relevés. Huit jours avant, M. Kaufman avait dit le contraire. Il n'en a pas fallu davantage à la presse pour que les emprunts du Trésor aient recouvré leur 92,24 millions de livres contre 87,50 millions.

VALEURS	Cours de 6 sept.	Cours de 7 sept.
Alcoa	47 5/8	47 1/8
A.T.T.	86 7/8	86 5/8
Bank of America	50 1/8	50 1/8
Chem. Manhattan Bank	47 3/4	48 7/8
Du Pont de Nemours	54 1/8	54 3/8
Exxon	57 1/8	57 1/8
Enron	39	39
General Electric	61 1/8	61 1/8
General Motors	51 3/4	51 1/4
General Foods	44 3/4	45
IBM	72	71 7/8
Johnson & Johnson	30 3/4	30 5/8
U.S. Steel	121 7/8	122 3/8
Lincoln	38 1/4	38 1/4
Marcel Oil	33 3/8	33 5/8
Pfizer	38 1/4	37 1/4
Petroleum	38 1/4	38 1/4
Tecumseh	37 5/8	37 1/8
U.A.I. Inc.	31	32 1/8
U.S. Capital	72	72
U.S. Steel	29 1/2	29
U.S. Steel Capital	65	7 7/8
Xerox Corp.	45	45

## SOCIÉTÉS

**AGFA-FRANCE.** - La filiale française de la société Agfa-Gevaert (groupe Bayer), numéro deux mondial de la photo, a pâti des effets de la bataille de Poitiers.

Le groupe Agfa a récemment réalisé d'importants investissements dans la vidéo et possède trois usines dont la capacité de production passera de 14 millions de cassettes à 25 millions en 1984. L'usine de Berlin, opérationnelle depuis le début de l'année, est désormais sa propriété à 100 %, l'éditeur Bertelsmann lui ayant cédé sa participation de 49 %.

**COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES.** — Le bénéfice net du premier semestre s'élève à 399 millions de francs, marquant une baisse de 5,9 % par rapport à la même période de l'année dernière. La diminution des intérêts du groupe dans l'ATCO-chimie et Chloco-chimie a été compensée et s'est traduite par une perte de 12,28 millions de francs. Les comptes de la société mère ne reflètent que partiellement la situation des filiales de raffinage et de distribution. Le déficit de la Française de raffinage n'apparaît que dans les comptes consolidés qui seront en outre affectés par les mesures récentes limitant les prix des produits pétroliers en France.

	6 sept.	7 sept.
W-lane 5000000	117.6	118.2

**POLICE**

Effets privés du 8 sept. ....	12 %
-------------------------------	------

souscrire pendant quatre ans à des actions

1 dollar (en yens) .....	246,15	245
--------------------------	--------	-----

\_\_\_\_\_

[illegible][illegible]

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compt.	Competition	VALEURS	Compt.	Premier cours	Dernier cours	Compt.	Competition	VALEURS	Compt.	Premier cours	Dernier cours	Compt.	Competition	VALEURS	Compt.	Premier cours	Dernier cours	Compt.	
Précéd.		Cours préc.																	
480	Perfort	436	436	436	428	980	B. Ottomane	958	958	958	941	24	Mathemba	7150	72	72	72	72	
795	Perm-Hind	727	718	718	718	650	BASF (Ald.)	608	599	603	800	1080	Merck	880	972	958	967	885	
126	Phosph. (Pae)	183	161	158	181	640	Boyer	603	599	603	812	650	Minotiers M.	855	868	868	853	825	
42	(-Sarrailh)	370	37	37	37	650	Bullfinch	608	678	678	865	70	Moët Corp.	351	10	32	350	350	
94	Phosph. (Pae)	252	203	203	203	650	Bullfinch	608	678	678	865	70	Moët Corp.	351	10	32	350	350	
157	Phosph. S.A.	2040	2033	203	203	650	Chas. Mueh.	498	498	498	300	20800	42	Neptun	19500	72	19500	19500	72
70	Poche	79	79	79	79	335	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
114	Poche	360	363	363	363	360	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
114	Poche	115	115	115	115	115	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
138	P&H, Ltd.	333	338	338	330	334	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
1130	Prochem	1050	1100	1100	1083	145	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
740	Prochem	740	740	740	740	740	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
240	Prochem	240	240	240	240	240	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
100	Prochem	119	119	119	119	119	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
1210	Prochem	1210	1210	1210	1210	1210	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
1210	Prochem	1210	1210	1210	1210	1210	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
72	Raffin. Fin.	81	80	80	80	80	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
231	Raffin. Fin.	1082	1070	1088	1065	1082	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
100	Raffin. Fin.	1082	1070	1088	1065	1082	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
946	Raffin. Fin.	970	970	970	958	980	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
132	Shale	149	140	147	147	150	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
100	Shale	149	140	147	147	150	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
142	St. Louis R.	330	334	333	328	330	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
482	S.A.T.	434	437	437	432	427	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
361	S.A.T.	238	280	280	280	280	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
100	S.A.T.	17	17	17	17	17	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
110	S.C.I.	11	11	11	11	11	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
117	S.C.I.	11	11	11	11	11	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
229	S.D.A.	34	10	32	32	32	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
124	S.D.A.	124	124	124	124	124	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
350	S.A.T.	238	238	238	238	238	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
142	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	
480	Safeway	248	248	248	248	248	Ch. P&H, Inc.	337	340	340	338	670	Pharm. Merck	1175	1101	1162	1153	1170	

<b>COURS DES BILLETS</b>	<b>MARCHÉ I</b>
--------------------------	-----------------

[illegible]

هكذا من الامم



## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. TCHAD : « L'Anschluss du colonel Kadhim », par Bernard Vaudouin Faguet ; « Sa Majesté François Mitterrand », par Louis Sala-Munier ; « Pour une solution médiane », par Joseph Oukla ; LU : Moi, Rigoberta Menchú, d'Elisabeth Burgos.

### ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT  
4. DIPLOMATIE  
- La conférence de Madrid et la destruction du Boeing sud-coréen.  
7. EUROPE  
6-7. AMÉRIQUES  
- « Les mille et une facettes des prisons américaines » (II), par Joëane Savigneau.

### POLITIQUE

8. L'analyse d'un sondage par M. Mourou ; l'élection municipale de Dreux.  
9. La préparation des sénatoriales ; trois « grands absents » de la compétition en Maine-et-Loire ; le communiqué du conseil des ministres.

### SOCIÉTÉ

10. ÉDUCATION : douze millions d'élèves sont entrés en classe.  
11. JUSTICE : quatre cents postes supplémentaires pour les prisons en 1984.  
- ENVIRONNEMENT : l'état de la France en 1983.  
- SPORTS : les internationaux de tennis des États-Unis.

### LE MONDE DES LIVRES

13. LE FEUILLETON.  
13-14. A PROPOS DE L'AMOUR : les « moments merveilleux » de Suzanne Lilar ; Paul Veyne et l'érotisme romain.  
15. VOYAGE A TRAVERS LES ROMANS : Jean Rolin, la navigatrice volubile.  
- LA VIE LITTÉRAIRE.  
16. LETTRES ÉTRANGÈRES : quand les intellectuels chinois étaient aux champs ; le testament de Rilke.

### CULTURE

CINÉMA : des lauriers pour Jessica Lange au Festival de Deauville ; Prénom Carmen, de Jean-Luc Godard, à la Mostra de Venise.  
- ARCHITECTURE.  
19. COMMUNICATION. A voir : « Ce n'est pas le moment ».

### ÉCONOMIE

22. FINANCES : la conférence de Caracaras.  
23. SOCIAL  
- AGRICULTURE  
- ÉNERGIE.  
24. AFFAIRES : les difficultés de Creusot-Loire.

### RADIO-TÉLÉVISION (19)

INFORMATIONS  
- SERVICES (12) :  
Allô l'école ; « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés ; Loterie.  
Annonces classées (20-21) ; Carnet (12) ; Programmes des spectacles (18) ; Marchés financiers (25).

**LA MAISON DE L'IRAN**  
DERNIERS JOURS  
**55,5%**  
SUR  
**ARTISANAT**  
ET  
**TAPIS**  
IRAN-ORIENT  
225.62.90  
65, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup>  
ouvert même dimanche

A B C D E F G H

### Tchad

## N'Djamena accuse Paris de « minimiser » les attaques contre Oum-Chalouba

« Les troupes françaises n'ont pas tiré une seule cartouche depuis qu'elles sont au Tchad », a déclaré, mercredi 7 septembre, M. Max Gallo, en rendant compte du conseil des ministres. Le porte-parole du gouvernement a ainsi voulu démontrer « de très nombreuses nouvelles parfois diffusées de manière intéressée ». D'autre part, interrogé sur le perron de l'Élysée à l'issue du conseil sur une « offensive libyenne », M. Cheysson a répondu d'un ton sec : « Quelle offensive ? ».

Le ministre des relations extérieures a même dit « pas le moins du monde » au cours d'un tel développement, prenant ainsi le contrepied du ministre tchadien de l'information, qui a reproché, mercredi, à la France de « minimiser » la gravité de la situation, ce qu'il a interprété comme relevant soit d'une « sous-information caractérisée », soit d'une « manœuvre ».

A N'Djamena, des sources militaires occidentales estimaient mercredi que les opérations, dans la région d'Oum-Chalouba, avaient été considérablement exagérées par les autorités tchadiennes. A Libreville,

le gouvernement gabonais, qui préside le comité de l'Organisation de l'unité africaine sur le conflit tchado-libyen, a annoncé qu'il avait renoncé à réunir ce comité le 8 septembre, afin de ne pas gêner « les démarches diplomatiques délicates qui se déroulent en ce moment en vue de dénouer la crise tchadienne ». Cette décision ne fait pas l'affaire de N'Djamena, dont l'ambassade à Paris a dénoncé, dans un communiqué diffusé mercredi, les « tractations de certains pays dits progressistes visant à saborder les efforts de paix entrepris pour réunir le comité ad hoc ». Ce comité, constitué à Libreville en 1977, comprend, outre le Gabon, l'Angola, le Cameroun, le Mozambique, le Nigeria et le Sénégal.

A Paris, enfin, un millier de personnes, répondant à l'appel de cinq formations d'extrême gauche, ont manifesté mercredi en faveur « d'un retrait immédiat des troupes françaises » du Tchad. Le défilé, de la place Clichy à la station de métro Châteauneuf-Rouge, s'est déroulé sans incident.

### En Pologne

## Inculpation de policiers à la suite de la mort du lycéen Grzegorz Przemyski

Les autorités polonaises ont fini par reconnaître que le lycéen Grzegorz Przemyski, dix-neuf ans, avait été battu, notamment par des policiers, peu avant sa mort des suites de « lésions internes », le 14 mai dernier.

La mort du jeune homme, fils de la poète Barbara Sadowska, très active au sein d'un comité d'aide aux prisonniers politiques, et qui avait elle-même subi un passage à tabac quelques jours plus tôt, avait suscité une grande émotion à Varsovie : plusieurs dizaines de milliers de personnes, en particulier des écoliers, avaient assisté aux obsèques de la victime.

Les résultats de l'enquête, indique un communiqué publié mercredi 8 septembre par l'agence PAP, ont conduit le parquet à « décider l'inculpation » de deux policiers et de deux infirmiers, ce qui laisse entendre que le jeune homme a été battu non seulement au commissariat, mais aussi pendant son transport à l'hôpital. Deux médecins, qui ont « commis des erreurs dans l'exercice de leurs fonctions », seront également poursuivis (selon les informations données par les proches de la famille, le premier diagnostic avait recommandé un transfert dans un hôpital psychiatrique...).

Le communiqué du parquet ne précise pas si les inculpations ont déjà été prononcées et n'identifie les coupables présumés que par leurs prénoms et l'initiale de leur nom. D'autre part, le parquet maintient que la jeune victime « a été agressive » et a justifié le recours à la force pour la maîtriser. Le communiqué ne mentionne pas non plus de dénonciation « la campagne calomnieuse de menaces lancée par les centres anticomunistes en Pologne et à l'étranger et tendant à présenter la mort de Grzegorz Przemyski comme une vengeance exercée à la suite des activités politiques de sa mère ».

### Une interview de M. Bogdan Lis

M. Bogdan Lis, membre de la direction clandestine de Solidarité, a donné, dans une interview qui devait être diffusée jeudi 8 septembre sur TF1, des précisions sur la « reddition » aux autorités de l'un de ses collègues de la commission provisoire de coordination (T.K.K.), M. Wladyslaw Hardel. Ce responsable était apparu à la télévision polonaise, peu avant l'anniversaire du 31 août, lisant les yeux baissés un texte où il expliquait les motifs de sa reddition. Selon Bogdan Lis, « Wladyslaw Hardel ne s'est pas rendu. Il a été arrêté dans la nuit du 18 au 19 août à Pila » et, par sa déclaration à la télévision, « il a tout simplement essayé d'avertir ses collaborateurs, de les prévenir qu'ils pouvaient être arrêtés, ce qui d'ailleurs, dans un cas très important pour nous, a été très efficace ».

M. Lis - qui est responsable de la clandestinité pour la région de Gdansk - explique, d'autre part,

Le numéro du « Monde »  
daté 8 septembre 1983  
a été tiré à 508 700 exemplaires

### UNE LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

## Les directeurs d'hôpitaux veulent avoir autorité sur les médecins

Le Conseil d'État n'a examiné, les 7 et 8 septembre, le projet de loi sur la réforme hospitalière que doit adopter le conseil des ministres du 14 septembre. Il s'agit d'un projet bref (huit articles) dont la vocation essentielle est de redéfinir le pouvoir au sein de l'hôpital. Modifiant la loi de 1970, le texte précise les prérogatives du conseil d'administration de l'hôpital et énonce le principe de la « départementalisation » des établissements, ce qui implique la suppression des anciens services.

Un conflit est né, à l'examen de ce texte, à propos de la définition des prérogatives des directeurs d'hôpitaux. Traditionnellement, ceux-ci, nommés par le ministre ou le secrétaire d'État à la santé, avaient autorité sur le personnel des établissements, mais aucune loi n'avait jamais confirmé cet état de fait, ni spécifié que cette autorité s'appliquait aussi au corps médical.

Le projet de loi, qui sera examiné le 14 septembre, spécifie que l'autorité du directeur porte sur « les » personnels de l'établissement. A la suite d'un vif débat entre les représentants des directeurs d'hôpitaux et ceux d'un certain nombre de syndicats de médecins, il a été proposé d'ajouter que cette autorité s'exercerait « dans le respect des règles de la déontologie et de la responsabilité médicale », ce qui impliquait que l'autorité administrative ne s'immiscerait pas dans les décisions proprement médicales. Le secrétaire d'État maintient quant à lui sa formulation initiale. Le conseil des ministres tranchera le 14 septembre.

A la dernière réunion du Conseil supérieur des hôpitaux, le 1<sup>er</sup> septembre, plusieurs représentants de médecins avaient vivement revendiqué le droit à maintenir l'autonomie de leurs décisions (1). Le débat a connu, le mercredi 7 septembre, de nouveaux développements. Dans une lettre adressée à M. François Mitterrand, M. Gérard Vincent, directeur de l'Hôtel-Dieu de Paris et président du Syndicat national des

cadres hospitaliers (S.N.C.H.) estime indispensable que la future loi « confie » aux directeurs des hôpitaux « autorité sur tous les personnels de leurs établissements, y compris ceux appartenant au corps médical ». En effet, ajoute le texte, « les médecins hospitaliers adoptent encore trop souvent un comportement d'indépendance, ne respectant ni les objectifs, ni l'organisation, ni les moyens de l'institution. Quelle que soit la spécificité du milieu hospitalier, conclut la lettre, l'hôpital comme toute entreprise ou tout organisme doit avoir à sa tête un homme investi de prérogatives qui lui permettent d'opérer une large concertation, de procéder aux arbitrages nécessaires et de prendre des décisions conformes à l'intérêt des malades et de la collectivité (...).

Le débat n'est pas clos au sein du corps médical lui-même. En effet, la conférence des présidents des commissions médicales consultatives, organe représentatif des praticiens hospitaliers, qui préside le professeur Yves Rochet (Lyon), approuve la notion d'autorité directoriale au sein des établissements, à la condition toutefois que cette autorité respecte les « compétences spécifiques » des parties prenantes.

(1) Les représentants C.G.C. des médecins demandent même que les directeurs d'hôpitaux soient à nouveau des praticiens, comme ce fut souvent le cas jadis, et ce, jusqu'à une période récente, dans les hôpitaux psychiatriques.

### LES SYNDICATS C.G.T. DE RENAULT VEULENT FAIRE MODIFIER LA STRATÉGIE DE LA DIRECTION

Au cours d'une conférence de presse, tenue à l'issue d'une réunion des syndicats C.G.T. de la région Rennaise, à Rennes-Madame (Ille-et-Vilaine), M. Gilbert Le Bescon, responsable de la coordination nationale, a renouvelé les critiques de son organisation à l'égard de la stratégie développée depuis un an par M. Bernard Hanon, P.-D.G. de la R.N.U.R.

« Annonçant une mobilisation de la C.G.T. pour « faire modifier » la stratégie de Renault, M. Le Bescon a estimé que celle-ci aurait déjà eu des effets négatifs sur l'emploi. Selon la C.G.T., sept cents contrats de travail à durée déterminée auraient été réalisés à l'usine de Douai et mille contrats d'intérim supprimés, notamment à Billancourt.

La C.G.T.-Renault s'apprête à demander l'ouverture de négociations avec la direction. Elle fait de la reconquête du marché intérieur et de la défense de l'emploi ses deux priorités de la rentrée.

### REPRISE TOTALE DU TRAVAIL A L'USINE CITROËN D'AULNAY

Après une semaine d'arrêt, provoquée par la grève de l'atelier de forge, le travail a repris, le 8 septembre, dans tous les secteurs de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

Dans la matinée, une nouvelle réunion entre les représentants du personnel et la direction a eu lieu, au cours de laquelle l'indemnisation des heures perdues par les non-grévistes est passée d'une avance de 30 % à 50 % également réversible. F.O., la C.F.T.C. et la C.S.L. ont accepté cette proposition, la C.F.D.T. a réaffirmé sa préférence pour une indemnisation égale à celle qui intervient en cas de chômage technique. La C.G.T., majoritaire dans l'entreprise, a maintenu sa demande d'indemnisation à 100 %, considérant que l'arrêt de la production s'assimilait à un lock-out.

Les grévistes de l'atelier de forge, qui avaient refusé de reprendre le travail à l'ouverture des négociations, le 7 septembre, ont regagné progressivement leurs postes le 8 septembre. Les ouvriers de F-400, l'un des ateliers du conflit, ont été les premiers à reprendre le travail. Ils demandaient le maintien de leur revenu malgré le passage en horaires normaux qui entraînait la suppression progressive de la prime dite « d'inconvenant ».

La direction avait répondu en maintenant le travail en équipe pour le F-400 jusqu'en novembre. La « prime d'inconvenant » sera versée jusqu'à cette date et le réaménagement futur évoqué lors d'une réunion du comité d'entreprise. Les autres revendications de salaire et de classification seront abordées au début octobre, dans des discussions au niveau du groupe. Enfin, la direction a refusé de négocier sur la mutation d'un chef d'équipe, demandée par les grévistes, ainsi que sur la levée des sanctions.

### REPLI DU DOLLAR : 8,06 FRANCS

Après sa vive remontée du mercredi 7 septembre, le dollar s'est replié jeudi 8 septembre sur tous les marchés des changes, revenant, à Paris, de 8,11 F à 8,06 F environ, et à Francfort, de 2,69 DM à moins de 2,68 DM. Ce repli a été provoqué par une brève détente sur les marchés financiers des États-Unis, à la suite d'une injection boursière de liquidités par la Réserve fédérale, et, surtout, après les déclarations de M. Henry Kaufman, l'expert new-yorkais bien connu. Ce dernier, qui, à la fin du mois dernier, prônait une ascension continue du taux en raison de l'ampleur des besoins du Trésor américain, estime maintenant que les besoins pourraient être moins importants grâce aux rentrées fiscales supplémentaires procurées par la reprise de l'économie.

### A l'occasion du Rosh Hashana

## M. MITTERRAND ADRESSE SES VŒUX À LA COMMUNAUTÉ JUIVE

Dans une lettre au grand rabbin de France, M. François Mitterrand adresse à la communauté juive ses vœux « les plus sincères et les plus chaleureux de bonheur et de sécurité » à l'occasion du Rosh Hashana, le Nouvel An juif. Le président de la République ajoute : « Vous savez que, pour moi, je m'emploierai de toutes mes forces, à faire en sorte qu'il en soit ainsi ».

Dans sa réponse, M. Samuel Sirat, grand rabbin, formule le souhait que la France parvienne « à chasser définitivement le terrorisme de son territoire et à bannir toute forme d'intolérance afin que chaque citoyen puisse jouir paisiblement du fruit de son labeur ».

### DES SANCTIONS CONTRE DES SURVEILLANTS À FLEURY-MÉROGIS

Plusieurs mutations ont été décidées au centre de jeunes détenus de Fleury-Mérogis après la mise en cause de certains surveillants dont les méthodes étaient considérées comme trop « viriles ». Dans la nuit du 30 juin au 1<sup>er</sup> juillet, un des responsables du centre, M. Raymond Benoist, qui venait d'être « arrosé », son départ à la retraite avec des collègues, avait rossé deux jeunes détenus maghrébins (le Monde du 16 juillet). D'autres incidents avaient eu lieu auparavant dans ce centre. Sans que son rôle ait été vraiment éclairci, le nom de M. Benoist avait été associé à l'affaire Mirval, un jeune détenu martiniquais mort en février 1974 dans des conditions suspectes. Cette affaire avait abouti à un non-liet.

Pour l'incident avec les deux jeunes Maghrébins, une information judiciaire a été ouverte contre M. Benoist et un de ses collègues, M. Henri Juan. Sans préjudice des suites qui seront données à cette information décidée par le parquet de Créteil (Val-de-Marne), des mesures ont déjà été prises par l'administration pénitentiaire. Elles ne visent pas M. Benoist, qui est parti à la retraite au mois d'août, mais certains de ses collègues surveillants qui ont été mutés ou vont l'être dans d'autres secteurs du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis. Ainsi l'administration pénitentiaire espère-t-elle établir un climat plus serein dans le bâtiment qui abrite les jeunes détenus.

### Saison 83/84

Ouverture le 15 septembre

## COMÉDIE-FRANÇAISE salle Richelieu

### EN ALTERNANCE

## LA SECONDE SURPRISE DE L'AMOUR

## LA COLONIE MARIVAUX

mise en scène Jean-Pierre MIQUEL

## L'AVARE MOLIÈRE

mise en scène Jean-Paul ROUSSILLON

## LES ESTIVANTS GORKI

mise en scène Jacques LASSALLE

Location dès le 8 septembre

188-78-28 COMÉDIE-FRANÇAISE 1680

**COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES**  
sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome  
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32

(Publicité)

## Et comme vin sur la table ? Champlure.

bien frais, ça rappelle les vacances.

**BAUME & MERCIER**  
GENEVE  
1830

*Riviera*

montre pour Dame,  
bracelet bicolor  
en or et acier, lunette  
en or 18 carats  
étanche - mouvement  
à quartz ultra-plat  
FF 8750-

**Aldebert**  
10, place Vendôme  
1<sup>er</sup> bd de la Madeleine  
70, 1<sup>er</sup> St-Henri  
Palais des Congrès, Porte Maillot